

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE
L’AFFICHAGE DES DÉCISIONS JUDICIAIRES
ET DE
LEUR PUBLICATION PAR LA VOIE DE LA PRESSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L’ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 7 mars, à 2 heures 1/2

PAR

BERNARD PERREAU

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT
AVOCAT A LA COUR D’APPEL

Président : M. LE POITTEVIN, *professeur*.

Suffragants : MM. GARÇON
DEMOGUE { *professeurs*.

PARIS

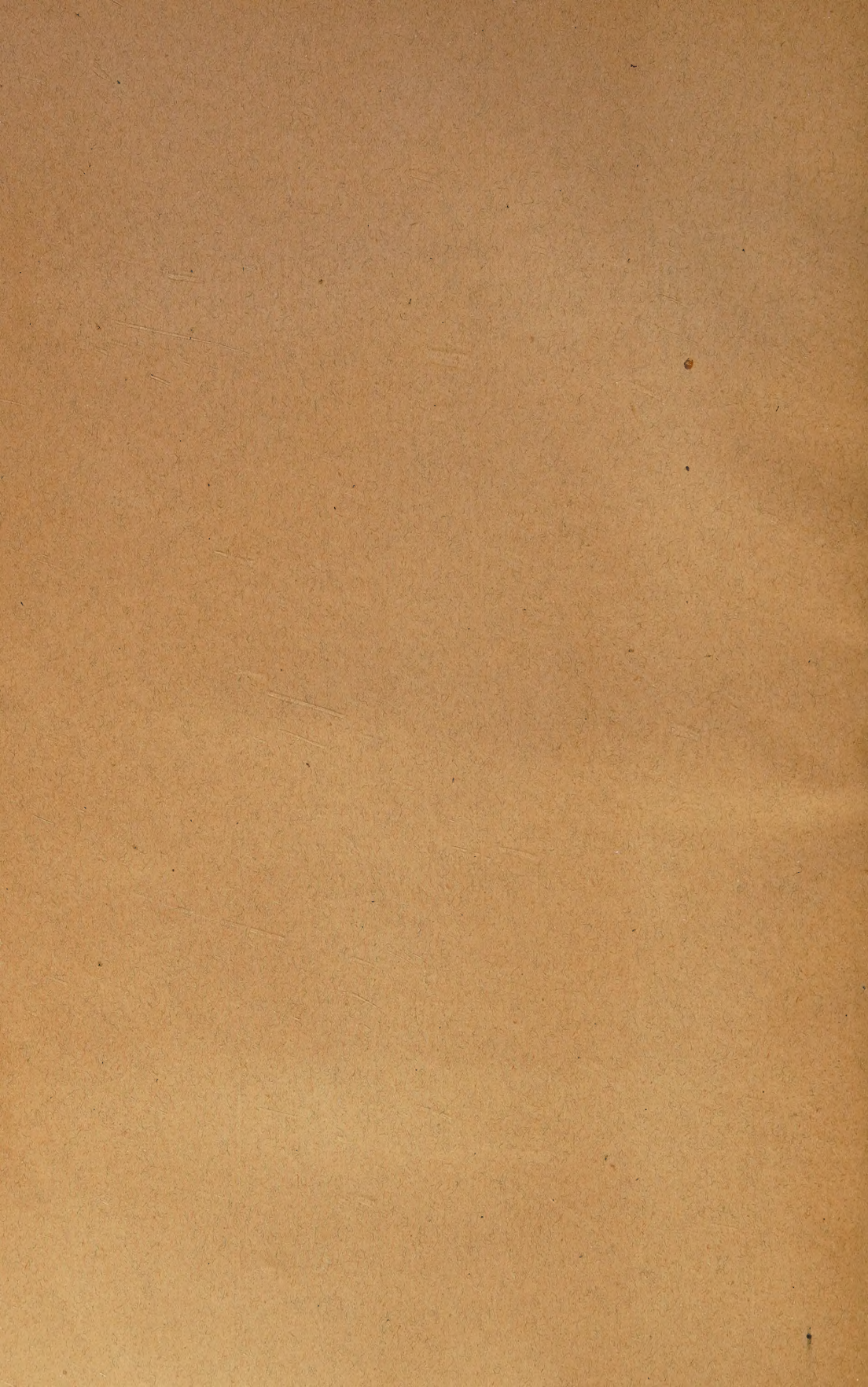
LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT ET C^{ie}

ÉDITEURS

19, RUE CUJAS ET 10, RUE VICTOR-COUSIN

1921



UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE
L’AFFICHAGE DES DÉCISIONS JUDICIAIRES
ET DE
LEUR PUBLICATION PAR LA VOIE DE LA PRESSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L’ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 7 mars, à 2 heures 1/2

PAR

BERNARD PERREAU

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT
AVOCAT A LA COUR D’APPEL



Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

*Suffragants : MM. GARÇON
 DEMOGUE } professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT ET C^{ie}

ÉDITEURS

19, RUE CUJAS ET 10, RUE VICTOR-COUSIN

1921

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE L’AFFICHAGE DES DÉCISIONS JUDICIAIRES

ET DE

LEUR PUBLICATION PAR LA VOIE DE LA PRESSE

INTRODUCTION

De nombreux textes législatifs se réfèrent à la publication des décisions judiciaires. La plupart sont contenus dans nos Codes ; on en rencontre quelques-uns dans des lois spéciales, notamment dans la loi du 29 juillet 1881, sur la liberté de la Presse. Ces multiples dispositions ont, dans la pratique, suscité maintes difficultés et donné naissance à une jurisprudence très touffue. Elles ont fait, d'autre part, l'objet de commentaires assez étendus dans les traités de droit pénal et d'instruction criminelle, de droit civil et de droit commercial, de procédure civile, ainsi que dans les ouvrages consacrés à l'étude particulière des divers ordres de juridictions. On peut observer toutefois qu'en étudiant la publication des jugements et la jurisprudence qui s'y réfère, les auteurs se sont presque toujours placés à un point de vue strictement spécialisé. Il était assez naturel d'ailleurs qu'il en fût ainsi, car le législateur, lorsqu'il ordonne, autorise ou réglemente la publication d'une décision judiciaire, s'inspire de motifs très différents suivant la matière à l'occasion de laquelle cette décision est rendue, et suivant la juridiction dont elle émane. Et à cette diversité dans

lés motifs correspondent des différences notables dans les formes de la publication et dans ses sanctions. D'où l'intérêt que présente, pour les interprètes des diverses parties de la science juridique, l'étude fragmentaire de la publication des jugements.

Il nous a semblé cependant qu'il serait également intéressant d'envisager la question dans son ensemble, en vue d'en dégager si possible, et malgré son extrême complexité, les éléments d'une théorie générale. Et c'est ce que nous nous sommes efforcés de faire dans le présent travail.

Nous avons songé tout d'abord à intituler notre étude : « de la publication des jugements ». Nous avons cru devoir y renoncer pour un double motif.

Bien que l'affichage et l'insertion dans les journaux constituent, pour la publication des jugements, les modes les plus fréquemment employés, ce ne sont cependant pas les seuls. En dehors des dispositions légales qui, pour les décisions des juridictions répressives, ont institué le casier judiciaire, le législateur a parfois prescrit l'emploi de certains procédés spéciaux de publication des jugements, tels que l'enregistrement ou la transcription, et la lecture à haute voix.

C'est ainsi qu'en matière de divorce, le dispositif du jugement doit être transcrit sur le registre de l'état civil du lieu où le mariage a été célébré. Mention doit, en outre, être faite de ce jugement en marge de l'acte de

mariage. Une publicité du même ordre est organisée, pour le jugement d'interdiction, par l'art. 501 du Code civil, qui, à l'affichage dans divers lieux, prescrit d'ajouter, depuis une loi du 16 mars 1893, la mention d'un extrait sur un registre spécial tenu au greffe du tribunal. Une autre application du même système de publicité des jugements résulte encore de l'article 1^{er} de la loi du 23 mars 1855, qui soumet à la transcription les jugements constatant l'existence d'une convention verbale translatrice de propriété, ainsi que ceux prononçant une adjudication. De son côté, l'article 16 de la loi du 3 mai 1841 prescrit la transcription du jugement d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Quant à l'emploi de la lecture à haute voix, comme procédé de publication des décisions judiciaires, nous en trouvons un exemple curieux au Code pénal, où l'article 13 décide qu'au cas d'exécution à mort d'un condamné pour parricide, « un huissier fera au peuple lecture de l'arrêt de condamnation ». Et nous pouvons encore citer les dispositions des articles 66 du Code de commerce et 872 du Code de procédure civile, de la combinaison desquels il résulte que le jugement prononçant une séparation de corps ou un divorce entre mari et femme dont l'un serait commerçant « sera lu publiquement, l'audience tenante, au tribunal de commerce du lieu, s'il y en a ».

Nous n'étudierons pas tous ces modes de publication des jugements. En ce qui concerne d'abord le casier judiciaire, nous pensons qu'il n'a pas pour but, à proprement parler, d'assurer la publicité de la décision qu'il

constate. S'il comporte, en effet, mention des condamnations prononcées, la communication des bulletins d'où résulte la preuve de l'existence ou de l'absence de ces condamnations ne peut être accordée, par la volonté expresse du législateur, qu'à certaines catégories de personnes limitativement énumérées et désignées à raison de leurs fonctions, ainsi qu'au principal intéressé lui-même, lorsqu'il le demande. Mais le casier judiciaire, à la différence des registres de l'état civil par exemple, n'a pas le caractère d'un document public, et l'article 6 de la loi du 5 août 1899 interdit que, dans aucun cas, la communication en soit donnée à un tiers.

Quant à la transcription qui, elle, constitue à coup sûr, un mode de publication des jugements, sa portée dépasse parfois de beaucoup celle d'une simple mesure de publicité (1). C'est ainsi que, dans les cas prévus par la loi du 23 mars 1855, elle rend la propriété de l'acquéreur opposable aux tiers qui n'auraient pas eux-mêmes, antérieurement, pris soin de publier régulièrement leur titre. Envisagée à ce point de vue, et en dehors de son rôle de mode de publication, la transcription est une institution juridique des plus importantes et mériterait, — comme d'ailleurs le casier judiciaire lui-même —, de faire l'objet d'une étude spéciale et approfondie.

Il en est tout autrement, il est vrai, de la lecture à haute voix qui, dans notre droit, est restée et devait

(1) V. Colin et Capitant, *Cours de droit civil français*, 2^e éd. t. 1^{er}, p. 231.

forcément rester un mode très exceptionnel de publication. Mais, pour cette raison même, son étude détaillée ne saurait trouver place dans un travail qui doit présenter un caractère général.

Nous avons été ainsi amenés à circonscrire notre sujet en étudiant d'une manière exclusive les deux procédés les plus fréquemment employés pour la publication des jugements, ceux aussi dont le rôle essentiel est de constituer vraiment une mesure de publicité : l'affichage et la reproduction par la voie de la Presse.

Si, d'autre part, nous avons cru devoir substituer au mot « jugements », dans le titre même de notre travail l'expression « décisions judiciaires », c'est que celle-ci nous a paru avoir une portée plus compréhensive et pouvoir plus exactement s'appliquer à toutes les hypothèses où une juridiction quelconque a reçu de la loi le pouvoir de statuer. Il existe, en effet, des juridictions dont les décisions ne sont pas qualifiées « jugements » par les textes législatifs. Il en est ainsi notamment de la plupart des juridictions administratives : du Conseil d'Etat, bien que, dans la pratique et dans les recueils de jurisprudence, ses sentences soient le plus souvent désignées sous le nom d'arrêts, — du Conseil de préfecture, dont les décisions contentieuses portent le nom d'« arrêtés », et de certaines assemblées possédant des attributions disciplinaires. Parmi les juridictions répressives de droit commun, on distingue deux catégories : juridictions d'instruction et juridictions de jugement. Si l'une des juridic-

tions d'instruction, la Chambre d'accusation, rend des arrêts, l'autre, le juge d'instruction, statue par voie d' « ordonnances ». Enfin, dans certains cas où la loi elle-même emploie, pour désigner la décision intervenue, le mot « jugement », lorsqu'il s'agit par exemple de l'homologation donnée par un tribunal, ou de tout autre acte de juridiction gracieuse, on a cru pouvoir contester l'exactitude de ce terme, la sentence n'ayant, a-t-on dit, que la forme extérieure et les apparences d'un jugement (1).

Quoi qu'il en soit, dans ces multiples hypothèses, et dans toutes autres où l'on pourrait être tenté de se demander s'il y a « jugement », nous nous trouverons du moins, et à coup sûr, en présence de décisions judiciaires à l'occasion desquelles la question de publication se trouvera posée.

L'affichage d'une décision judiciaire, ou sa reproduction par la voie de la Presse, peut être le fait d'une personne qui, en dehors de toute injonction ou autorisation spéciale du législateur, et sans même se prévaloir d'une disposition particulière du jugement à publier, prend spontanément l'initiative de cette publication et en assume la responsabilité. Ce sera par exemple un journaliste obéissant au devoir professionnel, ou bien une des parties au procès, qui pense avoir intérêt à porter à la connaissance du public le succès par elle obtenu. On peut dire, en pareil cas, qu'il y a publication spontanée, libre publication des jugements.

(1) Garsonnet et César-Bru, *Traité de procédure civile et commerciale*.

D'autres fois, au contraire, l'affichage d'un jugement, ou son insertion dans un journal, au lieu d'émaner de la seule volonté de celui qui l'effectue, constitue l'application d'un texte législatif ou l'exécution d'une disposition particulière du jugement lui-même. Plusieurs hypothèses peuvent d'ailleurs être distinguées : soit que le législateur, eu égard à la matière ou à la gravité de la sanction, prescrive d'une manière impérative l'affichage ou l'insertion de la décision à intervenir ; soit qu'une disposition législative, sans rendre obligatoire la publication du jugement, se borne à conférer à la juridiction saisie le droit de l'ordonner ; soit enfin que cette publication résulte de la décision elle-même, en vertu des pouvoirs généraux qui appartiennent à l'autorité judiciaire.

Nous inspirant des considérations qui précèdent, nous diviserons notre travail en deux parties, dans lesquelles nous étudierons successivement :

1° La libre publication des décisions judiciaires ;

2° La publication des décisions judiciaires en vertu d'une disposition de la loi ou d'un jugement.

PREMIÈRE PARTIE

LIBRE PUBLICATION DES DÉCISIONS JUDICIAIRES

Le droit pour toute personne de publier librement, spontanément, une décision judiciaire est actuellement consacré, en des termes dont la généralité d'application ne paraît pas douteuse, par l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881, sur la liberté de la presse. Après avoir spécifié, dans son alinéa premier, que le compte-rendu de certains procès est interdit, ou le peut être par décision de la juridiction saisie, le texte ajoute en effet : « Ces interdictions ne s'appliqueront pas aux jugements, qui pourront toujours être publiés ».

Le droit de publier librement les jugements est une conséquence directe, logique, du caractère de publicité reconnu par le législateur à l'exercice même de la justice. A ce titre, la libre publication des décisions judiciaires se rattache étroitement au droit de rendre compte des débats, droit également consacré, mais en des termes sensiblement différents, par la loi du 29 juillet 1881. La libre publication des débats est le corollaire de la publicité de l'audience ; la libre publication des jugements

est le complément, le prolongement, du libre prononcé de la sentence judiciaire. L'une et l'autre publications sont des applications du principe de publicité de la justice (1). Pour déterminer exactement la portée de l'art. 39 de la loi du 29 juillet 1881, il faut donc rapprocher ce texte des autres dispositions législatives qui s'inspirent du même esprit et concourent au même but. La libre publication des jugements n'est pas une institution juridique qui se suffise complètement à elle-même et que l'on puisse étudier sans se préoccuper de ses rapports avec d'autres institutions. Elle fait en réalité partie d'un système de publicité, dont elle est dépendante. C'est l'idée maîtresse qui domine cette première partie de notre étude; nous devons lui consacrer quelques développements.

(1) V. Henri Gazin, *De la publicité de la Justice criminelle, dans Les Travaux de la Conférence de droit pénal de la Faculté de droit de Paris*, année 1914, n° 10.

CHAPITRE PREMIER

Caractère et sanctions du principe de libre publication des décisions judiciaires.

Si, pour les juridictions civiles, le caractère public de la justice s'est toujours maintenu dans notre droit, il en a été autrement en ce qui concerne les juridictions répressives. Introduit dès la fin du XII^e siècle dans la procédure de l'information, le principe du secret triomphe complètement avec les grandes ordonnances de 1498, de 1539 et de 1670 (1). Il s'appliquera désormais à toutes les phases de la procédure criminelle, instruction et jugement. Seule, l'exécution est publique, au cas de condamnation capitale. Les philosophes et les juristes, Montesquieu, Voltaire, Beccaria, s'élevèrent avec véhémence contre ce régime auquel ils reprochaient de compromettre l'indépendance du juge et la bonne administration de la justice. L'opinion elle-même réclamait un contrôle sur les causes criminelles ; l'écho s'en fait entendre dans les revendications des cahiers présentés, en 1789, aux Etats Généraux. Aussi, l'un des premiers

(1) V. Esmein, *Histoire de la procédure criminelle en France*, pp. 153 et suiv. — Glasson, *Précis de l'histoire du droit français*, 1904, pp. 300 et 524.

actes de la Révolution fut-il de rétablir, en matière répressive, la publicité de la justice (1). Le décret des 16-29 septembre 1791, qui fixait les règles de la procédure criminelle, lui reconnaissait un caractère de publicité tant devant la juridiction d'instruction que devant la juridiction de jugement. L'initiative de l'accusation échappait au Ministère public pour être laissée à la victime, ou même au bon vouloir de tout citoyen. Quelques années plus tard, il est vrai, la loi du 7 pluviôse an IX, en même temps qu'elle reconstituait l'action du Ministère public devant rendre à l'instruction préparatoire son caractère antérieur de procédure écrite et secrète, la publicité n'étant plus conservée que pour la procédure de jugement. Il en est encore ainsi en vertu du Code d'instruction criminelle, qui, en cette matière, a fait œuvre de transaction. L'instruction préparatoire est secrète (2); devant la juridiction de jugement, au contraire, c'est la conception du droit intermédiaire qui l'emporte, la procédure devant y être orale et publique, aussi bien pour les débats que pour le prononcé de la sentence elle-même.

Cette solution transactionnelle se justifie d'ailleurs aisément. L'existence devant les juridictions de jugement d'une instruction définitive orale et publique, où les preuves à charge et à décharge sont reprises, discu-

(1) V. Esmein, *Histoire de la procédure criminelle*, et, du même auteur, *Précis de l'histoire du droit français*, de 1789 à 1814, p. 254.

(2) Une loi du 8 décembre 1897 décide, il est vrai, que le défenseur du prévenu assistera aux interrogatoires et aux confrontations. L'instruction préalable n'en reste pas moins secrète, puisque rien de ce qui s'y passe ne doit être divulgué par les personnes qui y coopèrent.

tées et confrontées, présente des garanties suffisantes pour qu'il ne soit pas nécessaire d'étendre ces caractères à l'instruction préparatoire. En conséquence, le juge d'instruction recherche sans publicité les preuves et c'est sans publicité également que l'instruction, lorsqu'elle se termine par une inculpation de crime, est transmise à la Chambre d'accusation. Celle-ci, de son côté, juge sur pièces, sur les réquisitions écrites du Ministère public, sur les mémoires des parties (art. 222, 223, 224, C. instr. crim.), et rend à huis-clos son arrêt. L'affaire est ensuite, s'il y a lieu, renvoyée devant la juridiction de jugement, où le principe de publicité reprend tout son empire.

Indépendamment du Code d'instruction criminelle, dans ses articles 153, 190 et 309, un grand nombre de textes, les uns législatifs, d'autres constitutionnels, ont consacré, non plus seulement pour les tribunaux répressifs, mais pour tous les ordres de juridictions, le principe de la « publicité de la justice ». C'est d'abord la loi des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire, qui, dans l'article 14 de son titre II, décide : « en toute matière civile ou criminelle, les plaidoiries, rapports et jugements seront publics... ». Ce sont encore la loi du 20 avril 1810 sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice, qui, dans son article 7, déclare nuls les arrêts non rendus publiquement, puis les Chartes de 1814 et de 1830, ainsi que la Constitution de 1848 (1).

(1) Il ne suffit pas que les débats et le prononcé de la sentence aient lieu publiquement. Il faut en outre, à peine de nullité, que le caractère public

La consécration, par le législateur, du principe de la publicité de la justice, a pour conséquence naturelle, pour corollaire, la libre publication des débats et des décisions judiciaires. Du moment, en effet, que l'accès du prétoire est ouvert au public, et que tout le monde peut assister aux débats, entendre l'interrogatoire ou les conclusions des parties, les dépositions des témoins, le réquisitoire ou les conclusions du Ministère public, les plaidoiries et le prononcé du jugement, les représentants de la presse doivent tout naturellement considérer comme l'exercice d'un droit, et même comme l'accomplissement d'un devoir professionnel, de tenir leurs lecteurs au courant des faits judiciaires. C'est grâce à leur intervention principalement que le public sera mis à même d'exercer un contrôle effectif sur la bonne administration de la justice ; la seule publicité de l'audience ne saurait assurer suffisamment ce contrôle. C'est par la presse, et surtout par la presse périodique, que peuvent se répandre au loin, et largement, les informations relatives aux débats judiciaires. C'est elle qui fait naître et propage les mouvements d'opinion, seuls juges efficaces des causes mal jugées. Car le public n'use guère de la faculté de fréquenter les audiences. Si l'affaire est banale, l'assistance sera clairsemée. Si la cause est sensationnelle, l'auditoire se compose principalement de privilégiés, d'invités admis sur présentation d'une carte ; le vrai

de la procédure soit mentionné dans le jugement lui-même. V. sur ce point : Garsonnet et César-Bru, *Traité de procédure civile*, t. II, n° 15, et les arrêts cités en note.

public, relégué derrière des barrières au fond de la salle, n'entend guère que des éclats de voix. Dans l'un et l'autre cas, la publicité de l'audience, toute locale, ne répond pas complètement au souci du législateur d'assurer la bonne administration de la justice. Seule, la reproduction par la presse peut donner aux débats et aux jugements la notoriété nécessaire. La publicité de la justice a donc comme complément naturel la liberté de l'information par les journaux. En ce qui concerne plus particulièrement les décisions judiciaires, leur reproduction intégrale ou partielle rentre dans les attributions d'une presse spéciale qui, en vue d'une clientèle de juristes, les classe, les annote, les discute. C'est ainsi que se sont fondés les grands recueils périodiques d'arrêts, le Sirey, le Dalloz, les feuilles judiciaires bien connues, la *Gazette des Tribunaux*, la *Gazette du Palais*, le *Droit*, la *Loi*, le *Journal du Palais*, les *Pandectes françaises*, sans oublier un certain nombre de journaux de jurisprudence locale, tels que les recueils des arrêts des Cours de Bordeaux et de Caen (1).

La publication des débats et des décisions judiciaires n'a pas besoin d'un texte pour l'autoriser, puisque la justice est publique. Son caractère licite résulte suffisamment de ce qu'aucune disposition légale ne l'interdit :

(1) Le législateur est lui-même intervenu pour prescrire, dans l'article 22 de la loi du 27 novembre-1^{er} décembre 1790, l'impression des « jugements de cassation », et l'article 84 de la loi du 25 ventôse an VIII sur l'organisation des tribunaux a ordonné l'insertion de ces jugements, sous forme de notice et de dispositif, dans un Bulletin, dont un arrêté du 28 vendémiaire de l'an V avait organisé le fonctionnement. — Nous reviendrons sur ces points dans notre deuxième partie.

« Nullum delictum sine lege ». On ne saurait objecter, en sens contraire, que dans un certain nombre de cas la loi fait de la publication des jugements une obligation, ou que cette publication est parfois ordonnée à titre de peine ou de réparation, par le jugement lui-même. Aucun argument *a contrario* ne doit être tiré de ce fait pour restreindre la libre publication des décisions judiciaires. L'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 décide d'ailleurs que les jugements « pourront toujours être publiés », mais ce texte lui-même ne crée pas un droit, il se borne à le reconnaître, à le constater (1). Si le législateur a cru devoir proclamer formellement la libre publication des jugements, c'est, nous allons le démontrer, uniquement parce qu'il se voyait contraint de restreindre l'application d'une autre conséquence de la publicité de la justice, à savoir le droit de rendre compte des débats judiciaires. L'article 41, § 3 de la loi de 1881 avait, en effet, reconnu le caractère licite de ce compte-rendu, pourvu qu'il fût fidèle et de bonne foi. Mais il peut se présenter telles circonstances, où, même ces conditions étant réunies, la publication des faits de l'audience serait de nature à porter atteinte aux bonnes mœurs ou à la considération

(1) La thèse que nous défendons ici peut, semble-t-il, se prévaloir de la très haute autorité de Merlin qui, dans ses conclusions à propos d'un arrêt de la Cour de Cassation en date du 4 frimaire au IX écrivait : « En thèse générale, la permission qu'un jugement accorde à une partie de le faire imprimer et afficher aux frais de l'autre... ne porte pas précisément sur l'impression ni sur l'affiche, car, dans un pays où la presse est libre, toute partie qui obtient un jugement n'a pas besoin d'autorisation judiciaire pour le faire imprimer ou afficher. Cette permission ne porte donc que sur les frais... » (Merlin, *Questions de droit*, v^o. *Monnaie décimale*, p. 451).

des personnes. La loi peut décider, en pareil cas, qu'il sera interdit de rendre compte des débats. Dans notre législation, la portée de cette interdiction a été plus ou moins étendue suivant les époques (1). C'est ainsi qu'en vertu d'une loi du 18 juillet 1828 (art. 16, § 2), elle s'étendait à toutes les affaires civiles ou criminelles où un huis-clos avait été ordonné. L'article 17, § 1 du décret du 17 février 1852 défendait, d'autre part, de rendre compte des procès pour délits de presse. Il en était de même, en vertu d'une loi du 9 septembre 1835 (art. 10, § 1), au cas de procès pour outrages et injures. Ces diverses restrictions à la libre publication des débats judiciaires ont aujourd'hui disparu. Celles qui subsistent se trouvent principalement dans le premier paragraphe de l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881. Elles visent plusieurs ordres de litiges. Il est tout d'abord interdit de rendre compte des procès en diffamation où la preuve des faits diffamatoires n'est pas autorisée. Les cours et tribunaux peuvent, d'autre part, mais en matière civile seulement, interdire le compte-rendu des procès dont ils sont saisis. Le décret du 17 février 1852 contenait, à ce sujet, une disposition beaucoup plus générale. Aux termes de son article 17, § 2 « dans toutes les affaires civiles, correctionnelles ou criminelles, les cours et tribunaux pourront interdire le compte-rendu du procès ». La loi de 1881 n'a plus maintenu la faculté d'interdiction que dans les affaires civiles,

(1) V. Garraud, *Traité d'Instruction criminelle et de procédure pénale*, t. III, p. 509, Fabreguettes, *Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la presse*, t. I, p. 51 et suiv. et Barbier, *Code expliqué de la presse*, t. II, p. 157 et suiv.

cette locution devant être entendue, d'ailleurs, dans son sens le plus large, et s'appliquer par exemple aux procès portés devant les tribunaux de commerce. En matière civile, a-t-on dit, « il ne s'agit que de débats d'une nature intime et la juridiction devant laquelle ils sont portés est appelée à juger seulement des affaires dans lesquelles n'est pas en jeu l'intérêt de la Société ». Devant les juridictions répressives, au contraire, c'est l'honneur, la liberté, parfois même la vie des citoyens qui est en question. Plus nécessaire là qu'ailleurs, la publicité ne peut être restreinte qu'avec une extrême prudence. Relativement aux affaires civiles, la grande latitude laissée au juge dans le dosage de la publicité paraît inoffensive. Peut-être même y a-t-il intérêt à ce que le juge puisse, suivant les cas, ou supprimer par le huis-clos la publicité de l'audience, ou interdire simplement le compte-rendu du procès, ou, s'il le juge utile, cumuler les deux mesures. Cette dernière faculté serait, au contraire, des plus dangereuses si on pouvait l'étendre aux matières criminelles. Superposer au huis-clos l'interdiction de rendre compte du procès aboutirait, en fait, à supprimer le dernier lien qui unit à l'opinion publique l'individu poursuivi, et à lui enlever ainsi la suprême garantie qui peut lui rester contre le péril d'une justice asservie ou passionnée (1).

(1) Le rapporteur du projet de loi sur la liberté de la presse, M. Lisbonne, avait cependant indiqué dans son rapport que le droit d'interdire le compte rendu des procès criminels ou correctionnels devrait être réservé aux cours et tribunaux quand le huis-clos serait ordonné. Mais les interprètes de la loi de 1881 sont d'accord pour considérer que cette déclaration du rapporteur ne saurait suppléer au silence de la loi qui, dans aucune de ses dispositions n'a autorisé les tribunaux à interdire le compte-rendu des

Immédiatement après avoir édicté les diverses interdictions que nous venons d'indiquer, l'article 39 de la loi de 1881, dans son paragraphe deuxième ajoute : Elles ne s'appliqueront pas aux jugements, qui pourront toujours être publiés. Une disposition de même nature se trouvait déjà dans les lois de 1828 et de 1835, ainsi que dans le décret de 1852, à la suite des interdictions visant le compte-rendu des procès pour outrages ou injures et pour délits de presse, ainsi que le compte-rendu des affaires jugées à huis-clos. Dans tous ces cas, comme dans les hypothèses auxquelles s'applique aujourd'hui l'article 39 de la loi de 1881, le législateur n'affirme le principe de libre publication des jugements que parce qu'il vient de restreindre, dans son application, le droit de rendre compte de certains procès. Il ne veut pas, semble-t-il, que

affaires criminelles ou correctionnelles, même quand celles-ci sont jugées à huis clos. (V. Fabreguettes, *Traité des délits politiques*, 2^e édition, t. I. p. 41, notes 1 et 3 ; Barbier *Code expliqué de la presse*, 2^e édition, t. II, p. 168 ; Le Poittevin, *Traité de la presse*, t. II, n^o 367. — V. également Garraud. *Instruction criminelle*, t. III, n^o 1171, p. 509, note 30). La jurisprudence ne semble pas avoir eu à se prononcer, depuis 1881, sur cette question délicate. La liberté du compte-rendu des débats, au cas de huis-clos, peut être une source de scandale. On s'explique par suite que, dans certains cas particuliers, le législateur l'ait expressément restreinte. Plusieurs exemples peuvent en être donnés. C'est, en premier lieu, l'article 5 de la loi du 28 juillet 1894 qui, dans le but d'entraver le développement de la propagande anarchiste, accorde aux tribunaux la faculté d'« interdire, en tout ou en partie, la reproduction des débats, en tant que cette reproduction pourrait présenter un danger pour l'ordre public ». La peine encourue en cas d'infraction est un emprisonnement de six jours à un mois et une amende de 1.000 à 10.000 fr. C'est, en second lieu, l'article 19, § 3 de la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants, qui, tant dans l'intérêt de l'enfant poursuivi qu'en vue de prévenir la contagion possible, interdit, sous la sanction d'une amende de 100 à 2.000 fr., la publication du compte-rendu des débats. En dehors même de ces cas, le caractère particulièrement strict du huis-clos peut, en fait, rendre le compte-rendu des débats impossible. C'est ainsi qu'en matière d'espionnage, seuls doivent être admis les officiers désignés par le Ministre de la guerre (Circ. Min. Just. 21 février 1890).

l'on puisse conclure des interdictions qui visent le compte rendu des débats, à une atteinte quelconque au droit, qui appartient à toute personne, de publier les décisions judiciaires.

Nous pouvons invoquer, à l'appui de l'opinion que nous venons d'émettre, les dispositions de la loi du 22 juillet 1912 (art. 12), sur les tribunaux pour enfants et adolescents, et sur la liberté surveillée. Après avoir interdit, sous peine d'une amende de 100 à 2.000 francs, la publication du compte rendu des débats, aussi bien devant la Chambre du conseil du Tribunal civil, ou de la Cour d'appel (pour les enfants au-dessous de 13 ans), que devant le tribunal pour enfants lui-même, le texte ajoute : « le jugement ou l'arrêt sera rendu en audience publique et pourra être publié ». Dans ce cas, il est vrai, le nom du mineur ne peut pas « être indiqué autrement que par une initiale ». C'est une particularité des plus intéressantes, sur la portée de laquelle nous aurons à revenir. Il nous suffit, pour l'instant, de constater une fois de plus qu'en autorisant expressément la publication d'une catégorie de jugements, dont le prononcé doit avoir lieu en audience publique, le législateur a voulu simplement soustraire cette publication à l'application extensive, — qu'on aurait pu être tenté de lui faire, — d'une interdiction visant seulement le compte-rendu des débats.

Nous avons essayé d'établir ainsi que la publication libre des décisions judiciaires trouve son origine et sa justification dans le principe même de la publicité de la justice, indépendamment des textes qui, sans absolue

nécessité, l'ont parfois consacrée. En dehors même des considérations multiples que nous venons d'invoquer, nous serions en outre tentés, pour défendre notre opinion, de tirer argument *a fortiori* de la solution admise par la doctrine et par la jurisprudence pour le cas où, un tribunal ayant prononcé le huis-clos, il serait néanmoins rendu compte des débats. Ce compte-rendu était interdit, nous l'avons indiqué précédemment, par une loi du 18 juillet 1828 (art. 16 § 2), qui ne permettait de publier, au cas de huis-clos, que le prononcé du jugement. Or, cette loi a été abrogée par la loi du 29 juillet 1881 (art. 68) sur la liberté de la presse, dont l'article 39, d'autre part, ne contient aucune disposition en vue d'interdire le compte-rendu des procès jugés sans publicité. Les juges civils peuvent, il est vrai, aux termes de l'article 39 § 1 de la loi de 1881, interdire le compte-rendu des affaires dont ils sont saisis, et cette interdiction est susceptible de s'étendre aux procès pour lesquels le huis-clos a été prononcé, comme aux audiences publiques. Mais le même droit n'a pas été réservé aux juridictions répressives. D'où cette conséquence, qu'en dehors des cas exceptionnels que nous avons précédemment signalés, aucun texte n'interdit plus aujourd'hui, ou ne permet plus d'interdire le compte-rendu des procès criminels ou correctionnels, même jugés à huis-clos, et quels que puissent être, au point de vue du scandale, les effets fâcheux de cette publication. Les auteurs et les arrêts en ont conclu que la publication des débats est licite en elle-même, au cas de huis-clos comme au cas d'audience publique, aucun

délit ne pouvant exister en l'absence d'un texte formel.

Comment, dirons-nous, si l'on admet, en vertu des principes généraux du droit, la libre publication des débats au cas même où ces débats n'ont été entourés d'aucune publicité, n'admettrait-on pas, pour la même raison et abstraction faite de toute disposition légale, la libre publication des décisions judiciaires dont le prononcé aura été public ?

La libre publication des jugements n'étant que l'application du droit commun, il doit en résulter, logiquement, plusieurs conséquences. En dehors même du cas où une disposition législative spéciale, limitant la portée de l'article 39, §2 de la loi de 1881, viendrait à interdire la publication de telle ou telle catégorie de jugements, cette publication, licite en elle-même, peut cesser de l'être et exposer son auteur à des poursuites pénales à raison des circonstances dans lesquelles elle se produit, par exemple à raison de l'intention nocive qui l'inspire. La libre publication des décisions judiciaires ne doit pas, d'autre part, dégénérer en abus. Par suite, dans tous les cas où les conditions de l'article 1382 du Code civil se trouvent réunies, la publication d'un jugement, alors même qu'elle n'aurait rien d'illicite au point de vue du droit pénal, peut devenir l'origine d'une action en dommages-intérêts. Sur ces divers points, nous rencontrons des contradicteurs.

On a, dans une première opinion, pu soutenir que la libre publication des jugements constitue non pas une

simple faculté, régie quant à ses effets par les principes généraux du droit, mais un droit absolu, conféré par la loi, et dont l'exercice ne saurait entraîner aucune responsabilité, ni pénale, ni même simplement civile (1). Ainsi toute personne pourrait spontanément publier un jugement sans avoir jamais à craindre ni poursuite en diffamation, ni action en dommages-intérêts, l'article 39, § 2 de la loi de 1881 ayant précisément pour objet et pour résultat de conférer à l'auteur de semblable publication une complète immunité.

Diverses considérations peuvent être invoquées à l'appui de cette solution libérale. Elle est seule conforme, fait-on observer tout d'abord, à l'esprit de notre législation qui se préoccupe d'assurer, aussi complètement que possible, la publicité de la justice. Ce but essentiel risquerait de n'être pas atteint si l'insertion d'une décision judiciaire dans une feuille périodique pouvait exposer son auteur au risque d'une poursuite pénale, ou même d'une action simplement civile. Il y aurait là un obstacle de fait très sérieux à la libre publication des jugements,

(1) « Cette libre faculté (de publier les décisions des tribunaux) est un aspect de ce principe essentiel de notre droit public : la justice est exercée publiquement sous le contrôle de tous les citoyens. Aussi toute publication est permise, et constituant l'exercice d'un droit ne saurait en rien être répréhensible si elle ne rentre pas dans un cadre exceptionnel d'interdiction. À l'égard des jugements semblable défense n'existe pas. Ils pourront donc toujours être publiés. Aucune action ne sera possible contre l'auteur de cette publication, dont personne ne s'arrogera le pouvoir de scruter les raisons d'agir.

« C'est le système le plus libéral, peut être le plus logique. Il est séduisant.

« Cependant nous ne croyons pas devoir nous y rallier. Il va certainement trop loin et dépasse le but... ».

Gazin, *De la publicité de la justice criminelle*, p. 56.

complément et prolongement de la publicité des débats et du prononcé public de la sentence.

On ajoute que la disposition de l'article 39, § 2 de la loi du 29 juillet 1881 n'aurait pas de raison d'être si elle n'avait pour but de consacrer une immunité au profit de celui qui publie un jugement. Pourquoi le législateur aurait-il cru devoir, en effet, reconnaître expressément une faculté qui résultait suffisamment de l'absence de toute interdiction générale ou spéciale. Ainsi que le déclarait déjà Merlin, dans un pays où la presse est libre, on n'a pas besoin d'autorisation judiciaire — nous ajouterons, ou légale — pour faire imprimer ou afficher un jugement. L'article 39, § 2 de la loi de 1881 revêt, au contraire, une signification très nette et se justifie parfaitement s'il a pour objet de déclarer, non que toute personne est autorisée, sous sa responsabilité de droit commun, à publier un jugement, — ce qui allait de soi puisqu'aucun texte ne l'interdisait, — mais que toute personne a le droit de procéder impunément à cette publication, sans avoir à craindre d'être poursuivie pour ce fait devant aucune juridiction.

En proclamant cette immunité, le législateur n'aurait fait d'ailleurs que consacrer, pour la publication du jugement, une solution qu'il allait, dans un des articles suivants de la même loi (art. 41, § 3), consacrer à nouveau pour la publication des débats judiciaires. « Ne donneront lieu à aucune action en diffamation, injure ou outrage, ni le compte-rendu fidèle, fait de bonne foi, des débats judiciaires, ni les discours prononcés ou les

écrits produits devant les tribunaux ». C'est bien une véritable immunité qui résulte de ce texte au profit de toute personne ayant publié dans un journal le compte rendu des débats d'un procès, pourvu toutefois que ce compte-rendu présente les caractères de fidélité et de bonne foi. Cette immunité ne s'étend, il est vrai, qu'à certaines actions, les actions en diffamation, injure ou outrage, aussi bien d'ailleurs quant à la réparation civile éventuelle qu'au point de vue de la peine pouvant résulter de ces délits. De telle sorte qu'un journaliste qui aurait, en reproduisant fidèlement et de bonne foi les débats d'un procès jugé à huis-clos, commis un délit d'outrage aux bonnes mœurs, ne serait pas à l'abri de l'action publique.

Le rapprochement, dans la loi du 29 juillet 1881, des deux textes qui visent successivement la publication des jugements et la reproduction des débats, ne peut laisser, dit-on, aucun doute sur l'inspiration commune qui les a dictés. Comme le compte-rendu des débats judiciaires, la publication des jugements bénéficie d'une immunité. On ne comprendrait pas d'ailleurs qu'il en fût autrement, et que le législateur se montrât plus rigoureux pour la publication des jugements, — qu'il déclare possible dans tous les cas, — que pour le compte-rendu des débats, qu'il a cru devoir interdire dans un certain nombre d'hypothèses précédemment indiquées.

L'immunité consacrée par l'article 39, § 2 de la loi de 1881 est même, à certains points de vue, plus complète que celle résultant de l'article 41. D'une part, le législateur n'avait pas à la subordonner, comme pour le compte

rendu des débats, à la condition que le texte à publier fût fidèle et de bonne foi, c'est-à-dire exempt de toute inexactitude volontaire ou involontaire, car ce texte ne saurait être inexact en lui-même, puisqu'il émane, non de l'auteur de la publication, mais des juges qui ont rendu la sentence. Le compte-rendu des débats est la publication d'un récit qui peut être plus ou moins fidèle ; la publication du jugement est la reproduction littérale, la copie d'un acte judiciaire. A cette condition seulement, la disposition de l'article 39, § 2 de la loi de 1881 lui sera applicable. Et, d'autre part, au lieu d'être restreinte, comme celle de l'article 41 aux actions en diffamation, injure ou outrage, l'immunité consacrée par l'article 39 s'étend à toutes les actions, pénales ou civiles, dirigées contre la personne qui publie le jugement.

Toutes ces considérations s'enchaînent logiquement, et certaines d'entre elles ne sont pas sans portée. Nous ne saurions cependant accepter la thèse qu'elles se proposent de fonder, à savoir qu'une personne quelconque peut toujours publier un jugement sans courir aucun risque de poursuite pénale ou civile. Le principe même de la publicité de la justice ne nous paraît pas suffire à légitimer une telle solution. Comment admettre en effet que, pour satisfaire une rancune ou pour triompher d'une concurrence commerciale, on puisse s'abriter derrière une immunité légale ? Et ne voit-on pas quelles facilités singulières un journaliste peu scrupuleux trouverait dans une semblable immunité si, pour se procurer des ressources, il était tenté de recourir au chantage ?

Au surplus, les arguments invoqués en faveur de la thèse de la publication-immunité ne sont nullement décisifs. Si le compte-rendu des débats judiciaires peut bénéficier d'une véritable immunité, c'est que l'article 41 de la loi de 1881 consacre celle-ci expressément dans ses termes et en précise l'étendue et les conditions d'application. En le faisant, l'article 41 est la contrepartie, le contrepoids, en quelque sorte, des multiples dispositions légales qui, pour certaines catégories de procès, interdisent ou permettent d'interdire la publication de tout compte-rendu. Rien de semblable en ce qui concerne la publication des jugements. L'article 39 se borne à dire que « tous les jugements pourront être publiés » ; il ne dit pas qu'en usant de cette faculté toute personne sera, de plein droit, à l'abri d'une action en diffamation, injure ou outrage, ou en dommages intérêts. Il consacre une faculté, non une immunité. Sans doute cette faculté eût existé en vertu des principes généraux du droit, alors même que le législateur ne l'eût pas expressément reconnue. Nous savons cependant que la disposition de l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 peut se justifier. Le premier paragraphe de ce texte contenait interdiction de rendre compte des procès en diffamation, et permettait aux tribunaux, en matière civile, d'interdire le compte rendu des procès dont ils étaient saisis. On aurait pu se demander, à raison même de la signification très large qui peut être attribuée aux mots « compte-rendu du procès », si l'interdiction de publier ne s'étendait pas aux jugements eux-mêmes, comme aux débats judiciaires. Le

paragraphe deuxième de l'article 39 a eu simplement pour objet d'écarter cette interprétation extensive, en indiquant que les jugements pourraient toujours être publiés. Sa disposition s'explique ainsi parfaitement sans qu'il y ait lieu d'en déduire aucune immunité au profit de l'auteur de la publication (1).

Ce sera donc aux tribunaux qu'il appartiendra, lorsqu'à la suite de la publication d'un jugement ils seront saisis d'une action en diffamation ou en dommages-intérêts, de déterminer le caractère de la publication incriminée. Ils auront à rechercher si cette publication se justifiait suffisamment par le principe de la publicité de la justice, ou si au contraire, à raison des circonstances dans lesquelles elle s'est produite, de l'intention qui l'a inspirée et du préjudice qui a pu en résulter, elle n'est pas devenue une infraction punissable, ou du moins un délit civil donnant lieu à réparation. C'est en conformité de cette doctrine que la chambre criminelle de la Cour de cassation récem-

(1) Nous serions cependant disposés à admettre une solution différente dans le cas particulier où la publication d'un jugement serait l'accessoire et le complément du compte-rendu fidèle et fait de bonne foi des débats d'un procès, si, par exemple, après avoir rapporté les incidents de l'audience, le chroniqueur judiciaire, pour terminer son information, reproduisait littéralement les motifs et le dispositif de la sentence. En pareil cas, la publication du jugement, faisant en quelque sorte partie du compte-rendu des débats, devrait, à notre avis, bénéficier, sous les mêmes conditions que celui-ci, de l'immunité édictée par l'article 41 de la loi du 29 juillet 1881, sans d'ailleurs qu'il y ait lieu de se prévaloir aucunement de l'article 39. La question s'est trouvée posée devant les tribunaux (Trib. Seine. 16 décembre 1896, Touzet c. Massif et Lefèvre; *Gaz. Trib.* 20 décembre 1896). L'immunité édictée par l'article 41 était invoquée pour le compte d'un gérant de journal qui, « après avoir rappelé la plainte en abus de confiance, origine du procès et la décision de première instance, avait reproduit *in extenso* le dispositif de l'arrêt. » Toutefois le tribunal a évité de se prononcer sur le point qui nous intéresse, ayant dès l'abord refusé à la publication effectuée, à cause de sa date tardive, le caractère de compte-rendu des débats judiciaires.

ment saisie d'un pourvoi fondé sur « la violation de l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 en ce que l'arrêt (de la Cour de Poitiers, en date du 23 juillet 1909) a qualifié de diffamation des imputations faites de bonne foi, dont la vérité n'est pas contestée, résultant d'ailleurs de documents judiciaires... » a rejeté le pourvoi, considérant « qu'en ce qui concerne même la publication du jugement susvisé il résulte de l'arrêt que les conditions dans lesquelles ce document a été porté à la connaissance du public, la multiplicité des faits de publication, l'intention de nuire, qui, ainsi qu'il va être dit, est constatée avoir présidé à ces faits, ne permettent pas de leur faire application des dispositions de l'article 39 § 2 précité. » (1)

Ne convient-il pas d'aller plus loin encore, et ne doit-on pas admettre que dans certains cas, abstraction faite des circonstances dans lesquelles elle se produit, et alors même qu'elle ne serait interdite spécialement par aucun texte, la publication d'une décision judiciaire peut, en elle-même, constituer une infraction punissable ? N'y aurait-il pas diffamation, par exemple, au cas où le jugement faisant l'objet de la libre publication émanerait d'une juridiction criminelle ou correctionnelle ? Sans doute la diffamation implique de la part de son auteur l'intention de nuire ; mais la jurisprudence est depuis

(1) Cass. crim. 9 septembre 1909, Rousseau, Barrions et Emars, *Bull. crim.* 457.

longtemps fixée en ce sens que cette intention coupable est présumée — sauf au prévenu à faire la preuve contraire, — lorsque les propos ou écrits incriminés sont, par leur nature même, susceptibles de porter atteinte à la considération ou à l'honneur du plaignant, lorsqu'en eux-mêmes ils sont diffamatoires à raison des imputations qu'ils contiennent (1). La diffamation existerait certainement, fait-on observer, au cas de publication dans un journal de l'extrait du casier judiciaire relatant des condamnations. Pourquoi en serait-il autrement lorsque la divulgation de ces condamnations résulte de la publication des arrêts de justice qui les ont prononcées ? L'atteinte portée à la considération du plaignant n'est-elle pas la même dans l'un et l'autre cas ?

Nous ne saurions cependant nous rallier à cette opinion. Si la publication d'un jugement pouvait être illicite en elle-même, en dehors de toute disposition légale lui donnant ce caractère, et abstraction faite des circonstances qui l'accompagnent, on ne comprendrait plus la disposition de l'article 39, § 2 de la loi du 29 juillet 1881, aux termes de laquelle « tous les jugements peuvent être publiés ».

En ce qui concerne plus particulièrement les juridictions répressives, — dont le législateur veut entourer de publicité les décisions, à tel point qu'il leur a refusé le droit d'interdire le compte-rendu des procès portés devant elles, — nous savons que la libre publication des

(1) Barbier, *Code expliqué de la presse*, 2^e édit., t. 1, p. 281, et les nombreux arrêts cités au texte.

jugements est le complément naturel, le corollaire du prononcé public de la sentence, et le seul moyen vraiment efficace de donner à celle-ci une notoriété suffisamment étendue. Comment, dès lors, la faculté pour toute personne de publier par la voie de la presse un jugement correctionnel ou criminel pourrait-elle se trouver, en fait, paralysée par la menace permanente d'une poursuite en diffamation ? Une semblable solution irait directement à l'encontre du but poursuivi par le législateur. Sans compter qu'elle rendrait impossible, ou tout au moins fort difficile, la constitution des recueils d'arrêts et le fonctionnement normal de la presse judiciaire.

Quant à l'analogie relevée, au point de vue de la publication, entre les jugements et le casier judiciaire, l'argument qu'on en tire nous paraît sans valeur. Autre chose est faire allusion, dans un journal, aux condamnations encourues par un individu (1), ou divulguer ces condamnations en reproduisant l'extrait du casier judiciaire, autre chose, publier sans aucune intention de nuire, en vue simplement de l'accomplissement d'un devoir professionnel ou pour contribuer aux progrès de la science juridique, les motifs et le dispositif d'un jugement, ce jugement émanât-il même d'une juridiction répressive. Le casier judiciaire n'est pas un document public ; il ne doit pas être publié. Les lois des 5 août 1899 et 11 juillet 1900 interdisent mêmes aux tiers, sous des sanctions pénales, d'en demander la délivrance. La publication des

(1) Cass. crim. 15 novembre 1900, Delpierre et Cloutier (*Journal l'Intransigeant*), c. Degraeve, D. 1901, 1, 286.

jugements, au contraire, est dans un certain nombre de cas ordonnée par des dispositions législatives particulières, et elle est autorisée, d'une manière générale, par l'article 39, § 2 de la loi du 29 juillet 1881. Les jugements, rendus publiquement, peuvent toujours être publiés.

De toutes ces considérations, nous concluons que, en dehors des cas où une disposition exceptionnelle de la loi l'aurait interdite, la publication d'un jugement ne saurait, en elle-même, être considérée comme illicite ; elle peut seulement le devenir à raison des circonstances qui l'accompagnent et qui la caractérisent. Quelles sont ces circonstances ? C'est à la jurisprudence elle-même que nous allons le demander.

En ce qui concerne tout d'abord les sanctions pénales dont la publication d'un jugement peut être l'origine, c'est principalement, sinon exclusivement, à l'occasion du délit de diffamation que la question va se trouver posée. Nous estimons, pour notre part, qu'il y a diffamation toutes les fois que l'auteur de la publication a eu l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération d'une personne, et qu'il y a réussi. C'est l'application pure et simple de l'article 29, § 1 de la loi du 29 juillet 1881 : « Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé, est une diffamation ». Notre opinion n'a pas obtenu, cependant, l'assentiment général.

Se fondant sur l'idée, que nous avons précédemment repoussée, d'une véritable immunité conférée à l'auteur

de la publication d'un jugement par l'article 39, § 2 de la loi de 1881, la Cour de Chambéry a admis que cette publication, alors même qu'elle aurait un caractère abusif, ne saurait du moins constituer une diffamation. Il s'agissait, dans l'espèce, de l'impression en forme de placard, de l'affichage et de la distribution d'un arrêté d'un Conseil de préfecture. « Attendu, porte l'arrêt(1), qu'un fait de cet ordre participe, au point de vue de la loi pénale, de l'immunité établie par le § 2 de l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881... Que l'abus d'une semblable immunité, de quelque manière qu'il puisse être caractérisé, soit à raison de l'étendue ou du mode de publicité, soit à raison de l'intention supposée à l'agent constitue l'usage excessif d'une faculté reconnue par la loi, c'est-à-dire, un simple quasi-délit et non un délit comme le délit de diffamation... ».

Certains auteurs estiment, de leur côté, que la publication d'un jugement échappe nécessairement à la notion de « diffamation », parce que cette publication ne saurait jamais constituer « l'allégation ou l'imputation d'un fait » (2). L'imputation du fait infamant, c'est, dit-on, le jugement lui-même qui l'a portée, en prononçant la condamnation. Peu importe qu'un journal s'empare ensuite de cette condamnation pour la répandre et la propager dans des milieux qui, sans doute, l'eussent toujours ignorée. L'imputation n'est pas de lui; son rôle s'est

(1) Chambéry, 11 avril 1900, Muffat, c. Chamot, D. 1903, 2.147.

(2) V. note de M. Villey. sous un arrêt de Cass., 13 juillet 1885, Compagnie d'assurances « Le Conservateur » et Terles, c. Campistron, S. 1888, 1, 65.

borné à reproduire le document officiel qui la contenait, document lu publiquement, à la rédaction duquel il n'a pris aucune part, et que l'article 39, § 2 de la loi de 1881 lui donne le droit de publier.

Cette argumentation ingénieuse n'a d'ailleurs rallié ni la jurisprudence, ni la majorité de la doctrine. On a pensé qu'il n'y avait pas lieu, pour apprécier un fait diffamatoire, de rechercher l'origine première des imputations propres à atteindre l'honneur ou la considération des personnes visées. Celui qui publie de telles imputations, avec l'intention de nuire, tombe par cela seul sous le coup de l'article 29 de la loi de 1881.

Cette solution n'a d'ailleurs rien d'incompatible avec la faculté de publier les jugements, telle que l'a consacrée l'article 39, § 2, de la même loi. Le journaliste qui, de bonne foi, dans l'exercice de son droit et dans l'accomplissement de son devoir professionnel, publiera une décision judiciaire ne courra, au point de vue pénal, aucun risque. Si le jugement publié contenait une imputation diffamatoire, c'est au juge lui-même que la personne diffamée pourra s'attaquer. La Cour de Cassation a décidé notamment que, si les motifs d'un jugement portent atteinte à la considération de l'une des parties, elle pourra, conformément à l'article 505, C. pr. civ., avoir recours à la procédure de prise à partie, pourvu toutefois que l'intention de diffamer apparaisse nettement de la part du juge (1). Elle aurait encore le droit de s'adresser, par

(1) Cass. req. 29 janvier 1824, Forbin-Janson, c. Perdonnet, S. chr., et les nombreux arrêts cités dans Barbier, *Code expliqué de la presse*, 1911, t. II, p. 194.

une plainte, au procureur général, afin que celui-ci, conformément aux articles 479 et 483, C. Instr. cr., fit citer devant la Cour d'appel les magistrats coupables de diffamation. Mais aucun recours ne saurait atteindre, au point de vue pénal, le journaliste qui, sans intention de nuire, se serait borné à reproduire le jugement incriminé.

Il n'est pas douteux, à l'inverse, que la publication d'un jugement, alors même que ce jugement n'aurait en soi rien de diffamatoire, peut, si elle est abusive, si elle s'inspire de l'intention de nuire, engager pénalement la responsabilité de son auteur. C'est qu'en pareil cas, plus que dans tout autre, la diffamation est à redouter, à raison même du cachet d'authenticité, de véracité, donné aux faits par l'autorité du jugement qui les constate. La jurisprudence est depuis longtemps fixée en ce sens (1).

Sous l'empire de la loi du 17 mai 1819, dont l'article 13 contenait une disposition identique à celle de l'article 39, § 1 de la loi de 1881, le tribunal correctionnel de Grenoble a condamné pour diffamation une femme qui avait fait afficher à la porte de l'église un extrait d'un jugement par elle obtenu (2). Le placard portait, il est vrai, au bas « que le dimanche, à l'issue de la messe, elle ferait aux pauvres de la paroisse une distribution de sel pour la somme qui lui avait été payée en dommages ».

(1) V. rapportés dans les pages qui suivent immédiatement un grand nombre d'arrêts reconnaissant, suivant les circonstances, à la publication du jugement le caractère d'un délit pénal ou d'un délit civil.

(2) Trib. corr. Grenoble, 7 décembre 1826, Bonnier c. femme Clez, *Gaz. Trib.*, 2 janvier 1827.

A la date du 30 janvier 1890, la Cour d'Agen considère à son tour comme diffamatoire le fait, de la part d'un gérant de journal et d'un journaliste, d'avoir donné « une publicité abusive à des arrêts de justice constatant et qualifiant les actes commis par certains justiciables, de manière à porter atteinte à leur honneur ou à leur considération, arrêts dictés aux magistrats, représentants de la société et organe de la loi, par le seul intérêt public et le sentiment de leurs devoirs » (1).

Citons encore un jugement du tribunal civil de Bordeaux, du 16 décembre 1889, dont les motifs, adoptés par la Cour en appel, méritent d'être reproduits (2) : « Attendu, porte le jugement, que les sieurs L. et C. ont formé contre le sieur L. et ses fils une action en dommages-intérêts pour avoir porté atteinte à leur considération, en faisant imprimer et répandre dans le public deux arrêts de la Cour d'appel de Bordeaux, l'un du 2 août 1887 et l'autre du 23 mars 1888, et en donnant des dimensions typographiques spéciales, dans le but d'attirer l'attention, à l'un des motifs du dernier arrêt.... Attendu que ces faits, qui servent de base à l'action en dommages-intérêts des sieurs L... et C..., sont évidemment constitutifs du délit de diffamation. »

De cette jurisprudence, et principalement de l'arrêt précité de la Cour d'Agen, se dégage une doctrine très nette : à savoir que l'imputation d'un fait propre à porter

(1) Agen, 30 janvier 1890, Durroux et Labordère c. X. D. 1891.2 270 ; S. 1891.2.4 ; J. P. 1891.1.184.

(2). Trib. civ. Bordeaux, 16 décembre 1889 et Cour de Bordeaux, 11 novembre 1890, Lacarrière c. Lehmann, S. 1891.2.224 ; D. 1891. 2.6.

atteinte à la considération ou à l'honneur, telle qu'elle résulte d'un jugement de condamnation, ne constitue pas en elle-même une diffamation, parce que le juge, en constatant le fait et en l'appréciant, remplit un devoir social et agit, non dans l'intention de nuire au coupable, mais dans l'intérêt supérieur de la Société. La diffamation ne résultera pas, non plus, de la simple publication du jugement, considérée comme l'exercice d'une faculté que le législateur a lui même proclamée dans l'article 39 de la loi de 1881. Elle pourra, au contraire, résulter de circonstances qui caractériseront cette publication, en démontrant chez son auteur la préoccupation de la détourner de son but naturel pour la faire servir à des fins condamnables, et le désir de porter atteinte à l'honneur ou à la considération de telle ou telle personne visée par le jugement.

Les arrêts que nous venons de citer se réfèrent tous à la diffamation. Observons, avant de terminer sur ce point, que la même question pourrait se trouver posée à l'occasion d'autres délits, injure, provocations à des actes criminels, et, d'une manière plus générale, délits commis par la voie de la presse ou par tout autre mode de publication. Il en serait ainsi au cas où, des circonstances accompagnant la publication d'une décision judiciaire, résulterait la réunion des conditions prévues par la loi pour l'existence de tels délits.

Demandons-nous maintenant dans quelles hypothèses, et par suite de quelles circonstances, en dehors des cas

où elle revêt le caractère de délit pénal, la publication d'un jugement pourra engager la responsabilité de son auteur et donner lieu à réparation pécuniaire par application de l'article 1382 du Code civil.

Une grande partie de la doctrine, s'attachant au mode de publication employé, estime qu'il en sera ainsi quand, en dehors de toute prescription légale ou judiciaire, on aura eu recours, pour publier la décision, au procédé de l'affichage (1). On invoque, en ce sens, un argument tiré du rapprochement des articles 39, § 2, et 41, § 3, de la loi du 29 juillet 1881. Ces deux textes se réfèrent, l'un et l'autre, à la publication des procès ; l'un a trait au jugement, l'autre aux débats judiciaires. Ils s'inspirent du même esprit et tendent au même but, qui est le développement, l'extension de la publicité de la justice. Or, il est évident que le compte-rendu, même fidèle et fait de bonne foi, des débats judiciaires, ne peut atteindre vraiment ce but que s'il est publié par la voie de la presse. S'il était placardé sur les murs, l'immunité dont le couvre la loi perdrait sa raison d'être. L'article 41, § 3, exclut donc l'emploi de l'affiche comme mode de publication. Il ne saurait en être autrement, en vertu de l'article 39, § 2, pour la publication des jugements.

L'affiche, ajoute-t-on, présente comme mode de publication un caractère de gravité qui doit en faire restreindre l'usage aux seuls cas où elle a été prescrite ou autorisée par

(1) V. Fabreguettes, *Traité des infractions de la parole, de l'écriture et de la presse*, t. II, n° 1681 ; Barbier, *Code expliqué de la presse*, t. II, p. 167 ; Garraud, *Traité d'Instruction criminelle*, t. III, p. 515.

une disposition légale ou judiciaire. Assurant une publicité, sinon plus étendue, du moins plus efficace, parce qu'il attire davantage l'attention et la retient plus longtemps, l'affichage d'un jugement de condamnation présente toujours, par sa nature même, un certain caractère de sanction pénale. C'est une raison de plus pour ne pas l'admettre en dehors d'un texte, lorsqu'il s'agit plus particulièrement des décisions émanant des juridictions répressives. En s'inspirant de ces considérations, le jugement précité du tribunal correctionnel de Grenoble, en date du 7 décembre 1826, et un arrêt de la Cour de Paris, du 23 février 1839, ont réprimé, comme fait illégal et dommageable, l'affichage d'une décision judiciaire (1). On peut encore citer dans le même sens les considérants d'un arrêt de la Cour d'Aix, en date du 6 février 1857 : « Attendu qu'il ne faut pas confondre l'insertion d'un jugement dans les journaux, fait licite en soi, avec son affichage dans les lieux publics, fait illégal en l'absence de l'autorisation de la justice ; qu'il suit de cette différence que l'affiche a sa limite dans l'autorisation, tandis que l'insertion reste libre (2). »

Sans méconnaître aucunement la valeur des considérations doctrinales et jurisprudentielles que nous venons d'indiquer, nous ne croyons pas devoir nous rallier à la thèse qu'elles soutiennent. Nous contestons tout d'abord l'argument tiré du rapprochement des articles 39, § 2, et

(1) Trib. correct. Grenoble, 7 décembre 1826, v. *supra*. — Paris, 23 février 1839, Pouet c. Leroux-Dufié, D. 1839, 2, 85 ; J. P. 1839, 1, 328 ; *Gaz. Trib.*, 24 février 1839, p. 427.

(2) Aix, 6 février 1857, Vermare c. Roccas, D. 1857, 2, 133.

41, § 3, de la loi du 29 juillet 1881. Ces deux dispositions sont, en effet, très dissemblables, puisque la seconde consacre une véritable immunité, tandis qu'à notre avis la première se borne à reconnaître l'existence d'une faculté résultant du droit commun. Il n'y a donc rien à tirer de l'une à l'autre. Nous estimons d'ailleurs que l'interprétation donnée de l'article 41, § 3, est des plus contestables. Ce texte fait, en effet, dans la loi de 1881, partie d'un chapitre intitulé : « Des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication. » Dans son paragraphe deuxième, relatif aux comptes-rendus des séances publiques des deux Chambres, l'immunité qu'il consacre est subordonnée à ce que la publication soit faite dans les journaux. Mais semblable exigence ne se retrouve pas dans le texte du paragraphe troisième, relatif au compte-rendu des débats judiciaires, et on interprète généralement aujourd'hui cette différence de rédaction en ce sens que l'immunité accordée au compte-rendu des débats est indépendante du mode de publication employé (1). Nous ne saurions davantage admettre qu'une restriction à l'emploi de l'affiche, comme mode de publication des jugements, doive résulter de son caractère exceptionnel. Sans doute l'affiche, dans certains cas, lorsqu'elle revêt au point de vue typographique ou artistique certaines apparences, lorsque sa couleur et son emplacement sont choisis d'une manière toute spéciale, peut-elle retenir violemment l'attention et provoquer des

(1) En ce sens, G. Le Poittevin, *Traité de la presse*. — *Contra*, Barbier, *Code expliqué de la presse*, t. II., n° 777, p. 490.

rassemblements. Mais à côté de ces affiches sensationnelles, dont nous serions d'ailleurs très portés, lorsqu'il s'agit de décisions judiciaires, à reconnaître le caractère illicite, et dont l'effet dommageable tient beaucoup moins à la nature même du mode de publication qu'aux circonstances d'application, il y a l'affiche ordinaire, la plus fréquemment employée et dont la publicité effective sera bien moindre que celle résultant de l'insertion dans une feuille périodique. En fait, la durée d'existence de l'affiche est très brève ; une autre recouvre bientôt celle qui vient à peine d'être posée. Seuls la lisent ceux qui passent à sa portée et qui ont le temps et la fantaisie de s'arrêter devant elle. Le journal, au contraire, pénètre partout et peut être lu à toute heure sans qu'il en résulte un dérangement. Comment admettre dès lors qu'un jugement puisse être librement publié dans une feuille tirant à des milliers d'exemplaires et ne puisse pas, à l'inverse, faire l'objet de quelques affiches ?

On objecte qu'à la différence de l'insertion dans les journaux, le simple affichage des jugements présente, lorsque ceux-ci émanent des juridictions répressives, le caractère d'une sanction pénale. Mais quelle portée convient-il de reconnaître à cette objection, alors que — abstraction faite de la disposition contenue dans l'article 36 du Code pénal, — les tribunaux peuvent, dans les hypothèses où la publication d'un jugement est prescrite par la loi à titre de peine, choisir entre l'insertion ou l'affichage, comme mode de publication ? N'est-ce pas la preuve que, pour les jugements des juridictions répressives

comme pour tous les autres, la publication ne constitue pas une sanction de nature différente suivant qu'on a eu recours à l'affichage où à l'insertion dans les journaux (1)? D'où cette conséquence logique que, si toute personne a la faculté, conformément à l'article 39, § 2 de la loi de 1881, de publier par la voie de la presse une décision émanant d'une juridiction répressive, la même faculté doit lui être reconnue lorsqu'elle préfère recourir à l'affichage, comme mode de publication.

Observons enfin, pour atténuer l'autorité des arrêts, déjà anciens, que nous avons signalés en sens contraire, que, dans les espèces visées par ces arrêts, l'abus du droit de publication n'était pas douteux. Dans le premier cas, la promesse, insérée au bas du placard, d'une distribution de sel avait évidemment pour but de forcer l'attention. Le résultat fut, en effet, un rassemblement « si considérable que le maire crut devoir le faire dissiper et enlever l'affiche » (2). L'abus du droit et l'intention de nuire apparaissaient encore plus nettement dans l'espèce où intervint l'arrêt du 23 février 1839. Cent affiches avaient été apposées, chacune de quatre pieds de haut sur trois de large, « et, comme l'arrêt ne disait pas un mot de contrefaçon, on s'était emparé de cette expression qui s'était trouvée jetée dans le point de fait, pour la faire sortir du corps d'écriture et l'imprimer en lettres tellement majuscules que le mot tenait toute la largeur de l'affiche, qui n'était pas cependant médiocrement large,

(1) Dans ce sens, Merlin, *Questions de droit*. v^o *Monnaie décimale*, p. 481.

(2) V. jugement Grenoble précédemment cité.

de telle sorte que le point de fait était coupé par ce mot « contrefaçon » qui faisait second titre avec le nom des parties (1) ». De telles particularités typographiques eussent, sans doute, engagé la responsabilité de l'auteur de la publication, alors même qu'elle eût été faite par la voie de la presse. L'arrêt de la Cour d'Aix, dans le considérant que nous avons relevé, s'inspire enfin d'un texte aujourd'hui abrogé, l'article 17 du décret du 17 février 1852, qui, à la différence de l'article 39, § 2 de la loi de 1881, visait exclusivement la presse périodique.

Le recours à l'affiche ne saurait donc suffire, à notre avis, pour donner à la publication d'un jugement un caractère illicite. On peut parfaitement justifier, en effet, la préférence attribuée dans certains cas à ce mode de publication. Un homme a été calomnié dans sa vie publique ou privée, un commerçant a été atteint dans sa considération, dans son crédit ; rien de plus naturel qu'il fasse placarder dans la ville où il habite, dans sa rue, à sa porte, le jugement qui réduit à néant les imputations dont il a été l'objet. Ne voyons-nous pas tous les jours, à Paris même, l'affichage intervenir comme l'auxiliaire et le complément du journal ? Nous faisons allusion à la pratique, commune à tous les grands quotidiens, d'exposer à la porte de leurs locaux d'impression ou de vente un ou plusieurs exemplaires de la feuille du jour. Le jugement qui se trouvera publié dans cette feuille pourra faire ainsi l'objet d'un affichage complémentaire, dont per-

(1) *Gaz. Trib.*, 24 février 1839, arrêt de la Cour de Paris du 23 février 1839.

sonne, pensons-nous, n'a jamais contesté le caractère licite.

On pourrait penser d'ailleurs qu'une jurisprudence plus récente tend à l'assimilation complète, au point de vue des sanctions tant pénales que civiles, des divers modes de publication des jugements. Citons en ce sens l'arrêt rendu à la date du 11 avril 1900 par la Cour de Chambéry qui, saisie d'une action en diffamation à l'occasion de l'impression en forme de placards, de l'affichage et de la distribution d'un arrêté d'un Conseil de préfecture, constate dans ses considérants, « qu'un fait de cet ordre participe, au point de vue de la loi pénale, de l'immunité établie par le § 2 de l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 (1) ». La même tendance peut être inférée d'un arrêt du 13 juillet 1885, par lequel la Cour de Cassation a décidé que l'impression sur feuilles volantes et la distribution à profusion d'un jugement de condamnation ne constituent même pas la simple faute susceptible de donner lieu à l'application de l'article 1382 du Code civil (2).

Certains arrêts s'attachent, pour déterminer le caractère licite ou abusif de la publication des jugements, non plus au mode employé, mais à la qualité de la personne qui publie. Si c'est un journaliste, agissant de son propre mouvement et dans le but de renseigner le public, il ne saurait, dit-on, y avoir abus, car la publication n'est que

(1) Chambéry, 11 avril 1900, Muffat c. Chamot, D. 1903.2.147.

(2) Cass. civ. 13 juillet 1885, Compagnie d'Assurances « Le Conservateur » et Terles c. Campistron, S. 1888.1.65 et note de M. Villey ; D. 1887.1.226.

l'accomplissement d'un devoir professionnel, et réalise normalement la publicité complémentaire voulue par la loi. Toute différente est la situation lorsque la publication émane d'une autre personne qu'un journaliste. Si c'est particulièrement l'une des parties au procès qui veut publier la décision qu'elle a obtenue, elle ne pourra, dit-on, le faire qu'à la condition d'y avoir été spécialement autorisée par la justice, et devra se maintenir, quant au mode et quant à l'étendue de cette publication, dans les limites fixées par l'autorisation accordée. Ainsi jugé par la Cour d'Aix, à la date du 6 décembre 1867 (1), « attendu que si le journaliste est autorisé à rendre compte des décisions judiciaires en matière de presse, il ne saurait être admis que cette faculté de donner connaissance au public d'une contestation plus ou moins faite pour exciter la curiosité, entraîne le droit, pour tout autre, de faire insérer un jugement devant nuire à la considération d'autrui. Attendu que si A. avait, à la vérité et en particulier, un droit à cet égard en vertu de la décision intervenue, il a outrepassé cette faculté, puisqu'il a fait insérer le jugement en entier, tandis qu'il ne devait, aux termes du jugement, l'insérer que par extraits... » Un autre arrêt de la Cour de Bordeaux en date du 11 novembre 1890 (2), sans être aussi précis, considère encore comme abusive la publication d'un jugement par une des parties

(1) Aix, 6 décembre 1867, Augarde c. Menut, S. 1869. 2. 135 ; J. P. 1869. 595 ; Dalloz, supplément, v^o. Presse-outrage, n^o 1141 ; v. également Garraud, *Instruction criminelle*, t. III, p. 514.

(2) Bordeaux, 11 novembre 1890, Lacarrière c. Lehmann ; D. 1891, 2. 6 ; S. 1891. 2. 224 ; J. P. 1891. 1. 1218.

au procès « attendu qu'après avoir obtenu par l'allocation de 4.000 francs de dommages-intérêts une satisfaction suffisante, « cette partie » n'avait pas le droit de répandre dans le public la décision... ; qu'elle avait donc été inspirée par le désir de nuire en se procurant une satisfaction qu'elle n'avait pas songé à demander en justice... ».

Cette opinion n'a d'ailleurs pas prévalu (1). La disposition de l'article 39 § 2 de la loi du 29 juillet 1881, qui consacre la libre publication des jugements, a, dans ses termes, un caractère de généralité ne permettant aucune distinction quant à la qualité de la personne qui effectue cette publication. Comment savoir, d'ailleurs, si l'insertion dans un journal d'une décision judiciaire émane d'une des parties au procès, d'un tiers désintéressé, ou si c'est le journaliste qui l'a opérée de lui-même ? Indépendamment de ce fait qu'il n'existe aucun critérium légal de la profession de journaliste, celle-ci pouvant être, occasionnellement, exercée par une personne quelconque, rien n'indique que le législateur ait entendu réserver aux journalistes un privilège au point de vue de la publication des jugements. Cela ne pourrait être soutenu, avec quelque apparence de raison, qu'à la condition de voir dans la disposition de l'article 39 une immunité analogue à celle que l'article 41 de la loi de 1881 consacre pour le compte-rendu des débats. Or, nous avons essayé d'établir qu'il résulte de l'article 39 non une semblable

(1) Fabreguettes, *op. cit.*, t. I, p. 43. — Barbier *Code expliqué de la presse*, t. II, p. 166. — Le Poittevin, *Traité de la presse*, t. II, p. 288.

immunité, mais une simple faculté dont toute personne peut user.

Et la même solution libérale nous paraîtrait encore devoir être admise, alors même que l'auteur de la publication aurait sollicité du tribunal, sans pouvoir l'obtenir, l'insertion dans les journaux de la décision attendue, alors même que cette publication serait faite en un plus grand nombre d'exemplaires, ou dans un plus grand nombre de journaux qu'il n'aurait été autorisé par le jugement lui-même. Ainsi que le faisait déjà observer Merlin, (1) dans un pays où la presse est libre, nul n'a besoin pour publier un jugement, d'obtenir une autorisation judiciaire. Si cette autorisation est sollicitée, c'est simplement afin de pouvoir faire retomber sur la partie qui succombe les frais de la publication. Mais aucune disposition légale ne saurait interdire à la partie triomphante de faire insérer dans les journaux, à ses propres frais, la décision judiciaire qu'elle a obtenu. Il fallait d'ailleurs qu'il en fût ainsi. Peut-on admettre, en effet, que la personne victime d'une imputation injustifiée, d'une plainte calomnieuse, soit obligée, pour publier la sentence qui l'innocente et sauvegarde sa réputation, d'en obtenir l'autorisation de la justice, en poursuivant à son tour l'auteur de la calomnie, et ne puisse, si elle le veut, publier à ses propres frais le jugement rendu en sa faveur ?

C'est en ce sens que paraît s'orienter nettement la juris-

(1) V. Merlin, *op. cit.*

prudence, comme la doctrine elle-même. Déjà, dans un arrêt du 6 février 1857, rendu sous l'empire du décret du 17 février 1852, dont l'article 17 contenait une disposition identique à celle de l'article 39 § 2 de la loi de 1881, la Cour d'Aix avait décidé (1) « que si l'insertion d'un jugement dans certains journaux désignés, ordonnée aux frais de la partie condamnée, doit être considérée comme une peine ou une réparation du préjudice causé, il n'en résulte point qu'il soit interdit à la partie gagnante de faire insérer le même jugement dans d'autres journaux à ses propres frais ; — qu'elle ne fait en cela qu'user de la faculté générale laissée à tous de publier les décisions judiciaires par la voie de la presse ; . . . — . . . que l'insertion reste libre, sauf la question des frais qui doit être réglée par le tribunal qui ordonne la publication de son jugement. » La même doctrine est encore soutenue, avec une très grande force, dans un jugement du tribunal de Tunis en date du 16 novembre 1887 (2) aux termes duquel « la disposition légale qui prescrit l'insertion a uniquement pour effet d'exonérer la partie civile des frais de ladite insertion et de les mettre à titre de supplément de dommages-intérêts à la charge du prévenu ; elle n'entreprend conséquemment en rien, ni sur le principe absolu de la publicité des arrêts de justice, ni sur le droit de ceux qui n'ont pas été parties au jugement, ni même sur

(1) Aix, 6 février 1857, *Vermare c. Roccas*, D. 1857. 2. 53 ; V. également trib. Seine 6 juin 1844, *Petit et Demarson c. Bourbonne*, *Gaz. Trib.* 7 juin 1844 ; Trib. de paix de Quimper, 13 avril 1910, *Cosquerie c. Darnajon*, D. 1910. 5. 48.

(2) Trib. correct. Tunis, 16 novembre 1887, *Disigni c. Montels*, *Gaz Palais*, 1888, v. supplém. p. 27.

la faculté qu'a la partie plaignante de faire, dès qu'elle l'a obtenue, publier à ses frais une décision dont l'objet est de contredire des imputations qui elles-mêmes s'étaient produites publiquement ».

Aucun caractère illicite ne saurait donc résulter, *a priori*, pour la publication d'une décision judiciaire, de la qualité de la personne qui effectue cette publication. Ce n'est pas à dire, d'ailleurs, que la personnalité de l'auteur de la publication soit indifférente. Si les tribunaux ne peuvent s'y attacher exclusivement, comme à un criterium certain de l'abus, ils peuvent y voir, en fait, un indice d'une intention malveillante et préjudiciable inspirant la publication. C'est en ce sens que les arrêts précités d'Aix et de Bordeaux (1) pouvaient, à côté d'autres caractères, tels que l'aspect typographique, le mode de publication, la distribution à un nombre excessif d'exemplaires, retenir la qualité de la personne auteur de la publication, pour en déduire que cette publication était abusive, comme faite « dans le but évident d'aggraver le préjudice résultant légitimement de la condamnation », ou « pour compromettre dans l'opinion une maison rivale, en appelant l'attention sur des faits qui ne lui avaient pas été révélés ».

Et c'est encore ainsi que l'on peut interpréter un arrêt de la Cour de Paris (2), en date du 5 juillet 1907, qui, sur appel d'un jugement du tribunal civil de Reims rendu

(1) V. Aix, 6 décembre 1867 ; et Bordeaux, 11 novembre 1890, loc. cit.

(2) Paris, 5 juillet 1907, Charles Heidsieck c. Kunkelmann et Cie ; La Loi, 20 septembre-2 octobre 1907.

entre deux maisons vendant du vin de Champagne, a considéré comme « publicité abusive et dépassant son droit » le fait, par l'une des parties, d'avoir « fait distribuer, à un nombre considérable d'exemplaires, le journal judiciaire dans lequel le jugement était inséré, et fait tirer de ce journal un numéro spécial en langue anglaise qu'elle a envoyé à la clientèle achetant du vin de Champagne ». (1)

On s'est enfin demandé s'il ne fallait pas s'attacher, pour déterminer le caractère licite ou abusif de la publication d'une décision judiciaire, à la date même de cette publication. « Il est certain, a-t-on dit (2), que l'article 39 dont le but est la réglementation du compte rendu judiciaire, n'entend parler que de la publication des jugements qui suit immédiatement, ou au moins de fort près, l'audience dans laquelle ils ont été rendus et qui continue en quelque sorte la publicité de cette audience. » Effectuée aussitôt après le prononcé public, l'insertion de la sentence dans les journaux peut, sans doute, causer quelque préjudice aux personnes qui y sont visées, mais c'était un risque auquel ces personnes devaient normalement s'attendre. La volonté du législateur d'assurer la publicité complète et effective de la justice prime toute autre considération. La situation est bien différente, lorsque la publication d'une décision judiciaire est faite tardive-

(1) V. René Demogue, *Du droit pour un plaideur de publier le jugement rendu*, Revue trimestrielle de droit civil, année 1907, p. 805.

(2) Barbier, *Code expliqué de la presse*, t. II, n° 570, p. 166 ; Garraud, *Instruction criminelle*, t. III, p. 514.

ment. S'il s'agit par exemple, d'une condamnation pénale, cette publication peut, en réveillant dans l'opinion le souvenir de faits oubliés, empêcher le relèvement du condamné, ou même lui faire perdre le bénéfice de ce relèvement une fois obtenu. N'est-ce pas précisément pour éviter un tel danger, que le législateur a restreint, dans des limites très étroites, la publicité du casier judiciaire, et que la réhabilitation judiciaire imposant une enquête préalable, trop souvent dénonciatrice, il a imaginé la réhabilitation de droit ? Publier par la voie de la presse une décision judiciaire dix ou vingt ans après qu'elle a été rendue ne saurait se justifier par l'idée d'assurer la publicité de la justice. S'il en résulte un préjudice quelconque, la victime de ce préjudice paraît fondée à en demander réparation conformément au droit commun.

Nous ne croyons pas cependant pouvoir nous rallier sans réserves à cette opinion. Elle invoque l'esprit qui inspire l'article 39 de la loi de 1881 ; observons que ce texte ne limite en rien dans ses dispositions la période au cours de laquelle peut être effectuée la libre publication des jugements. Comment pourrait-on, dès lors, fixer sans arbitraire la durée de cette période et déterminer la date à partir de laquelle la reproduction d'une décision judiciaire par la voie de la presse devra être considérée comme abusive ? Il est en effet des cas où une publication tardive peut se justifier parfaitement, en dehors de toute intention de nuire de la part de celui dont elle émane ; lorsqu'il s'agit par exemple de l'insertion dans un journal d'informations judiciaires, ou dans un recueil de juris-

prudence, de décisions déjà anciennes qu'un arrêt nouveau confirme ou modifie. Nul n'a jamais, à notre connaissance, contesté le caractère licite de semblable publication, bien qu'elle soit très loin, parfois, d'être contemporaine du prononcé public des sentences rapportées. Nous savons d'autre part qu'aucun rapprochement ne saurait être opéré entre la publication des jugements et le régime spécial du casier judiciaire, la reproduction littérale d'une décision de justice ne pouvant être confondue avec la divulgation des antécédents fâcheux d'un condamné.

Nous ne saurions donc admettre que la publication d'un jugement doive être considérée comme abusive, par cela seul qu'elle n'aurait pas été effectuée aussitôt après le prononcé de la sentence ou dans un intervalle de temps très rapproché. Cela n'empêche pas d'ailleurs que le juge pourra très légitimement tenir compte de la date de la publication, comme des autres éléments de fait, pour asseoir son opinion sur les mobiles qui l'ont inspirée. C'est en ce sens seulement qu'il convient, à notre avis, d'interpréter certains arrêts qui, tout en relevant les circonstances particulières relatives aux modalités de la publication ou à la qualité de son auteur, font également état de la date à laquelle elle a été effectuée (1). La Cour d'Agen est allée plus loin encore (2). Deux journalistes ayant, au cours d'une campagne électorale, publié à plu-

(1) Cf. Bordeaux, 11 novembre 1890, Lacarrière c. Lehmann, D. 1891, 2, 16 ; et Trib. Seine, 16 décembre 1896, Touzet c. Massif et Lefèvre, *Gaz. Trib.*, 20 décembre 1896. — *Contra* : Trib. correct. Seine, 8 juin 1904, Lapiere c. Milliet et Garnier, D. 1905, 2, 150.

(2) Agen, 30 janvier 1890, Durroux et Labordère c. X... ; D. 1891, 2, 270 ; S. 1891, 2, 4 ; J. P. 1891, 1, 184.

sieurs reprises le texte d'un arrêt antérieur qui frappait de peines disciplinaires un des candidats, elle n'a fait état de la date tardive de cette insertion que pour écarter l'immunité dont se prétendaient couverts ses auteurs ; et c'est exclusivement sur l'intention malveillante et le désir de nuire, qui « ressortaient nettement de l'ensemble des articles incriminés », qu'elle s'est appuyée pour reconnaître le caractère abusif de la publication.

De tout ce qui précède, il résulte que le critérium de l'abus, en matière de publication des jugements, ne saurait être cherché d'une manière exclusive soit dans le mode de publication employé, soit dans la qualité de la personne qui publie, soit dans la date à laquelle a été effectuée la publication. Le caractère abusif tiendra, le plus souvent, à la réunion de plusieurs de ces circonstances ; il pourra cependant, dans certains cas, résulter d'une circonstance unique. Les tribunaux paraissent vouloir se réserver, à cet égard, la plus grande latitude d'appréciation. C'est ainsi que, par un arrêt en date du 13 juillet 1885, (1) la Cour de Cassation elle-même s'est refusée à considérer comme constituant une « faute » le fait d'avoir imprimé sur feuilles volantes et « distribué à profusion » un jugement émanant d'une juridiction répressive, l'auteur de cette publication ayant seulement voulu se défendre contre des moyens mensongers et

(1) Cass. civ. 13 juillet 1885, Compagnie d'Assurances sur la vie « Le Conservateur » c. Campistron, J. P. 1888, 4, 140 ; D. 1887, 4, 226 ; S. 1888, 1, 65, et note de M. Villey.

malhonnêtes de concurrence. En présence de cette jurisprudence, qui n'admet pas le caractère abusif de la publication d'un jugement alors que le préjudice est certain et l'intention de nuire non douteuse, il semble qu'il faille renoncer, non seulement à déterminer un critérium unique de l'abus, mais à préciser même la nature des circonstances qui constituent cet abus, l'appréciation juridique du caractère de la publication appartenant aux juges qui sont appelés à en connaître.

En dehors des pénalités et des sanctions civiles auxquelles, en cas d'abus, la publication d'une décision judiciaire peut exposer son auteur, cette publication ne peut-elle donner lieu, au profit de toute personne désignée dans le jugement, à l'exercice du droit de réponse? L'affirmative ne serait pas douteuse s'il s'agissait du compte-rendu de débats judiciaires, même fidèle et fait de bonne foi. La jurisprudence est depuis longtemps fixée en ce sens (1). C'est l'application des dispositions contenues dans l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881, modifiée par la loi du 29 septembre 1919, aux termes duquel « le gérant sera tenu d'insérer, dans les trois jours de leur réception, les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique quotidien, sous peine d'une amende de 50 francs à 500 francs sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels

(1) Rouen, 13 décembre 1839, S. 1840, 2, 76; J. P. 1840, 4, 542. — Cass. crim., 29 janvier 1842, de Marsilly c. *Gaz. des Trib.*; S. 1843, 4, 74; D. 1842, 4, 251; Rouen, 29 mars 1884, Dumanoir c. Duval, S. 1885, 2, 401; J. P. 1885, 4, 570; Dijon, 29 mars 1882, Gauthey c. Tartelin, D. 1882, 2, 135.

l'article pourrait donner lieu. — En ce qui concerne les journaux ou écrits périodiques non quotidiens, le gérant, sous les mêmes sanctions, sera tenu d'insérer la réponse dans le numéro qui suivra le surlendemain de la réception. — Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée, et sans aucune intercalation... — La réponse sera toujours gratuite. Le demandeur en insertion ne pourra excéder les limites fixées au paragraphe précédent en offrant de payer le surplus... » Ainsi, toute personne qui s'estime lésée dans sa considération ou dans ses intérêts pécuniaires par suite d'un article de presse, peut, sans être obligée de subir les lenteurs et les frais d'un recours en justice, détruire, ou tout au moins atténuer les fâcheux effets de cette publicité. Le droit de réponse, en permettant aux particuliers de se défendre efficacement contre les initiatives imprudentes des journalistes, est le correctif naturel et nécessaire de la liberté de la presse. Ne doit-il pas, dès lors, pouvoir être exercé à l'occasion de la libre publication d'une décision judiciaire (1), aussi bien

(1) La question ne peut évidemment se poser qu'au cas où la publication a lieu spontanément, librement, en dehors de toute injonction ou autorisation légale ou judiciaire. Dans ces dernières hypothèses en effet, le journal — bien qu'il conserve en principe, ainsi que nous le verrons, la faculté de refuser l'insertion, — devient l'auxiliaire du législateur ou de la justice, soustrait comme tel à l'exercice du droit de réponse aussi bien qu'à toute responsabilité pénale ou civile. La Cour d'Amiens, interprétant l'article 41 de la loi du 25 mars 1822, dont l'article 43 de la loi de 1881 n'a guère fait que reproduire les termes, a jugé en ce sens (Amiens, 11 février 1864, Renaud c. Mauprivez, D. supp. n° 302) que « cette disposition a été faite pour donner satisfaction immédiate aux intéressés, quand la personnalité des gérants ou du journal est réellement en jeu, et non quand leur rôle purement passif les assimile à des instruments dans la main de ceux qui les font agir en conformité du Code de procédure, comme il arrive en matière d'annonces de ventes sur saisie immobilière. »

qu'à l'occasion du compte-rendu des débats d'un procès ?

Rationnellement il faut l'admettre, semble-t-il. La publication par la voie de la presse peut être, pour la personne dont le nom figure au jugement, l'origine d'un préjudice matériel ou moral. Pourquoi, dès lors, refuserait-on à cette personne le moyen de se prémunir contre ce préjudice, de le prévenir ou de l'atténuer, en usant du droit de réponse, et cela indépendamment du recours qu'il lui serait loisible, au cas d'abus, d'exercer devant les tribunaux ? La majorité des auteurs s'est ralliée à cette opinion (1) ; mais elle ne semble pas avoir, jusqu'ici du moins, prévalu dans la jurisprudence. On peut citer, en sens contraire, un arrêt fortement motivé de la Cour de Rennes, en date du 27 janvier 1868 (2), qui refuse à la personne visée dans un jugement dont le dispositif avait été littéralement reproduit par un journal, le droit de réponse édicté par l'article 11 de la loi du 25 mars 1822, considérant « que le droit de réponse suppose nécessairement qu'un acte quelconque de la vie d'un citoyen a été l'objet, de la part d'un journaliste, sinon d'une attaque formelle, du moins d'une divulgation faite sans droit, sans nécessité, sans utilité pour le public ; et que là où rien de semblable ne se rencontre, le droit de réponse n'existe pas ; — Qu'en effet, la faculté de répondre ne repose pas sur un autre fondement que celui du droit naturel de légitime défense qui appartient à chacun ;

(1) Barbier, *Code expliqué de la presse*, t. II, n° 750, p. 467 et Dalloz, Suppl. au Rép. v° Presse-outrages, n° 299 et n° 1143.

(2) Rennes, 27 janvier 1868, Catel c. *Journal d'Ille-et-Vilaine*, S. 1868, 2, 69 ; J. P. 1868, 334.

qu'elle n'est qu'un mode particulier de l'exercice de ce droit contre le journal lui-même et les énonciations libres et personnelles de ses rédacteurs, et que l'on ne comprendrait pas qu'une réponse pût être faite au journaliste qui, comme dans l'espèce, n'a rien dit de lui-même, n'a pas écrit un mot qui émanât de sa spontanéité propre, mais qui s'est borné à l'énonciation, dans les termes à la fois les plus complets, les plus simples et les plus vrais, d'un fait qui, par sa nature, appartenait essentiellement à la publicité et qu'il était dans son droit de porter à la connaissance du public ; — Considérant que le public a intérêt à connaître les décisions judiciaires qui se produisent, et que la publicité des audiences, le devoir imposé aux juges de prononcer publiquement leurs jugements à peine de nullité, ne sont que la satisfaction assurée par la loi elle-même de cet intérêt reconnu par elle ; Que, cet intérêt étant certain, le journaliste qui, en sa qualité d'organe de la publicité, se borne à la reproduction exacte du texte même du dispositif d'une décision judiciaire, loin d'abuser de son droit, n'en fait qu'un légitime usage et n'encourt l'obligation de subir aucune réponse. Qu'en fait, d'ailleurs, la prétendue réponse dont C... entend imposer l'insertion à D... ne signalant aucune inexactitude commise par lui dans l'énoncé du jugement, n'y rectifiant quoi que ce soit, n'est en réalité qu'un appel à l'opinion publique de la condamnation qui l'a atteinte ».

Sans méconnaître aucunement la valeur apparente de cette argumentation, nous nous refusons cependant à la

considérer comme déterminante. L'arrêt de la Cour de Rennes allègue vainement, à notre avis, que la décision rapportée n'émane pas du journaliste qui l'a publiée, et que celui-ci s'est borné à la reproduire littéralement, fidèlement. Nous avons vu, en effet, que le droit de réponse est admis contre le compte-rendu des débats judiciaires, alors même que celui-ci serait fidèle et de bonne foi. L'article 13 de la loi de 1881, — comme antérieurement l'article 11 de la loi du 25 mars 1822 — n'a pas voulu consacrer un simple « droit de rectification » limité aux seuls cas où la publication présenterait des inexactitudes. La personne visée dans un article de journal est en réalité seule juge de l'utilité d'une réponse à faire à cet article, du contenu de cette réponse et de sa longueur. Que la victime de la publication conteste, rectifie ou commente seulement, elle reste toujours dans la limite de son droit, et le journal qui, par son article, a provoqué une réponse ne peut refuser de la recevoir, en tant du moins qu'elle n'est contraire ni aux lois, ni aux bonnes mœurs, ni de nature à porter préjudice à l'intérêt légitime des tiers, ou à l'honneur du journaliste lui-même. La jurisprudence de la Cour de Cassation est fermement fixée en ce sens (1). Faisant application de ces principes à la publication d'un jugement, il est aisé de comprendre que la personne dont le nom vient d'être livré à l'opinion peut avoir grand intérêt, lors même que la publication faite ne comporterait aucune rectification, à la compléter,

(1) V. les nombreux arrêts cités dans Barbier, *Code expliqué de la presse*, t. I, p. 132.

en révélant par exemple dans sa réponse les circonstances qui ont entouré la cause, ou les motifs de la décision intervenue, si le journal n'avait publié que le dispositif. Et cet intérêt suffit pour que le droit de réponse doive être reconnu.

Le fait que le document publié émane de l'autorité publique, de la justice, ne saurait à ce point de vue présenter aucune importance. Insuffisant pour protéger leur publication, dans certains cas, contre l'exercice d'une action civile ou même pénale, le caractère officiel des décisions judiciaires ne peut avoir plus d'influence relativement au droit de réponse. « Peu importe que les énonciations insérées émanent ou non de la rédaction du journal, celui-ci se les approprie par le seul fait qu'il les publie, alors que la loi le laisse libre de n'en pas faire la publication. Il faut donc en conclure que les documents officiels, même littéralement reproduits, n'en comportent pas moins pour les personnes qu'ils concernent, l'exercice du droit de réponse » (1).

L'arrêt de Rennes nous paraît, d'autre part, avoir commis une véritable confusion entre le fait qui constitue l'abus du droit de publication et celui qui motive l'exercice du droit de réponse. L'insertion littérale d'une décision judiciaire, lorsqu'elle n'est faite ni tardivement, ni dans des formes ou des circonstances qui lui donnent un

(1) Barbier, *Code expliqué de la presse*, t. 1, n° 140, p. 140. — Il conviendrait cependant pour des raisons d'ordre pratique, et en conformité du texte même de l'article 13 de la loi de 1881, d'admettre une exception à l'exercice du droit de réponse, lorsque la publication a été faite dans la partie officielle du *Journal officiel* (v. Barbier, n° 139).

caractère illicite, ne saurait évidemment justifier une action en réparation et encore moins une poursuite pénale. Rien n'empêche cependant qu'une semblable publication puisse conférer à la personne dont le nom figure dans le jugement le droit de répondre. Le texte même de l'article 13 de la loi de 1881 établit à ce point de vue la distinction nécessaire, lorsqu'après avoir sanctionné par une amende l'obligation imposée au journaliste d'insérer la réponse, il ajoute : « sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu ».

On ne saurait enfin, pensons-nous, pour refuser à la personne désignée dans le jugement le droit de répondre, se fonder sur le caractère d'intérêt général que présente la publication des décisions judiciaires. Nous avons vu, en effet, qu'en vertu d'une jurisprudence constante, le droit de réponse existe à l'égard des comptes-rendus des débats judiciaires, même fidèles et faits de bonne foi, et bien que ces comptes-rendus soient, en vertu de l'article 41 de la loi de 1881, protégés par une véritable immunité. La publication des jugements qui ne bénéficie pas d'une telle immunité ne saurait, au point de vue du droit de réponse, être traitée plus favorablement.

CHAPITRE II

Portée d'application du principe de libre publication des décisions judiciaires.

Après avoir étudié, dans un premier chapitre, le caractère et les sanctions du principe de libre publication des décisions judiciaires, nous devons rechercher quelle est l'étendue d'application de ce principe. A-t-il une portée générale et régit-il tous les jugements, de quelque juridiction qu'ils émanent ? Ou bien, au contraire, comporte-t-il dans son application certains tempéraments, certaines exceptions, soit en vertu de la volonté expresse du législateur, soit à raison de la nature de la décision envisagée ou du caractère de la juridiction qui a pris cette décision ? Question intéressante, qui ne semble guère, jusqu'ici, avoir sollicité l'attention des auteurs.

Nous aurons ensuite à nous demander quelle est, dans l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881, la signification précise du mot « jugement », et si cette expression concerne seulement le prononcé de la sentence, ou si elle ne s'étend pas à des parties de la décision qui n'auraient pas fait, de la part du juge, l'objet d'une lecture publique.

Nous rechercherons enfin comment, en fait, est assurée la libre publication des jugements, et par quels moyens

les parties ou les tiers peuvent se procurer le texte de la décision qu'ils ont l'intention de reproduire.

« Un jugement, quel qu'il soit, peut toujours être publié dans les journaux, recueils, revues, livres, mémoires ou brochures. Il importe peu que cette publication soit faite d'office par un publiciste, un journaliste, ou sur la demande et aux frais de la partie qui a obtenu le jugement (1) ». Le principe de libre publication des jugements a donc une portée d'application générale. Il en est ainsi pour une double raison. D'une part, le droit de publier les décisions judiciaires est un des aspects du principe de publicité de la justice. La libre publication des jugements est le corollaire, le complément du prononcé public de la sentence. Et d'autre part, le législateur lui-même, dans l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881, a proclamé que l'interdiction de rendre compte de certains procès ne s'applique pas aux jugements, « qui pourront toujours être publiés ». Toutes les fois, donc, qu'une décision de justice, présentant le caractère de jugement, aura fait l'objet d'un prononcé public, le principe de libre publication lui sera certainement applicable.

Il en sera ainsi, d'une manière générale, pour les diverses catégories de jugements émanant de juridictions civiles, jugements définitifs ou avant dire droit, contradictoires ou par défaut, en premier ou en dernier ressort. Les « jugements d'expédient » eux-mêmes, bien que n'ayant pas pour objet de régler un litige véritable,

(1) Garçon, *Code pénal annoté*, article 36, n° 38.

n'échappent pas à l'application de notre principe, parce qu'ils présentent, au point de vue des effets et des formes, les caractères des autres jugements. Il n'y aura pas lieu, non plus, de distinguer suivant que la juridiction dont émane la décision est la juridiction de droit commun ou une juridiction d'exception, ni suivant que la décision rendue a reçu de la loi la dénomination de jugement ou toute autre dénomination. Les sentences des juges de paix, les arrêts des cours d'appels, peuvent être publiés licitement, aussi bien que les jugements des tribunaux civils, des tribunaux de commerce ou des conseils de prud'hommes. Il en est de même des ordonnances du président jugeant en référé. L'ordonnance de référé est en effet un véritable jugement, rendu à l'audience.

Le principe de libre publication s'applique également sans conteste aux décisions des juridictions répressives, du moins à celles des juridictions de jugement. « Le droit de publication des jugements est absolu : il comprend tous les jugements, ordinaires, préparatoires, par défaut, sur incidents, de toutes les juridictions (1) ». Il en est ainsi quelle que soit la nature de la juridiction répressive, qu'il s'agisse de tribunaux ordinaires, cours d'assises, tribunaux correctionnels et de simple police, ou de tribunaux d'exception, comme les conseils de guerre et la haute cour de justice instituée par l'article 9 de la loi constitutionnelle des 24-28 février 1875 (2). Du moment que la

(1) Garraud, *Instruction criminelle*, t. III, p. 514.

(2) Pour le Sénat constitué en Cour de justice, v. loi du 40 avril 1889, art. 15. — « Les débats sont publics... » et art. 26. — « Les arrêts de la Cour sont prononcés en audience publique ... ».

décision a le caractère de jugement et qu'elle a été rendue publiquement, toute personne a le droit de la publier.

Devant les juridictions administratives, la procédure qui, jadis, était secrète parce qu'exclusivement écrite, n'a pas complètement dépouillé ce caractère. Toutefois, les décisions rendues au contentieux sont prononcées publiquement. Il en est ainsi pour le Conseil d'Etat, aux termes de l'article 22 de la loi du 24 mai 1872 : « Toutes les décisions prises par l'Assemblée du Conseil d'Etat délibérant au contentieux et par la section du contentieux sont lues en séance publique ». La loi du 22 juillet 1889, sur la procédure à suivre devant les Conseils de préfecture, décide de son côté, dans son article 47 : « La décision est prononcée en audience publique, après délibéré hors la présence des parties. » Les arrêtés des conseils de préfecture, comme les décisions du Conseil d'Etat statuant au contentieux, ayant d'autre part le caractère de véritables jugements, il faut en conclure que le principe de libre publication leur est applicable.

Nous sommes donc amenés à reconnaître à ce principe, au point de vue de son application, une portée tout à fait générale et indépendante de la nature des juridictions dont émanent les jugements. On peut se demander toutefois si, malgré sa généralité, notre règle ne comporte pas certaines exceptions. La libre publication des jugements se justifie, rationnellement, par le prononcé public de la sentence et, légalement, par la disposition de l'article 39 de la loi de 1881 qui vise les jugements. Ceci admis, le droit de publication doit-il encore être

reconnu dans les cas où une des causes qui le justifient viendrait à faire défaut, s'il s'agit, par exemple, d'une décision qui n'a pas le caractère de jugement, ou qui ne fait pas l'objet d'un prononcé public ?

La question ne se pose pas, comme on pourrait être tenté de le croire, à propos du huis-clos. Les Chartes de 1814 et de 1830, la Constitution de 1848, qui, pour sauvegarder l'ordre et les mœurs, permettaient aux tribunaux de restreindre dans certains cas la publicité de la justice, n'admettaient du moins cette restriction que pour les débats. Il en est encore ainsi, en vertu de l'article 87 du Code de procédure civile dont les termes, moins larges d'ailleurs que ceux des textes constitutionnels, permettent seulement au tribunal d'ordonner « que les plaidoiries se feront à huis-clos, si la discussion publique devait entraîner un scandale ou des inconvénients graves ». Le huis-clos ne peut donc s'appliquer qu'aux débats et tout ce qui est en dehors des débats reste soumis au principe de publicité. Il en est ainsi de tout jugement, quelle que soit sa nature, et notamment du jugement même qui ordonne le huis-clos. Le législateur a pensé, avec juste raison, que les termes du jugement « n'entreraient jamais dans ce que le détail des plaidoiries pourrait parfois présenter de scandaleux (1). » Le prononcé public de la

(1) Boitard et Colmet-Daage, *Leçons de procédure civile*, 8^e édition, t. I, n° 226. L'article 16, § 2, de la loi du 18 juillet 1828, que la loi de 1884 a d'ailleurs abrogé, interdisait, sous une peine de 2.000 francs d'amende, le compte-rendu des affaires civiles ou criminelles, où un huis-clos aurait été ordonné, mais reconnaissait expressément aux journaux le droit de publier « le prononcé du jugement ».

sentence, étant maintenu malgré le huis-clos, le droit de publication subsiste par cela même.

Beaucoup plus délicate est la solution à donner dans un certain nombre d'hypothèses : s'il s'agit par exemple des ordonnances et arrêts des juridictions d'instruction en matière criminelle, ou des jugements de la Chambre du Conseil et des ordonnances sur requête en matière civile, ou des décisions arbitrales, ou de celles qui émanent des juridictions disciplinaires. Nous allons étudier successivement ces diverses hypothèses.

En ce qui concerne tout d'abord les décisions des juridictions d'instruction : nous savons que, sous l'empire du code d'instruction criminelle, l'instruction préparatoire est redevenue, comme sous l'ancien régime, une procédure écrite et secrète. Seule, la procédure de jugement a conservé le caractère de publicité qu'elle tenait du législateur révolutionnaire. Le secret de l'instruction s'est, il est vrai, atténué depuis la loi du 8 décembre 1897, mais à l'égard de l'inculpé seul, lorsque celui-ci est assisté d'un défenseur. La procédure d'instruction reste secrète vis-à-vis de toutes autres personnes, partie civile, témoins, et vis-à-vis du public lui-même, toute indiscretion étant interdite au juge, au greffier, à l'avocat, comme une violation du devoir professionnel. « Secret de polichinelle », a-t-on dit (1), dans l'état actuel de nos mœurs publiques et par suite du reportage de la presse. Aucune disposition spéciale de la loi de 1881 ne vise, il est vrai, les informa-

(1) Garraud, *Instruction criminelle*, t. III, p. 16.

tions plus ou moins tendancieuses qui se réfèrent à une instruction en cours, et les journalistes ne se font pas faute d'abuser de cette lacune. La loi de 1881 contient cependant un texte susceptible d'atteindre la publication qui violerait le secret de l'instruction, dans les cas du moins où elle revêt la forme d'une reproduction textuelle des pièces de la procédure. C'est l'article 38, aux termes duquel « il est interdit de publier les actes d'accusation et tous autres actes de procédure criminelle ou correctionnelle avant qu'ils aient été lus en audience publique, et ce sous peine d'une amende de 50 francs à 1,000 fr. » Nul doute que cette disposition soit applicable aux actes de l'instruction préparatoire (1). Mais est-elle également applicable aux décisions, ordonnances ou arrêts, qui mettent fin à cette instruction ? Ces décisions peuvent-elles, d'autre part, se prévaloir de la faculté de publication reconnue par l'article 39 de la loi de 1881 ? En d'autres termes, le secret de l'instruction préparatoire persiste-t-il après la clôture de celle-ci ? Certaines distinctions paraissent devoir être faites.

Dans l'état actuel de notre législation criminelle, il existe deux juridictions d'instruction chargées de régler la mise en accusation ou en prévention : le juge d'instruction d'une part, la Chambre d'accusation de l'autre. Le juge d'instruction rend des ordonnances de règlement qui portent divers noms : ordonnance de non-lieu lorsqu'il n'y a pas lieu à poursuite ; ordonnance de renvoi, si

(1) Barbier, *Code expliqué de la presse*, t. II, n° 727, et les arrêts cités.

le fait relevé contre le prévenu est passible d'une peine correctionnelle ou d'une peine de simple police ; ordonnance de transmission, si le fait est de la compétence de la Cour d'assises. La Chambre d'accusation rend des arrêts de règlement : arrêt de mise en accusation s'il y a lieu à renvoi devant la Cour d'assises, arrêt de renvoi devant le tribunal correctionnel ou de simple police, si le fait incriminé a le caractère d'un délit ou d'une contravention, arrêt de non-lieu, si elle estime qu'il n'y a pas lieu de poursuivre. L'ordonnance ou l'arrêt de règlement dessaisit la juridiction d'instruction qui l'a rendu. C'est cette ordonnance ou cet arrêt qui clôt l'instruction préparatoire et ouvre la phase de l'instruction définitive et du jugement. Or la chambre d'accusation statue à huis-clos comme le juge d'instruction lui-même. Les ordonnances de l'un et les arrêts de l'autre sont rendus en dehors de toute publicité. L'une des causes qui justifient le droit de publication des décisions judiciaires semble donc ici faire défaut. Cette publication ne saurait plus apparaître comme le corollaire naturel et le prolongement de la publicité de l'audience et du prononcé public de la sentence. L'argument n'a pas grande portée, cependant, s'il s'agit d'une ordonnance ou d'un arrêt de renvoi. Le tribunal de répression une fois saisi, le caractère secret de la procédure disparaît. Les pièces de l'instruction seront communiquées aux parties intéressées, et lues à l'audience (art. 302 et suiv. du Code d'Instr. Crim.). La publicité qui leur sera ainsi faite justifiera suffisamment la publication dont elles pourront ensuite être l'objet par la voie

de la presse. La faculté de publication résultant du droit commun, et que l'article 39 de la loi de 1881 n'a fait que reconnaître (1), trouvera donc à s'exercer, et l'interdiction portée par l'article 38 ne s'appliquera pas d'autre part, pourvu que l'ordonnance ou l'arrêt de renvoi ait déjà été lu en audience publique.

Sous l'empire de la législation antérieure à la loi de 1881, la Cour de Cassation a fait de ces principes une application assez curieuse dans l'espèce suivante (2) : un journaliste poursuivi en cour d'assises pour une pièce de vers avait publié dans son journal, textuellement et sans commentaires, l'arrêt de mise en accusation contenant le texte incriminé. Le Ministère public soutenait qu'il avait en le faisant commis le même délit que celui antérieurement poursuivi ; d'où nouvelle poursuite que la Chambre d'accusation refusa, cette fois, d'accueillir, « attendu, que l'arrêt rapporté est textuel, qu'il n'y a aucune réflexion sur son contenu, et qu'aucune loi n'interdit à la partie condamnée de rapporter les faits et les pièces qui ont servi à la condamnation, alors surtout que l'arrêt lui a été légalement signifié. » Saisie d'un pourvoi la Cour de cassation décida également « qu'en imprimant le premier arrêt (l'arrêt de la Chambre d'accusation de la Cour royale de Toulouse) et la pièce incriminée qu'il contient, le prévenu n'a enfreint aucune disposition de la loi et n'a commis ni délit, ni contravention, et qu'en fondant sur ce motif le renvoi des poursuites qu'il pro-

(1) V. nos développements antérieurs p. 16 et suivantes.

(2) Cass. Crim., 3 novembre 1834, Min. pub. c. Robert, D. 1832, 1, 58.

nonce en faveur du prévenu, l'arrêt attaqué n'a contrevenu à aucune loi ».

La situation est différente, il est vrai, s'il s'agit soit d'une ordonnance de transmission, destinée à saisir la chambre d'accusation d'un fait ayant le caractère de crime, soit d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu. Pour l'ordonnance de transmission, la publication qui en serait faite avant que la chambre d'accusation ait renvoyé le prévenu aux assises (art. 231, Code d'Instr. crim.), tomberait sous le coup de l'article 38 de loi de 1881, puisque l'instruction étant secrète devant la chambre d'accusation, cette ordonnance n'a pu faire l'objet d'une lecture en audience publique. C'est seulement après l'arrêt de mise en accusation que, la procédure de jugement étant ouverte, les pièces de l'instruction préparatoire pourront, si toutefois elles ont été lues en audience publique (1), être publiées par les journaux.

En ce qui concerne l'ordonnance ou l'arrêt de non-lieu, il semble au premier abord qu'il devrait être interdit de les publier, puisque jamais aucune lecture n'en sera faite à l'audience. C'est cependant l'opinion contraire qui prévaut en doctrine et en jurisprudence (2). Le champ d'application de l'article 38 est, dit-on, déterminé par les motifs même qui ont inspiré cette disposition. Or, ce que le législateur a voulu, en interdisant la reproduction des pièces de la procédure avant leur lecture en audience

(1) Paris, 12 août 1885, X... gérant du *Journal des Débats* (à propos de l'affaire Pel), S. 1885, 2, 163.

(2) Barbier, *Code expliqué de la presse*, t. II, n° 732 et Dalloz, Supp. au Répert., v° *Presse*, n° 1112.

publique, c'est simplement, suivant les expressions dont s'est servi le rapporteur de la loi de 1881, M. Lisbonne, donner une « garantie à ceux qui sont appelés à se défendre devant la justice répressive. » Il ne faut pas qu'une publication anticipée des actes de la procédure puisse nuire à la défense en propageant d'avance une opinion défavorable à l'accusé. Il ne faut pas davantage, dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, que les divulgations de la presse puissent, avant même l'ouverture des débats, créer au profit du prévenu un courant d'opinion favorable. L'arrêt précité de la Cour de Paris, du 12 août 1885, a fort bien résumé ces motifs de la loi : « Considérant que la loi, en interdisant la publication des actes d'accusation et de tous autres actes de procédure criminelle ou correctionnelle avant qu'ils aient été lus en audience publique, a voulu que le débat, avec tous ses éléments juridiques d'appréciation, fût soumis aux juges qui ont à en connaître, avant que, par des publications antérieures ou presque concomitantes, et d'autant plus dangereuses que l'impression qui peut être produite est plus rapprochée de la décision, il soit, sous quelque forme et quelque dénomination que ce puisse être, donné connaissance de ces mêmes éléments ». Ce que vise l'article 38 de la loi de 1881, c'est donc la publication *anticipée* des éléments d'une procédure qui doit, *ultérieurement*, faire l'objet d'un débat public. D'où il résulte que ce texte ne saurait être considéré comme applicable, ni à la publication faite *après la clôture des débats*, d'une pièce de procédure dont lecture n'aurait pas été donnée à l'audience,

ou aurait été donnée dans une audience à huis clos (1), ni à la publication d'une ordonnance de non-lieu ou d'un arrêt de non-lieu, qui, par sa nature, n'était pas destiné à faire l'objet d'un débat public ultérieur, puisqu'il en résultait au contraire la clôture définitive d'une instruction antérieurement ouverte.

L'ordonnance ou l'arrêt de non-lieu ne tomberait pas davantage, à notre avis, sous le coup d'une autre disposition de la loi de 1881, l'article 39, § 3, aux termes duquel il est interdit, sous la sanction d'une amende de 100 à 2,000 francs, de « rendre compte des délibérations intérieures, soit des jurys, soit des cours et tribunaux ». On pourrait cependant être tenté d'invoquer en sens inverse deux arrêts déjà anciens desquels il résulte que « la prohibition de rendre compte des délibérations intérieures des tribunaux emporte celle de publier, avant sa lecture en audience publique, la *décision* qui est le résultat de la délibération » (2). Ces deux arrêts ont été rendus à la suite de la publication par divers journaux des pénalités qui allaient être prononcées par la Cour des Pairs dans la célèbre affaire Teste et Cubières, publication faite à la veille même du jour où la Cour devait rendre son arrêt. La loi applicable était alors celle du 9 septembre 1835, dont la loi de 1881, dans son article 39, § 3, a reproduit une des dispositions. Ne pourrait-on pas soutenir que l'ordonnance ou l'arrêt de non-lieu ne

(1) Cf. Bordeaux, 18 novembre 1873, aff. Jeoffroy, D. 1877.5 344.

(2) Rouen, 13 août 1847, Cazavan c. Min. pub. D. 1847, 2,224, et Paris, 24 décembre 1847, Léoutre c. Min. pub. D. 1847, 2,391. — Voir également *Gazette des tribunaux*, 25 décembre 1847.

devant jamais faire l'objet d'un prononcé public, leur publication constitue dans tous les cas la violation de l'interdiction de « rendre compte des délibérations intérieures des tribunaux » ?

Nous ne croyons pas, cependant, pouvoir nous rallier à cette opinion. Sans discuter la thèse soutenue dans les deux arrêts rapportés, nous ferons remarquer que l'espèce sur laquelle ils statuent est essentiellement différente de celle dont nous nous occupons. Il s'agissait, en effet, d'un simple projet d'arrêt qui ne devait commencer d'exister à titre de décision judiciaire qu'après son prononcé public, le lendemain du jour où les journaux poursuivis en avaient publié la teneur. Cette publication anticipée constituait bien la reproduction de la délibération intérieure d'un tribunal. Au contraire, l'ordonnance ou l'arrêt de non-lieu se suffit à soi-même et existe, comme décision judiciaire, indépendamment de tout prononcé public et de toute publicité de l'audience. Sa publication constitue donc, non le compte rendu de la délibération intérieure d'un tribunal, mais la publication d'un jugement valablement rendu. Ajoutons que les motifs de l'interdiction consacrée par l'article 39, § 3, ne sauraient être invoqués ici. La décision prise, dans des formes régulières, par le juge d'instruction ou la chambre d'accusation, les délibérations intérieures sont closes, et il n'y a plus lieu de craindre pour l'indépendance du juge.

La publication d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu ne tombe donc, à notre avis, sous le coup d'au-

cune interdiction spéciale émanant du législateur. Reste à savoir si cette publication peut se prévaloir de la faculté reconnue par l'article 39, § 2, de la loi de 1881, et doit en conséquence être considérée comme toujours licite en elle-même, réserve faite seulement des circonstances qui pourraient la rendre abusive. La raison de douter vient, en effet, d'une part, de ce que l'ordonnance ou l'arrêt de non-lieu étant rendu à huis-clos, sa publication par la voie de la presse ne saurait constituer le prolongement du prononcé public de la sentence et de ce que, d'autre part, nous ne trouvons pas ici, comme pour les ordonnances et arrêts de renvoi, le correctif d'une lecture ultérieure en audience publique. Les motifs qui justifient l'application de l'article 39, § 2, faisant ainsi défaut, l'auteur de la publication ne saurait, semble-t-il, se prévaloir de ce texte. La faculté de publication résulterait seulement du droit commun, de l'absence de toute disposition légale l'interdisant. Il en résulterait qu'elle ne serait pas nécessairement licite en elle-même, et que son auteur, au cas de préjudice causé à autrui, pourrait se voir exposé à une action en dommages-intérêts (1). C'est, à notre avis, la solution préférable, celle qui s'harmonise le mieux avec le caractère secret de la procédure d'instruction.

Quant à la question de savoir comment, en fait, des ordonnances et arrêts qui échappent à toute publicité pourront, ultérieurement, faire l'objet d'une publication

(1) V. plus loin, p. 77.

par journal ou par affiche, c'est un point que nous examinerons plus loin avec quelques détails. Contentons-nous actuellement de signaler qu'aux termes de l'article 56 du décret du 18 juin 1811, « en matière correctionnelle ou de simple police. . . . , il est délivré aux parties, sur leur seule demande, expédition de la plainte, de la dénonciation, des ordonnances et des jugements définitifs (1) ».

Nous ne nous sommes occupés jusqu'ici que des décisions de règlement rendues par les juridictions d'instruction. Mais ces décisions ne sont pas les seules que puissent rendre le juge d'instruction et la chambre d'accusation. A côté des ordonnances de renvoi, de transmission ou de non-lieu, on peut mentionner les ordonnances de dessaisissement, de soit-communiqué, de citations à témoins, celles portant commission rogatoire et beaucoup d'autres encore ; à côté des arrêts de mise en accusation, de renvoi ou de non-lieu, les arrêts de plus ample informé, ceux qui statuent sur les réquisitions du ministère public ou les conclusions des parties. Parmi ces

(1) Le décret du 5 octobre 1920 portant règlement d'administration publique sur les frais de justice, en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police, rendu en application de la loi du 23 octobre 1919 dont l'article 2 abroge le décret du 18 juin 1811, contient relativement au droit pour les parties et pour les tiers de se faire délivrer copie des ordonnances et jugements, les dispositions suivantes que nous étudierons plus loin.

Article 64. — En matière correctionnelle ou de simple police, il peut être délivré aux parties et à leurs frais :

1° Sur leur demande, expédition de la plainte ou de la dénonciation et des *ordonnances définitives* ;

2° Avec l'autorisation du procureur général, expédition de toutes les autres pièces de la procédure.

Article 65. — En matière criminelle, correctionnelle ou de simple police, aucune expédition, *autre que celle des arrêts et jugements définitifs*, ne peut être délivrée à un tiers sans une autorisation du procureur général.

ordonnances et arrêts, les uns ont un caractère nettement juridictionnel ; d'autres sont des mesures d'information, d'instruction et non de véritables décisions émanant d'un pouvoir de juridiction ; d'autres encore ont un caractère incertain et discutable, par exemple les ordonnances qui prescrivent une perquisition au domicile de l'inculpé (1).

Sous les réserves précédemment indiquées, on peut admettre, pensons-nous, que le droit de publication s'applique aux diverses catégories d'ordonnances et d'arrêts ayant le caractère juridictionnel. Mais que décider pour les autres ? On ne saurait invoquer, semble-t-il, aucune des deux raisons qui justifient la libre publication des décisions judiciaires. D'une part, et malgré la forme qu'elles peuvent revêtir, il s'agit de mesures administratives, d'information, d'instruction, et non de véritables décisions ayant le caractère de jugements. La disposition de l'article 39, § 2, de la loi de 1881 ne leur est donc pas applicable. Et, d'autre part, ces mesures, comme d'ailleurs toutes celles qui constituent l'instruction préparatoire, sont dépourvues de publicité. Leur publication par la voie de la presse ne saurait donc se rattacher au principe général de publicité de la justice. Nous pensons cependant qu'elles pourront être publiées, par cela seul que cette publication n'est pas légalement interdite par un texte. C'est en effet un axiôme de notre droit que tout

(1) Sur cette distinction, v. Garraud, *Instr. crim.*, t. III, p. 67. « Le terme d'ordonnance, déclare une circulaire de la Chancellerie, en date du 10 décembre 1897, ne saurait évidemment s'appliquer indistinctement à toute mesure d'information. »

ce qui n'est pas défendu est permis. Toutefois une double réserve devrait être faite. D'une part, l'interdiction portée par l'article 38 de la loi de 1881 serait applicable, au cas du moins où la publication des ordonnances et arrêts non juridictionnels serait antérieure, soit à leur lecture en audience publique, soit à la clôture des débats. Et d'autre part, la publication de ces ordonnances et arrêts ne pouvant se prévaloir de la faculté consacrée par l'article 39 § 2 ne saurait être considérée comme toujours licite en elle-même. Les tribunaux pourraient, si elle était l'origine d'un préjudice, lui reconnaître un caractère abusif, ou même, suivant les cas, la considérer comme un acte diffamatoire, sans avoir besoin pour fonder leur condamnation de faire état, en dehors d'elle, de circonstances extérieures susceptibles de la caractériser.

Le principe de libre publication s'applique-t-il aux décisions des juridictions civiles, lorsque ces décisions sont rendues en Chambre du conseil ? La juridiction de la Chambre du conseil — bien qu'elle ait une origine déjà ancienne puisqu'elle existait au Châtelet de Paris et formait un des quatre services de ce tribunal, — est, dans notre organisation judiciaire actuelle, principalement une création de la pratique. « Le législateur n'a pas pris soin de la définir et de fixer les principes de sa compétence. Pour lui, la Chambre du Conseil, c'est le tribunal de première instance statuant en de certaines formes et sur de certains objets, en vertu de dispositions

éparses dans toutes les parties de la législation » (1). Dans son ensemble, la compétence de la Chambre du Conseil a été très heureusement résumée de la manière suivante (2) : « Il existe au sein de la société une foule d'intérêts qui résident en des mains trop faibles pour les défendre elles-mêmes ; d'un autre côté, les droits et les intérêts des familles touchent souvent à des conditions d'ordre public qui ne permettent pas de les laisser agir sans surveillance et sans contrôle. C'est cette tutelle judiciaire et cette surveillance supérieure qui constituent les plus importantes attributions de la Chambre du Conseil. Elles s'exercent sur la demande des parties intéressées ; mais ce qui les caractérise, c'est que la décision qui intervient ne vide pas le différend, ne statue pas sur des conclusions contradictoires, mais prescrit des mesures protectrices, homologue des actes d'administration et de famille, autorise l'accomplissement de certaines formalités placées sous le contrôle de la justice en raison de la situation personnelle des demandeurs et quelquefois de l'intérêt public. Cette branche principale des attributions de la Chambre du Conseil constitue ce qu'on a appelé avec raison la *juridiction gracieuse*.

Indépendamment des affaires soumises à cette juridiction tutélaire, la Chambre du Conseil a, dans ses attribu-

(1) Bertin, *Chambre du Conseil*, introduction par M. le président de Belleyme. 3^e édition, 1894, p. 18.

(2) Rapport de la commission instituée en 1864 par le Ministre de la Justice, en vue de la révision du Code de procéd. civile, cité dans Bertin, t. I, p. 12.

tions, certaines affaires contentieuses, véritables procès sur des points contestés entre les parties, dont la connaissance lui a été déférée, soit à cause de leur peu d'importance, soit parce que la publicité des explications et des débats peut avoir de certains inconvénients pour les parties et pour l'ordre public. Ces affaires peu nombreuses sont déférées à la *juridiction contentieuse* de la Chambre du Conseil. »

Cette distinction de la juridiction contentieuse et de la juridiction gracieuse est essentielle, lorsqu'il s'agit de déterminer la portée du principe de libre publication relativement aux décisions de la Chambre du Conseil. En ce qui concerne tout d'abord la juridiction contentieuse, soit qu'il s'agisse d'affaires expressément attribuées par le législateur à la Chambre du Conseil, soit que la compétence de cette juridiction résulte simplement de ce que la demande est formée par requête, les débats ont lieu en dehors de toute publicité. Mais il en est autrement du jugement. Les motifs qui, relativement aux débats, paraissent imposer une dérogation au principe de la publicité de la justice n'existent plus lorsqu'il s'agit de la décision. « Le jugement ne fait pas partie des débats, il ne relève pas les faits et circonstances qui ont été mis en lumière en Chambre du Conseil et que le public doit ignorer. Il n'y a donc pas lieu, en ce qui concerne le jugement, de faire exception à la règle de la publicité, consacrée par la loi pour les décisions rendues par la juridiction contentieuse (1). »

(1) Bertin *Chambre du Conseil*, t. I, p. 71.

Le législateur en a lui-même décidé ainsi dans un certain nombre de cas. Aux termes des articles 310 et 498 du Code civil, les jugements et arrêts sur demandes en conversion de séparation de corps en divorce, et en interdiction sont rendus en audience publique. De même, la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, prescrit qu'après examen en chambre du conseil, le jugement prononçant déchéance ou restitution de la puissance paternelle sera rendu en audience publique (articles 4 et 16). La loi du 22 juillet 1912, sur les tribunaux pour enfants et adolescents, décide encore, dans ses articles 6 et 9, que la décision du tribunal civil statuant en chambre du conseil sur le cas d'un mineur âgé de moins de treize ans auquel est imputée une infraction à la loi pénale qualifiée crime ou délit, doit être lue en audience publique. Il en est de même de l'arrêt rendu par la chambre du conseil de la Cour, en appel d'un semblable jugement.

Dans ces diverses hypothèses, et dans toutes autres non spécialement prévues par les textes, où la chambre du conseil statue au contentieux, sa décision est un véritable jugement, rentrant dans les termes de l'article 39, § 2 de la loi de 1881, sur la liberté de la presse. Comme d'autre part, cette décision a été rendue publiquement (1),

(1) La question a été cependant controversée dans le cas, prévu par les articles 861 et 862 du Code de procédure civile, où la femme, sur le refus du mari, s'adresse à la justice pour être autorisée à faire valoir ses droits. Les textes se bornent à déclarer que le mari sera cité à la chambre du conseil pour être entendu, et qu'il sera, sur les conclusions du ministère public, rendu jugement qui statuera sur la demande de la femme. Pour établir que ce jugement devait être rendu à huis-clos, on a invoqué les

les deux motifs qui, rationnellement et légalement, justifient la libre publication des décisions judiciaires se trouvent réunis. La possibilité d'application de notre principe ne saurait donc être contestée.

Il est cependant une hypothèse où le doute pourrait naître. C'est celle que visent les articles 6 et 9 de la loi du 22 juillet 1912. L'article 19 de cette loi, après avoir restreint la publicité des débats devant les tribunaux pour enfants et interdit, sous des sanctions pénales, la publication de leur compte-rendu, décide : « Ces dispositions sont également applicables aux débats devant la Chambre du Conseil prévue au titre premier ». La même extension d'applicabilité ne se retrouve plus dans le paragraphe suivant aux termes duquel : « Le jugement ou l'arrêt sera rendu en audience publique *et pourra être publié*, mais sans que le nom du mineur puisse être indiqué autrement que par une initiale ». Ne pourrait-on pas en conclure, par un argument *a contrario*, que le jugement du tribunal civil ou l'arrêt de la Cour d'appel, rendu après débats en Chambre du Conseil, dans le cas d'un mineur âgé de moins de treize ans, ne pourra pas, bien que lu en audience publique, être publié ? On s'expliquerait ainsi

travaux préparatoires du Code de procédure, desquels il semble résulter que l'intention du législateur n'a pas été de restreindre aux seuls débats le secret de la chambre du conseil. On a fait valoir également les inconvénients qui résulteraient d'une publicité de nature à révéler aux tiers les dissentiments pouvant exister entre les époux pour des motifs d'ordre pécuniaire. La jurisprudence qui dans des arrêts anciens s'était rendue à cette argumentation, est aujourd'hui fixée en sens contraire, et admet que, dans l'hypothèse prévue aux art. 861 et 862, Code proc. civ., comme dans tous les autres cas où il s'agit de juridiction contentieuse, le jugement de la chambre du conseil doit être rendu publiquement. (V. Garsonnet et César Bru, *Traité de procédure civile*, 3^e édit., t. II, n^o 19 ; notes 13 et 14).

que le législateur ait cru devoir expressément autoriser la publication des décisions du tribunal pour enfants, alors que cela pouvait paraître inutile en présence de l'article 39, § 2 de la loi de 1881, qui a une portée générale.

Nous ne croyons pas cependant devoir nous rallier à cette interprétation. Nous pensons que si le législateur, dans l'article 19 de la loi de 1912, a cru devoir rappeler que la décision du tribunal pour enfants pourrait, comme tout autre jugement, être publiée, c'est simplement parce qu'il se proposait, dans le même texte, de restreindre cette faculté de publication, en ne permettant pas que le nom du mineur puisse être indiqué en entier. Cette disposition s'explique ainsi parfaitement, sans qu'il soit besoin d'en conclure à une dérogation au principe général de libre publication, pour les décisions rendues en Chambre du Conseil par le Tribunal civil et concernant les mineurs au-dessous de treize ans.

La question va se poser en des termes tout à fait différents lorsqu'il s'agit de décisions rentrant dans la juridiction gracieuse de la Chambre du Conseil. Bien que l'usage ait prévalu de désigner ces décisions du nom de « jugement », ce ne sont pas des jugements véritables, puisque, rendues à la requête d'une partie, elles n'ont eu à trancher aucun litige, à tenir compte d'aucune contradiction. Elles n'emportent pas, en conséquence, autorité de chose jugée, ne préjudicient pas aux droits des tiers et peuvent même toujours être modifiées sur nouvelle requête, si les circonstances paraissent l'exiger. Plutôt

que des jugements, ce sont des actes d'administration, de tutelle judiciaire. Ce caractère spécial des décisions gracieuses de la Chambre du Conseil a été mis en relief par une décision de la Chambre du Conseil du Tribunal de la Seine, en date du 15 mars 1845 (1) : « Le Tribunal..... Attendu..... qu'en pareille matière (il s'agissait dans l'espèce d'une homologation d'avis du conseil de famille) il n'y a jamais, à proprement parler, d'instance à vider, il n'y a jamais deux intérêts en présence, il n'en existe et n'en peut exister qu'un seul, celui du mineur ; Que ces jugements ne sont en quelque sorte, que des actes d'administration, de haute tutelle, de simples autorisations d'exécuter le vœu de la famille, toujours rendus au profit du mineur, toujours susceptibles d'être remplacés par une décision nouvelle... » Les décisions de la Chambre du Conseil n'ayant pas, lorsqu'elles constituent des actes de juridiction gracieuse, le caractère de véritables jugements, il en résulte que leur publication par la voie de la presse ne saurait se prévaloir de la disposition de l'article 39, § 2 de la loi de 1881, qui s'applique aux jugements.

On ne saurait davantage fonder la légitimité de cette publication sur le principe de publicité de la justice. Les auteurs et la jurisprudence sont, en effet, d'accord pour décider que les décisions gracieuses de la Chambre du Conseil ne doivent pas être rendues en audience publique. La publicité de l'audience est inutile, puisque la

(1) Bertin, *Chambre du Conseil*, t. 1, p. 46 et suiv.

décision réserve les droits des tiers, qui peuvent toujours « soumettre à la juridiction contentieuse, pour être résolues contradictoirement avec eux, toutes les questions résolues provisoirement seulement, en dehors d'eux, par la Chambre du Conseil (1) ». Cette publicité de l'audience, qui serait sans avantages, présenterait parfois de graves inconvénients, en divulguant par exemple la situation embarrassée d'un mineur et les difficultés auxquelles il doit faire face. Les motifs qui, de droit commun, expliquent et justifient le prononcé public de la sentence n'existent donc pas ici.

Le législateur a lui-même, dans un certain nombre de cas, manifesté sa volonté de soustraire à la publicité les décisions gracieuses de la Chambre du Conseil. D'une part, il résulte des articles 355 à 357 et 458 du Code civil, qu'en matière d'adoption et pour l'homologation des délibérations du conseil de famille, les jugements doivent, parfois, être rendus sans publicité. D'autre part, et inversement, le texte même de la loi prescrit, dans un petit nombre de cas, que le jugement doit être prononcé à l'audience. Il en est ainsi en vertu des articles 358 du Code civil, pour l'arrêt de la Cour d'appel qui admet une adoption, 858 et 997 du Code de procédure civile, en matière de rectification des actes de l'état civil et à propos de l'aliénation des immeubles dotaux. Ces dispositions spéciales n'auraient pas de raison d'être, si le principe de publicité qui s'applique en matière conten-

(1) Bertin, *Chambre du Conseil*, t. I, p. 51.

tieuse s'appliquait également, d'une manière générale, aux décisions gracieuses de la Chambre du Conseil. Elles fournissent donc, dans le sens de la non-publicité de ces décisions, un argument *a contrario* parfaitement probant (1). C'est en ce sens que s'est prononcée la Cour de Cassation, par deux arrêts en date des 6 et 19 février 1856 (2).

Ainsi, aucune des deux considérations — d'ordre rationnel et d'ordre légal — qui justifient d'ordinaire la libre publication des jugements, ne saurait être invoquée à propos de la publication des décisions rendues, en matière gracieuse, par la Chambre du Conseil. Il faut faire exception toutefois pour les quelques hypothèses où la loi elle-même a prescrit que le jugement serait rendu publiquement. Il n'est pas douteux que dans ces cas-là le principe de libre publication doit recevoir application. La preuve en résulte notamment de l'article 358 du Code civil, qui ordonne l'affichage de l'arrêt d'adoption. Mais en dehors de ces dispositions exceptionnelles, et pour l'ensemble des décisions rentrant dans la juridiction gracieuse de la Chambre du Conseil, ne doit-on pas à l'inverse admettre le caractère illicite de leur publication ? La question se pose plus particulièrement dans les cas où le législateur lui-même, prenant en considération l'ordre public ou l'intérêt des familles, a expressément décidé que la décision serait rendue sans publicité. Ne

(1) Garsonnet et César-Bru, *Procédure civile*, t. II, p. 35 et les références de la note 10.

(2) Cass. civ. 6 et 9 février 1856, Créanciers Santerre, S. 1856. 1. 113 ; D. 1856. 1. 71 et 75,

serait-il pas choquant que cette décision, dont il a voulu assurer le secret, puisse ultérieurement être répandue par le journal ou par l'affiche ?

Sans méconnaître la portée de cette considération, nous ne croyons pas cependant pouvoir nous y rallier. Quelque regrettable que puisse être, dans un grand nombre de cas, la publicité donnée par la presse à des décisions ayant le caractère de simples actes de tutelle judiciaire, nous ne saurions, faute de disposition légale la réprimant, y voir un acte illicite : « Nullum delictum sine lege ». Si une semblable publication ne peut se prévaloir de la faculté reconnue aux seuls jugements par l'article 39, § 2 de la loi de 1881, et si, en conséquence, elle n'est pas nécessairement licite en elle-même, du moins ne constitue-t-elle pas nécessairement un fait punissable. Elle pourrait toutefois être considérée comme tel, si elle présentait par exemple un caractère diffamatoire ; elle pourrait, de même, revêtir un caractère abusif et engager la responsabilité civile de son auteur dans les termes du droit commun, si elle était pour un mineur l'origine d'un préjudice. Et cela, sans que le juge ait à chercher en dehors d'elle, dans des circonstances complémentaires et extérieures, un élément constituant le délit ou la faute, et susceptible de la caractériser en vue de la réparation ou de la répression. En d'autres termes, et par identité de motifs, nous pensons que la publication des décisions rentrant dans la juridiction gracieuse de la Chambre du Conseil doit être assimilée, au point de vue des sanctions, à la publication des ordonnances ou arrêts non juridic-

tionnels du juge d'instruction ou de la chambre d'accusation.

Tout ce que nous venons de dire relativement à la publication des décisions de la Chambre du Conseil, tant au point de vue de la juridiction gracieuse que de la juridiction contentieuse, doit être étendu aux ordonnances rendues sur requête par le président ou le juge. Exception faite des ordonnances de référé qui, par leur nature, constituent toujours de véritables jugements, susceptibles d'appel, et auxquels s'applique par cela même la disposition de l'article 39 § 2 de la loi de 1881, les ordonnances sur requête sont, la plupart du temps, des actes de juridiction gracieuse. Elles ne sont pas rendues en audience publique et peuvent même être « répondues par le juge en sa demeure » (article 1040 du Code de procédure civile). Ce sont des actes de la « juridiction de l'hôtel ». Il convient d'appliquer à leur publication les distinctions que nous avons indiquées relativement à la publication des décisions de la Chambre du Conseil.

Les sentences arbitrales soulèvent, au point de vue de leur publication, moins de difficultés et nécessitent par cela même de moins longs développements. L'arbitrage est une juridiction contentieuse (article 1006 du Code de procédure civile) et la sentence des arbitres est un jugement, emportant par lui-même autorité de chose jugée, bien qu'une ordonnance du président du tribunal soit nécessaire pour lui conférer la force exécutoire

(article 1020 du Code de procédure civile). Ce caractère de jugement suffit pour que la publication d'une sentence arbitrale puisse se prévaloir de la faculté consacrée par l'article 39 § 2 de la loi de 1881, alors même que, suivant l'opinion généralement reçue et consacrée par la jurisprudence (1), le prononcé de la décision en présence des parties ne serait pas exigé par la loi. Le tribunal de la Seine a jugé en ce sens dans une espèce où les arbitres, saisis d'une demande en dommages-intérêts avaient, sans statuer sur cette demande, autorisé le demandeur à « faire publier la sentence dans trois journaux et à la faire afficher au nombre de 500 exemplaires partout où il le jugerait convenable, le tout aux frais de son adversaire ». Le tribunal, reproduisant sans en modifier les termes l'opinion de Merlin précédemment citée par nous, rejette l'opposition formée contre la sentence d'exequatur : « Attendu... que dans un pays où la presse est libre, toute partie qui obtient une semblable sentence peut la faire imprimer ou afficher comme bon lui semble ; que, dès lors, l'autorisation accordée par des juges ou arbitres, de faire imprimer ou afficher une sentence à un certain nombre d'exemplaires, n'a point pour objet de consacrer le droit de faire imprimer ou afficher, mais celui de se faire rembourser par la partie adverse les frais de l'impression et de l'affiche ; — Que, dans l'espèce, les arbitres en autorisant l'insertion dans les journaux et l'affiche, n'ont donc statué que sur une question de condamnation pécu-

(1) Bordeaux, 30 novembre 1825, Pille-Grenet c. Renaud, Dalloz répert. v^o Arbitrage, n^o 1183.

naire et de dommages-intérêts dont ils étaient saisis... » Sur appel, le jugement fut, il est vrai, infirmé par la Cour de Paris (1), mais seulement pour ce motif qu'en ordonnant l'impression et l'affiche de la sentence arbitrale, au lieu de statuer sur la demande en dommages-intérêts dont ils étaient saisis, les arbitres avaient « prononcé sur choses non demandées », *ultra petita*. Le considérant du tribunal de la Seine fondé sur le caractère licite de la publication de la sentence n'a pas été contesté par l'arrêt.

Les décisions des juridictions disciplinaires peuvent-elle être publiées ? (2) Les juridictions disciplinaires sont de divers ordres. Les unes, comme les conseils de discipline constitués dans les différents services publics, les conseil académiques, départementaux, le Conseil supérieur de l'instruction publique, sont des juridictions purement administratives. D'autres, comme le conseil de l'ordre des avocats (3), les chambres syndicales des diverses catégories d'officiers ministériels, avoués, notaires, huissiers, les cours et tribunaux, le conseil supérieur de la magistrature, se rattachent à l'organisation judiciaire. Les décisions de ces juridictions ont un caractère tout spécial. L'action disciplinaire est, en effet,

(1) Paris, 26 janvier 1839, Bourbonne c. Demarson, Dalloz, répert. V^o Arbitrage, n^o 1040.

(2) V, sur les juridictions disciplinaires, Nézard, *Les principes généraux du droit disciplinaire*, Thèse, Paris 1903.

(3) V. Massoné, *La juridiction du barreau*, avec préface de M. A. Le Poittevin, 1912.

distincte à la fois de l'action publique et de l'action civile. Tandis que l'action publique, exercée devant les tribunaux de répression, a pour objet de donner satisfaction à l'intérêt social lésé par le fait incriminé, l'action disciplinaire est inspirée par le seul souci de maintenir intacts l'honneur et la bonne réputation du corps auquel appartient l'inculpé. Elle peut être exercée à l'occasion de tout acte de nature à nuire au bon renom de ce corps (1), alors même qu'aucun fait qualifié par la loi pénale ne serait relevé. L'action disciplinaire, d'autre part, n'est pas subordonnée, comme l'action civile, à l'existence d'un préjudice causé aux tiers. D'où il résulte que la sanction disciplinaire est à la fois distincte de la peine et de la réparation civile. Elle constitue en quelque sorte une mesure d'ordre intérieur, une « correction domestique ». Ce sont les termes mêmes dont s'est servie la Chambre des Requêtes, dans un arrêt en date du 3 mars 1829 (2) : « Attendu que l'amende, les restitutions, les dommages-intérêts, emportant des réparations, même des peines pécuniaires, sortent de la classe des mesures de simple discipline, qui sont *domestica potius castigatio, quam publica quaedam judicii forma*. »

(1) Ordonnance du 20 novembre 1822, contenant règlement sur l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau. Art. 12. Les attributions du conseil de discipline consistent... 2° à exercer la surveillance que l'honneur et les intérêts de cet ordre (des avocats) rendent nécessaires ; 3° à appliquer, lorsqu'il y a lieu, les mesures de discipline autorisées par les règlements. — Art. 14 : Les conseils de discipline sont chargés de maintenir... les principes de modération, de désintéressement et de probité sur lesquels repose l'honneur de l'ordre des avocats. Ils surveillent les mœurs et la conduite des avocats stagiaires...

(2) Cass. req. 3 mars 1829, Int. de la loi c. Giro, Dalloz, répert, v° discipline judiciaire n° 66, en note.

Quelle est la nature juridique de la décision disciplinaire ? Constitue-t-elle un jugement, auquel doit s'appliquer le principe de libre publication, en conformité de l'article 39 § 2 de la loi de 1881 ? Des distinctions s'imposent. La jurisprudence, par divers arrêts, semble avoir choisi comme critérium le fait que la sentence a été ou non prononcée en audience publique. « Attendu, en droit, porte l'arrêt précité de 1829, que toute condamnation des huissiers à l'amende, à la restitution et aux dommages-intérêts, pour des faits relatifs à leurs fonctions, doit être prononcée par les tribunaux ; que les tribunaux ne peuvent prononcer qu'en séance publique, et étant constitués de la manière et dans les formes établies par la loi ; que les arrêtés pris par les tribunaux, réunis en Chambre du Conseil, ne sont pas des jugements, mais de simples résolutions, concernant le plus souvent l'administration intérieure... » Il a été jugé dans le même sens (1) que si un tribunal saisi d'une poursuite disciplinaire contre un officier ministériel, au lieu de statuer en Chambre du Conseil, prononçait sa décision en audience publique, dans la forme et avec la qualification de jugement, il commettrait un excès de pouvoir, susceptible de justifier un pourvoi en cassation.

Il faut donc s'attacher, pour déterminer le caractère des décisions disciplinaires, au point de savoir si elles ont été, ou non, rendues publiquement. Seules constitueront des jugements celles qui auront fait l'objet d'un

(1) Cass. req. 15 janvier 1883, Proc. Gén. près la Cour de Cass. c. Martin, D. 1883, I, 355.

prononcé public. Ceci posé, on ne devra pas considérer comme ayant le caractère de jugements les décisions émanant des juridictions disciplinaires administratives ou des chambres syndicales, qui, statuant sur des questions d'ordre corporatif, n'admettent pas le public à leurs délibérations (1),

En ce qui concerne les cours et tribunaux, et le Conseil supérieur de la magistrature, la législation qui, au point de vue de la publicité règle leur juridiction disciplinaire, est loin d'être uniforme. La loi du 30 août 1883 qui, dans son article 13, a organisé la Cour de Cassation comme conseil supérieur de la magistrature, n'a rien innové à cet égard. Et on en conclut qu'il faut maintenir la tradition antérieure reconnaissant à la Cour un pouvoir discrétionnaire. En fait, et suivant les espèces, elle a prononcé disciplinairement, tantôt à huis-clos, tantôt en audience publique (2).

Pour les cours et tribunaux, l'organisation de la juridiction disciplinaire paraît, au point de vue de la publicité, quelque peu incohérente. Contre les avocats, sur appel de la décision du Conseil de l'ordre (article 27 de l'ordonnance du 20 novembre 1822) et contre les officiers ministériels, jusqu'à une loi du 10 mars 1898, il devait être procédé disciplinairement en Chambre du Conseil, à huis-clos, sauf lorsqu'il s'agissait d'une faute de discipline commise à l'audience, auquel cas le jugement était public (article 103, décret du 30 mars 1808). Il était éga-

(1) Dalloz, répert. v^o Discipline judiciaire, n^o 79,

(2) Dalloz, répert. v^o Discipline judiciaire, n^o 496, et supp. au répert, n^o 422.

lement, pour faute disciplinaire, procédé par jugement en audience publique contre les notaires (article 53, loi du 25 ventôse an XI) sans que l'on ait jamais bien pu établir la raison de cette différence de traitement entre les officiers ministériels et eux. La loi du 10 mars 1898 a quelque peu modifié la situation antérieure, en ce qui concerne du moins les officiers ministériels. Dans son article 2, elle déclare ne plus maintenir que la première disposition de l'article 103 du décret du 30 mars 1808, relative aux fautes de discipline commises à l'audience, et abroger la disposition suivante du même article, aux termes de laquelle les mesures à prendre pour les fautes de discipline non commises à l'audience devaient être « arrêtées en assemblée générale, à la Chambre du Conseil ». D'où il semble résulter que, seuls, aujourd'hui, les avocats poursuivis disciplinairement sur appel d'une décision du Conseil de l'ordre peuvent prétendre être jugés à huis-clos.

Quoi qu'il en soit, s'il faut, pour caractériser les décisions disciplinaires du Conseil supérieur de la magistrature et des Cours et tribunaux appliquer le critérium précédemment indiqué, on arrive à des résultats quelque peu singuliers. Sera un jugement la décision rendue par la Cour de Cassation contre un magistrat si elle est prononcée en audience publique, et non si elle est rendue à huis-clos. Sera un jugement la décision disciplinaire d'un tribunal visant un notaire ou un huissier, et non la décision prise par la Cour d'appel contre un avocat, sur appel de la décision du Conseil de l'ordre.

Quant à la publication de ces diverses catégories de décisions, si nous faisons ici application des principes antérieurement dégagés, nous arrivons à cette solution que, seules, pourront se prévaloir de la faculté reconnue par l'article 39 § 2 de la loi de 1881 les décisions qualifiées jugements, parce que prononcées publiquement.

Quant aux autres, qu'elles émanent des juridictions administratives ou conseils de discipline, des chambres syndicales d'officiers ministériels ou du Conseil de l'ordre des avocats, de la Cour d'appel ou du Conseil supérieur de la magistrature, elles ne bénéficieront pas du principe de libre publication, parce que n'ayant pas été rendues publiquement elles ne sont pas des jugements. Leur publication par la voie de la presse ou de l'affiche ne sera sans doute pas nécessairement illicite; les recueils d'arrêts ont maintes fois reproduit de telles décisions, et les articles 102 du décret du 30 mars 1808 et 2 de la loi du 10 mars 1898, après avoir énuméré les sanctions disciplinaires que peuvent encourir les officiers ministériels, ajoutent : « l'impression et même l'affiche des jugements à leurs frais pourront aussi être ordonnées. » Mais la publication volontaire, par cela seul qu'elle ne sera pas protégée par la disposition de l'article 39 § 2 de la loi de 1881, pourra, suivant les cas, être considérée comme illicite ou comme abusive, sans que les juges aient à fonder leur appréciation, en dehors du fait de la publication elle-même, sur quelque circonstance complémentaire ou extérieure. C'est en ce sens, à notre avis, qu'il convient d'interpréter un arrêt de la Cour de Toulouse en date du

22 juillet 1885 (1), qui, statuant sur une poursuite disciplinaire dirigée contre un avocat à la suite de débats ayant eu lieu antérieurement devant la Cour elle-même, constate dans ses considérants : « que les conseils de discipline sont de leur nature des tribunaux de famille, d'un caractère exceptionnel... ; que les débats devant la Cour ayant eu lieu en Chambre du Conseil, il n'est point possible, soit au point de vue disciplinaire, soit autrement de les divulguer ou d'en faire état ; que la procédure secrète qui a été suivie exclut tout droit d'invoquer ou de rappeler aucun passage des documents versés ou des plaidoiries prononcées... » Les termes mêmes de ces considérants peuvent être considérés comme ayant une portée générale, susceptible d'application aussi bien aux décisions qu'aux débats, lorsqu'elles ont été rendues en dehors de la publicité de l'audience, et aussi bien en matière disciplinaire qu'en tout autre matière.

Dans tous les cas où, pour un des motifs précédemment indiqués, la publication d'une décision judiciaire ne peut se prévaloir de la disposition de l'article 39 § 2 de la loi de 1881, nous avons été amenés à admettre une exception à la généralité d'application du principe de libre publication des jugements. Nous avons dû reconnaître cependant que, dans ces cas mêmes, la publication volontaire ne constitue pas toujours et nécessairement un fait

(1) Toulouse, 22 juillet 1885, Calhiat c. Conseil de l'ordre des avocats de Moissac, D. 1886, 2, 275.

illicite. Il en est autrement dans deux hypothèses où le législateur a expressément voulu consacrer une dérogation au principe de libre publication. Ces deux hypothèses sont prévues dans les lois des 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents (1) et 2 juillet 1919 portant règlement transactionnel pour cause générale de guerre entre les commerçants et leurs créanciers. Dans l'un et l'autre cas, le législateur s'est inspiré du même motif favorable : éviter qu'une trop grande publicité donnée à une décision judiciaire puisse nuire au relèvement moral ou pécuniaire de celui qu'elle concerne.

L'article 19 de la loi du 22 juillet 1912, après avoir limité la publicité des débats devant le tribunal pour enfants et adolescents, et interdit le compte rendu de ces débats, ajoute dans son paragraphe 5 : « Le jugement ou l'arrêt sera rendu en audience publique et pourra être publié, mais sans que le nom du mineur puisse être indiqué autrement que par une initiale ». La publication de la décision rendue contre un mineur de treize à dix-huit ans par le tribunal pour enfants et adolescents est donc illicite lorsqu'elle contient indication complète du nom de cet enfant. La pensée du législateur n'est pas douteuse : Il ne faut pas qu'un mineur de treize à seize ans condamné pour crime ou délit, ou un mineur de seize à dix-huit ans condamné pour délit, voie sa réputation perdue à jamais par la divulgation de la condamnation

(1) Garçon. Quelques observations sur le projet de loi relatif aux tribunaux d'enfants et adolescents, *Revue politique et parlementaire*, 1911.

qu'il a encourue. L'exemplarité de la peine sera suffisamment assurée si le jugement publié mentionne simplement l'initiale du nom du coupable. Si telle est la pensée de la loi, il semble que la restriction qu'elle apporte au droit de publication devrait s'étendre au jugement prononcé par le tribunal civil en cas d'infraction commise par un mineur au-dessous de treize ans. Plus encore que le mineur de treize à dix-huit ans celui-ci, en effet, mérite l'indulgence de la loi. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'affaire est soustraite à la juridiction répressive et sanctionnée par une mesure n'ayant pas le caractère de peine. L'article 1^{er} de la loi de 1912 indique expressément que la décision concernant le mineur au-dessous de treize ans ne sera pas inscrite au casier judiciaire. Cependant l'article 6, qui, pour ce mineur restreint la publicité des débats en Chambre du conseil, se borne à ajouter : « la décision motivée est lue en audience publique », sans faire aucune allusion à la publication de cette décision, la laissant par suite soumise au principe général consacré par l'article 39, § 2 de la loi de 1881. Le § 5 de l'article 19 de la loi de 1912, qui déclare possible, en la restreignant, la publication du jugement rendu contre un mineur de treize à dix-huit ans, n'est pas déclaré d'autre part, à la différence des paragraphes qui le précèdent, applicable au mineur au-dessous de treize ans et nous avons vu que ce silence de la loi n'implique pas que la décision rendue à l'égard de ce dernier ne puisse être publiée. D'où cette conséquence, singulièrement illogique, que, dans l'état actuel de la loi,

tandis que le nom du mineur de treize à dix-huit ans, condamné par le tribunal pour enfants et adolescents ne peut être indiqué dans un journal que par une initiale, rien n'empêche que le nom d'un mineur au-dessous de treize ans, à l'égard duquel le tribunal civil aura pris une décision pour un fait qualifié crime ou délit, ne soit publié en son entier. La publication pourra même, dans ce cas, se prévaloir de la disposition de l'article 39, § 2 de la loi de 1881, car aux termes de l'article 6, dernier alinéa, de la loi de 1912, la décision motivée de la Chambre du Conseil est lue en audience publique.

Autre observation ; au cas d'infraction aux dispositions interdisant le compte rendu des débats des tribunaux pour enfants ainsi que la reproduction de tout portrait ou illustration concernant les mineurs poursuivis, l'article 19, § 3 édicte, comme sanction, une amende de 100 à 2.000 francs prononcée par le tribunal correctionnel. La disposition du § 5 du même article qui interdit la publication du nom du mineur, autrement que par une initiale, n'édicte au contraire aucune sanction, d'où cette conséquence trop aisée à prévoir, que, dans la pratique cette restriction du droit de publication n'est pas toujours respectée (1).

Plus prévoyante, à ce point de vue, s'est montrée la loi

(1) C'est ainsi que, dans le *Bulletin des arrêts de la Cour de Cassation*, certains arrêts peuvent être relevés qui mentionnent en entier les noms des enfants (v. notamment Cass. 31 décembre 1914, *Bull. crim.* 1914, n° 472). Il convient d'observer toutefois que l'arrêt publié est celui de la Cour suprême et non le jugement du tribunal pour enfants qui a fait l'objet d'un pourvoi ; mais comme l'arrêt admettant ou rejetant ce pourvoi mentionne, avec le nom de l'enfant, la décision dont il a été l'objet, l'esprit de la loi de 1912, sinon son texte même, se trouve méconnu.

du 2 juillet 1919, qui, à l'imitation de certaines législations étrangères, organise d'une manière transitoire, en faveur des débiteurs commerçants victimes de la guerre, un régime de concordat préventif. Toutes les décisions à intervenir au cours de l'instance qui a pour objet de régler la situation du débiteur doivent être inscrites sur un répertoire tenu au greffe, et qui sera communiqué sans déplacement et sans frais à quiconque justifiera d'un intérêt pour obtenir cette communication. Mais, aux termes de l'article 2, que confirment les dispositions des articles 4, 13 et 14, aucune autre publicité ne peut être donnée aux mentions du répertoire, à peine de cent francs d'amende contre les contrevenants, et des dommages-intérêts, s'il y a lieu. Cette sanction s'appliquera, sans conteste, à toute publication par la voie de la presse ou par l'affiche. Le législateur a voulu, par là, éviter que la situation du débiteur et le règlement transactionnel qui le maintient à la tête de ses affaires puissent être l'objet d'une publicité excessive, de nature à lui nuire gravement et à compromettre pour l'avenir son relèvement pécuniaire.

Après avoir déterminé les jugements auxquels s'applique la disposition de l'article 39, § 2 de la loi du 29 juillet 1881, nous devons rechercher ce qu'il faut entendre par jugement, aux termes de ce texte. Il semble que la question ne devrait pas même se poser. Le code de

procédure, dans son article 141, précise en effet le contenu de tout jugement, à savoir : « les noms des juges, du procureur de la République, s'il a été entendu, ainsi que des avoués ; les noms, professions et demeures des parties, leurs conclusions, l'exposition sommaire des points de fait et de droit, les motifs et le dispositif. . . » Telle est la définition légale du jugement, en matière civile du moins. En matière répressive, les articles 163 et 195 du code d'instruction criminelle indiquent que les jugements doivent contenir deux parties, les motifs et le dispositif. Il semble donc que c'est à tout jugement rentrant, suivant la matière, dans une de ces deux définitions, que devrait s'appliquer la faculté de publication reconnue par la loi du 29 juillet 1881.

Telle n'est pas cependant la solution qui prévaut parmi les auteurs, du moins en ce qui concerne les jugements rendus par les juridictions civiles. Seule, la partie du jugement qui est lue à l'audience, motifs et dispositifs, pourrait faire l'objet d'une publication par l'affiche ou par le journal, à l'exclusion de l'exposé du point de fait et de droit, de ce que, dans le langage de la procédure, on appelle les « qualités du jugement. » On en donne pour motif que la libre publication des décisions judiciaires est le corollaire et le prolongement du prononcé public de la sentence. Elle ne saurait donc s'étendre à autre chose qu'à ce qui a été prononcé. « Aucune limitation n'existe à la publication par la voie de la presse des jugements. Des jugements, c'est-à-dire à la fois des motifs et du dispositif. Cette expression doit comprendre tout cela. La

connaissance du seul dispositif ne permettrait pas à l'opinion de remplir son rôle de contrôle et de soutien. Ce mot n'implique rien de plus. Il ne renferme pas les qualités, reproduction fidèle de tous les actes de la procédure et des moyens de défense des parties, véritable compte-rendu dont la publication à titre de jugement irait, dans certaines hypothèses, contre la prohibition des premiers alinéas de l'article 39. D'ailleurs motifs et dispositif sont seuls lus à l'audience. La publication est le prolongement de la publicité de cette audience. Voilà pourquoi elle est toujours permise pour tous les jugements quels qu'ils soient (1). »

Nous avons quelque peine à nous rallier à cette opinion, malgré les autorités dont elle peut se prévaloir ; elle nous paraît, en tout cas, comporter dans l'application de sérieuses réserves. Nous avons nous-mêmes reconnu que la libre publication des jugements est le corollaire de la publicité de l'audience, et trouve sa justification rationnelle dans le prononcé public de la sentence. Nous avons dû cependant admettre, soit à raison des principes généraux du droit, soit à raison de la généralité des termes de l'article 39, § 2 de la loi de 1881, que les ordonnances et arrêts de règlement (2) émanant des juridictions d'instruction peuvent toujours être publiés, alors même qu'ils auraient échappé complètement à la

(1) Gazin, *De la publicité de la justice criminelle*, p. 55. — Voir également dans le même sens, Barbier, *Code expliqué de la presse*, t. II, n° 750 ; Garraud, *Instruction criminelle*, t. III, n° 1174,

(2) V. Garraud, *Instruction criminelle*, t. III, p. 374 : Caractère-définitif de l'ordonnance ou de l'arrêt de règlement,

publicité de l'audience, parce qu'ils sont des jugements. Pour les mêmes raisons, nous admettrons que tout ce qui fait partie du jugement peut être publié, — les qualités comme les motifs et le dispositif, — bien que, seuls, les motifs et le dispositif fassent l'objet d'un prononcé public. S'il en était autrement, si le législateur avait voulu, comme on le prétend, exclure de la faculté de publication les qualités du jugement, il l'eût dit expressément, ainsi qu'il l'a fait dans certains autres textes, par exemple dans l'article 16, § 2 de la loi du 18 juillet 1828, aujourd'hui abrogée, aux termes duquel : « Dans toutes les affaires civiles ou criminelles où un huis clos aura été ordonné, les journaux ne pourront, sous peine de 2.000 francs d'amende, publier que le prononcé du jugement ». La rédaction de l'article 39, § 2 de la loi de 1881 est toute différente et n'impose nullement une interprétation restrictive.

On objecte, il est vrai, que les qualités, résumant la procédure et reproduisant les moyens de défense des parties, constituent un véritable compte-rendu du procès. Mais le compte-rendu des débats judiciaires, lorsqu'il est fidèle et fait de bonne foi, bénéficie, aux termes de l'article 41 de la loi de 1881, d'une véritable immunité, et on ne saurait contester que les qualités du jugement, si elles constituent un compte-rendu des débats judiciaires, présentent du moins les caractères de fidélité et de bonne foi, puisque, une fois annexés à la minute, elles font foi jusqu'à inscription de faux et que, si elles soulèvent un désaccord entre les représentants des deux parties, leur

rédaction est réglée par le juge lui-même (article 145, C. proc.). Il est vrai que, dans un certain nombre de cas prévus par le paragraphe premier de l'article 39 de la loi de 1881 et par divers autres textes, il est interdit de reproduire les débats judiciaires. C'est dans ce cas seulement, à notre avis, que la publication des qualités pourrait être considérée comme ne rentrant pas dans la faculté de publication consacrée par l'article 39, § 2. Encore faut-il observer qu'il y a une grande différence entre le compte rendu des débats judiciaires, qui émane d'un journaliste et les qualités d'un jugement, rédigées par un officier ministériel sous le contrôle du juge. On comprendrait donc fort bien que l'interdiction de rendre compte des débats n'emportât pas celle de publier les qualités du jugement.

Il ne nous reste plus qu'à rechercher comment, en fait, est assurée la libre publication des jugements, et par quels moyens les parties ou les tiers peuvent se procurer le texte de la décision qu'ils ont l'intention de reproduire.

Il semble tout d'abord qu'un procédé très simple soit à la portée de tous. La justice est publique : il suffit donc d'assister à l'audience et d'y copier ou sténographier le jugement au moment du prononcé, en vue d'une publication ultérieure. La chronique judiciaire est un des devoirs de la presse, et la presse est de nos jours un des

organes de la vie publique. Les journalistes ont donc tout naturellement leur place réservée au prétoire. Cela ne saurait cependant suffire. D'une part, il est impossible d'assister à toutes les audiences; le jugement que l'on désire reproduire peut être d'ailleurs un jugement déjà ancien. D'autre part, le prononcé public du jugement peut, même pour la publication des décisions actuelles, ne pas fournir à l'auditeur un moyen suffisant (1). L'habitude s'est en effet trop souvent établie, à Paris notamment, que le jugement du tribunal correctionnel rendu sur le siège se borne à énoncer le chiffre de la condamnation : « trois mois de prison, deux cents francs d'amende », sans l'avoir fait précéder de l'indication orale des motifs et du dispositif. Pratique déplorable, à laquelle n'échappent pas toujours les tribunaux de commerce, et dont le premier résultat est de mettre les représentants de la presse, malgré leur présence à l'audience, dans l'impossibilité de publier intégralement le jugement. Si l'on admet d'ailleurs, comme nous l'avons fait, que la faculté de publication reconnue par l'article 39 § 2 de la loi de 1881 s'étend aux qualités du jugement, la publicité de l'audience ne saurait, d'une manière suffisamment complète, assurer l'exercice de cette faculté.

Si donc, pour un motif ou pour un autre, on n'a pu prendre soi-même, ou faire prendre pour son compte, le texte littéral du jugement prononcé à l'audience, ou si on

(1) V. Garraud, *Instruction criminelle*, t. III, n° 1246, II, p. 586.

veut publier en outre les qualités de ce jugement, peut-on, après coup, s'en faire délivrer copie intégrale ou par extrait ? En d'autres termes, le principe de libre publication emporte-t-il le droit d'exiger des greffiers qui en conservent les minutes, communication écrite des décisions judiciaires ?

L'affirmative n'est pas douteuse en ce qui concerne les parties au procès. Elle se fonde, non seulement sur les principes généraux de droit, mais sur plusieurs textes législatifs. C'est d'abord l'article 853 du Code de procédure civile, aux termes duquel : « Les greffiers et dépositaires des registres publics en délivreront, sans ordonnance de justice, expédition, copie ou extrait à tous requérants, à la charge de leurs droits, à peine de dépens, dommages et intérêts ». C'est encore l'article 56 du décret du 18 juin 1844, contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police, et tarif général des frais. Aux termes de ce texte, « en matière correctionnelle et de simple police, aucune expédition ou copie des pièces de la procédure ne pourra être délivrée aux parties sans une autorisation expresse du procureur général. Mais il leur sera délivré, sur leur seule demande, expédition de la plainte de la dénonciation, des ordonnances et des jugements définitifs. Toutes ces expéditions seront à leur frais (1) »,

(1) L'article 64 du décret du 5 octobre 1920, qui remplace le décret du 18 juin 1844 est conçu en termes quelque peu différents :

Article 64. — « En matière correctionnelle ou de simple police, il peut être délivré aux parties et à leurs frais :

1° Sur leur demande, expédition de la plainte ou de la dénonciation et des ordonnances définitives ;

Le même droit d'exiger des greffiers expédition ou copie des jugements était également reconnu aux tiers, jusqu'à ces dernières années. On fondait cette solution, non seulement sur la disposition de l'article 39 § 2 de la loi de 1881, qui eût été lettre morte si le journaliste désireux de publier une décision judiciaire se fût trouvé, par suite du refus du greffier, dans l'impossibilité d'en avoir communication, mais sur le texte précédemment cité de l'article 853 du code de procédure civile, qui confère à tous requérants le droit d'obtenir, sans avoir besoin d'aucune autorisation de justice, expédition, copie ou extrait des registres tenus au greffe. On faisait observer que cette disposition s'applique, non seulement aux jugements rendus en matière civile, mais aux décisions des juridictions administratives et répressives, les textes du Code de procédure civile ayant une portée

2° Avec l'autorisation du procureur-général, expédition de toutes les autres pièces de la procédure ».

Il n'est plus question de l'expédition des jugements, comme dans l'article 56 du décret du 18 juin 1811 ; mais il ne faudrait pas en conclure que les parties ont perdu le droit d'exiger, sans avoir besoin d'aucune autorisation, une semblable expédition. L'article 65 du décret de 1920 confère en effet ce droit aux tiers étrangers à l'affaire :

Article 65. — « En matière criminelle, correctionnelle ou de simple police, aucune expédition, *autre que celle des arrêts et jugements définitifs*, ne peut être délivrée à un tiers, sans une autorisation du procureur-général. »

Puisque les tiers peuvent, en vertu même de ce texte nouveau, exiger copie du jugement, sans avoir à justifier d'aucune autorisation, il va de soi que le même droit ne saurait être contesté aux parties. Le silence de l'article 64, en ce qui les concerne, ne peut être interprété que comme un renvoi aux principes généraux du droit et à la disposition générale de l'article 853 du code de procédure civile. Si le texte a cru devoir faire allusion, d'autre part, à l'expédition des ordonnances, c'est que pour celles-ci le doute pouvait se concevoir, parce qu'à la différence des jugements elles ne font pas l'objet d'un prononcé public et auraient pu être considérées comme faisant partie d'une procédure dont il importait d'assurer le secret.

générale toutes les fois qu'il n'y est pas spécialement dérogé. La généralité même des termes de l'article 853, qui vise les « greffiers et dépositaires des registres publics », eût suffi à justifier cette extension. Une lettre ministérielle du 20 août 1827 (1) avait enfin consacré cette solution. « On ne peut refuser, porte ce document, de délivrer expédition d'un arrêt ou d'un jugement rendu en matière criminelle, correctionnelle ou de police, même lorsque celui qui la réclame est un tiers non intéressé dans l'affaire. L'article 56 du décret du 18 juin 1811 n'a point dérogé à l'article 37 de la loi du 7 messidor an 11, ni à l'article 853 du code de procédure civile; il n'a pour but que d'assurer le secret des procédures criminelles non terminées. » En conformité de cette circulaire, la jurisprudence reconnaissait aux tiers le droit de se faire délivrer copie des jugements des juridictions de répression, comme de ceux des juridictions civiles. Certaines résistances s'étaient produites, cependant, de la part des greffiers qui, parfois, exigeaient pour délivrer copie d'un arrêt criminel ou d'un jugement correctionnel une autorisation du procureur général. Cette prétention fut soutenue, en 1899, par le greffier du tribunal de Nice, vis-à-vis d'un avocat qui, pour obtenir expédition d'un jugement correctionnel, invoquait le droit inscrit dans la loi au profit de tout citoyen. Le greffier répondait : (2) « que Ch... H... confond la délivrance des

(1) Gillet et Demoly, *Analyse des circulaires, instructions et décisions émanées du Ministère de la Justice*, t. I. p. 397.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 1^{er} avril 1899.

expéditions des jugements civils visée par l'article 853 du code de procédure civile, avec la délivrance des expéditions des jugements correctionnels, qui ne peut être opérée qu'avec l'autorisation du parquet général ». Le Ministre de la Justice, saisi du conflit par la voie du recours gracieux, le résolut en faveur des tiers, ainsi qu'il résulte d'une dépêche adressée par son ordre au procureur de la République de Nice en date du 16 mars 1899, dépêche dans laquelle il est dit : M. le Garde des Sceaux estime que, conformément aux prescriptions de la lettre de sa Chancellerie du 20 août 1827, il y a lieu d'accueillir la requête de M. H. . . tendant à la délivrance d'expédition de jugements correctionnels. »

Dix années plus tard, dans une circulaire en date du 26 janvier 1909 (1), signée de M. Aristide Briand, le Ministère de la Justice revenant sur l'interprétation traditionnelle qu'il avait adoptée relativement à l'article 853 du Code de procédure civile a prétendu refuser aux tiers le droit de se faire délivrer copie des jugements rendus au criminel. Cette circulaire, très fortement motivée, appelle un examen approfondi. Nous la reproduisons *in extenso* ci-après :

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes,
à M. le Procureur Général près la Cour d'appel de*

« Mon attention a été appelée sur les abus auxquels donne lieu l'usage qui s'est établi dans beaucoup de greffes, de délivrer à tous venants des expéditions d'arrêts

(1) *Bulletin officiel du Ministère de la Justice*, 1909, p. 30.

ou jugements rendus en matière criminelle ou correctionnelle.

« Cette pratique se recommande d'instructions particulières, qui, à propos de diverses espèces ont été données par certains de mes prédécesseurs, et notamment d'une dépêche du 20 août 1827 qui n'a pas été insérée dans le *Recueil officiel des instructions et circulaires du Ministère de la Justice*, mais à laquelle il est fait allusion dans plusieurs ouvrages.

« La jurisprudence qui s'est ainsi instituée n'aurait pas dû survivre à la loi du 5 août 1899 sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit.

« Il convient même d'observer que, dès avant cette loi, elle soulevait de graves objections.

« L'article 853 du Code de procédure civile porte que « les greffiers et dépositaires des registres publics en délivreront sans ordonnance du président, expédition, copie ou extrait, à tous requérants, à la charge de leurs droits, à peine de dépens, dommages et intérêts ». Mais si généraux que soient les termes dudit article, ses dispositions sont nécessairement limitées au domaine propre du Code de procédure civile ; elles ne sauraient déborder sur celui du Code d'instruction criminelle et, dans le silence de ce code, elles ne sont pas applicables de plein droit en matière criminelle ou correctionnelle.

« Au surplus, les principes généraux de notre droit pénal me semblent s'opposer à la délivrance à tous requérants d'expéditions de jugements ou arrêts de condamnation. En effet, les condamnations ne doivent recevoir que la publicité prévue par la loi ; cette publicité, en règle générale, résulte uniquement de celle de l'audience pour les affaires correctionnelles ; elle comporte, en outre, pour certaines de ces affaires placées sous un régime spécial et pour toutes affaires criminelles, l'affichage par extrait (article 36 du Code pénal). Toute publicité supplémentaire est une aggravation de pénalité qui doit être considérée comme interdite par cela même qu'elle n'a pas été autorisée par la loi.

« Or la délivrance d'expéditions d'arrêts et jugements à

tous venants constitue un mode de publicité comparable à celui qui a été institué pour les actes de l'état civil par l'article 45 du Code civil; à défaut d'une disposition législative analogue, j'incline à admettre qu'elle était déjà proscrite avant la loi du 5 août 1899.

« En tout cas, elle est certainement prohibée depuis cette loi.

« Comment, alors que l'article 6 de la loi du 5 août 1899 dispose que l'extrait du casier judiciaire, dit bulletin n° 3, peut être réclamé uniquement par la personne qu'il concerne et qu'il ne doit être délivré à un tiers dans aucun cas, les tiers auraient-ils le droit de se faire délivrer non plus seulement un simple certificat attestant l'existence de condamnations, mais le texte *in extenso* des arrêts et jugements de condamnation ?

« Comment, alors que des condamnations cessent d'être inscrites au bulletin n° 3 d'après l'article 8 de la loi du 5 août 1899 et sont même effacées par la réhabilitation de droit suivant l'article 10 à l'expiration de certains délais, serait-il loisible à des tiers d'obtenir connaissance de ces condamnations par la délivrance d'expéditions des jugements ou arrêts qui les ont prononcées ?

« Si de tels errements devaient être admis, l'œuvre de la loi du 5 août 1899 ne serait qu'un non-sens.

« Dès lors que les tiers ne peuvent demander la délivrance de bulletins n° 3, ils sont *a fortiori* sans droit pour obtenir une expédition d'arrêts ou de jugements de condamnation.

« Telle est la conclusion qui se dégage nécessairement de la loi susvisée.

« Je vous prie donc de veiller à ce que désormais il ne soit délivré d'expéditions, copies ou extraits des arrêts ou jugements portant condamnation en matière criminelle ou correctionnelle, qu'aux personnes qui ont été parties à l'instance.

« Les instructions contraires de mes prédécesseurs sont expressément rapportées.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de la présente circulaire et de la communiquer tant à vos subs-

tituts qu'à MM. les greffiers de votre ressort ; je vous adresse à cet effet le nombre d'exemplaires nécessaires.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Cultes,*
Aristide BRIAND.

A la date du 19 mai 1909 (1), un jugement du tribunal de Nice, admettant la thèse juridique soutenue dans la circulaire que nous venons de reproduire, refuse à toute personne qui n'a pas été partie au procès le droit de se faire délivrer copie d'un jugement correctionnel.

Nous ne saurions, pour notre part, nous rallier à cette thèse, qui nous paraît méconnaître tout à la fois la portée du principe de publicité de la justice et celle de l'article 853 du Code de procédure civile.

Il n'est pas douteux tout d'abord que le principe de libre publication des décisions judiciaires, consacré par l'article 39, § 2 de la loi du 29 juillet 1881, s'étend aux décisions des juridictions répressives comme aux jugements des juridictions civiles. Nous avons même eu l'occasion de constater que le législateur se montre particulièrement strict lorsqu'il s'agit d'assurer la publicité de la justice criminelle, puisqu'il refuse aux tribunaux de cet ordre, dans l'article 39, § 1^{er} de la loi de 1881, le droit qu'il reconnaît aux tribunaux civils d'interdire le

(1) Trib. de Nice, 19 mai 1909, Boullan c. Greffier du trib. civ. de Nice ; D. 1910. 2. 469, et note de M. le procureur général Loubat. Voir dans le même sens : Garraud, *Instruction criminelle*, t. III. pp. 591 et suiv. — En sens inverse. De la publicité des jugements criminels dans le dernier état de la pratique judiciaire, *Gaz. des tribunaux*, 22 octobre 1909, et *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1910, chronique judiciaire, pp. 408 et suiv.

compte-rendu des procès portés devant eux. Tous les jugements peuvent être publiés, ceux des tribunaux répressifs comme les autres ; il faut, par suite, qu'on puisse toujours s'en procurer le texte. Or, la circulaire du 26 janvier 1909, en reconnaissant aux seules parties le droit d'exiger expédition des jugements rendus au criminel, apporte à l'application du principe de libre publication un obstacle qui, dans certains cas, pourrait être insurmontable. Elle va donc directement à l'encontre du grand principe de publicité de la justice qui domine toute notre procédure moderne de jugement.

La circulaire soutient, il est vrai, que la loi organisant pour certaines décisions des juridictions répressives une publicité spéciale, sous la forme notamment de l'affichage par extrait, toute publicité supplémentaire est une aggravation de pénalité qui doit être considérée comme interdite, par cela seul que le législateur ne l'a pas autorisée spécialement. Mais on peut répondre que cet argument confond la publication légale ou judiciaire des jugements, parfois inspirée d'une pensée de pénalité, et la publication volontaire et libre, pour laquelle il existe une autorisation expresse de la loi contenue dans l'article 39, § 2 de la loi de 1881, autorisation générale, s'appliquant à tous les jugements. Le fait que, dans certains cas la loi prescrit l'affichage ou la publication par la voie de la presse d'un jugement, n'est nullement incompatible avec le droit reconnu à toute personne de publier librement — et sous sa responsabilité, — toute espèce de jugements. On ne saurait davantage s'arrêter à l'idée que « la

délivrance d'expéditions d'arrêts et jugements à tous venants » dût être interdite, parce qu'elle constituerait un mode de publicité analogue à celui qu'a organisé l'article 45 du Code civil pour les actes de l'état civil, ce qui est inadmissible en l'absence d'un texte. Ce texte existe, en effet, et c'est précisément l'article 853 du Code de procédure civile, qui s'applique « aux greffiers et dépositaires des registres publics ». Nul doute que cette dernière expression : « dépositaires des registres publics » puisse être considérée comme visant les officiers de l'état civil, alors surtout que l'article 855 du Code de procédure est précisément relatif à la rectification des actes de l'état civil. L'assimilation de ces actes et des jugements, au point de vue du droit d'en obtenir copie, résulte donc du texte même de la loi. Et cette constatation nous conduit à penser que, si pour permettre une dérogation à la portée générale de l'article 45 du Code civil et enlever aux tiers, dans certains cas, le droit de réclamer un extrait des registres de l'état civil, le législateur a dû lui-même intervenir, comme il l'a fait par la loi du 30 novembre 1906 (art. 57, C. civ.), le droit de réclamer une expédition des jugements, qui résulte pour les tiers de l'article 853 du Code de procédure civile, ne peut également leur être enlevé que par un texte législatif.

Or, d'une part l'article 853 du Code de procédure civile a, quoiqu'en dise la circulaire, une portée générale. Et, d'autre part, il n'existe pas de texte qui déroge à la généralité de son application pour les décisions des juridictions de répression. L'article 853 du Code de procé-

deure civile a, disons-nous, une portée générale. Cela résulte, ainsi que nous l'avons précédemment indiqué, de ses termes mêmes puisqu'il s'applique à tous « greffiers et dépositaires de registres publics », sans faire entre eux aucune distinction. Cela résulte également des principes généraux du droit, car il a toujours été admis que les dispositions du Code de procédure constituent le droit commun applicable même à d'autres matières que le droit civil, en l'absence de dispositions spéciales y dérogeant. C'est ainsi par exemple que la jurisprudence n'hésite pas à étendre aux citations correctionnelles les dispositions des articles 68 et suivants du Code de procédure relatifs aux exploits d'ajournement. Or aucun texte du Code d'instruction criminelle ne déroge à la disposition générale de l'article 853 du Code de procédure civile, qui, dès lors, doit être considéré comme s'appliquant aux décisions des juridictions répressives, aussi bien qu'aux jugements des tribunaux civils.

La circulaire de 1909 a cru pouvoir trouver, il est vrai, une telle dérogation dans la loi du 5 août 1899, dont l'article 6 interdit de délivrer aux tiers l'extrait du casier judiciaire constituant le bulletin n° 3. Ce serait, dit-on la preuve que le législateur a voulu, à dater de cette époque, consacrer en droit pénal le principe du secret des décisions judiciaires. De l'interdiction portée par la loi du 5 août 1899 relativement à la délivrance de l'extrait du casier judiciaire, il faudrait conclure, *a fortiori*, à l'interdiction de délivrer aux tiers copie des jugements rendus par les juridictions répressives. Et en admettant

même que l'article 853 du Code de procédure civile ait pu s'appliquer, avant la loi de 1899, aux décisions de ces juridictions, il aurait cessé depuis cette loi d'avoir une portée générale, par application de l'adage juridique bien connu, « *specialia generalibus derogant* ».

Cette argumentation ne saurait nous convaincre (1). De ce que le législateur a jugé nécessaire de restreindre la publicité du casier judiciaire, il ne s'ensuit nullement qu'il ait entendu porter une atteinte quelconque, directement ou indirectement, au grand principe de publicité de la justice criminelle. C'est ce principe qui, dans notre droit, reste la règle ; l'article 6 de la loi du 5 août 1899, dans sa disposition restrictive est un texte exceptionnel. Or les exceptions sont d'interprétation stricte, et ne sauraient être étendues à d'autres cas que ceux pour lesquels la loi les a édictées. L'article 6 de la loi de 1899 s'explique d'ailleurs parfaitement par le seul désir du législateur de mettre un terme à la pratique antérieure qui, dans certains cas, autorisait la communication du dossier à des tiers, sans qu'il soit besoin de trouver dans ce texte l'affirmation d'un principe nouveau devant avoir une portée générale. Le casier judiciaire et la libre publication des jugements sont deux institutions qui s'inspirent de conceptions sensiblement différentes, et nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer qu'on ne peut raisonner ni par analogie, ni par *a fortiori*, de l'une à l'autre. On peut

(1) Cf. A. Maulmond, *Commentaire de la loi du 5 août 1899, dans les Lois nouvelles*, 1900, 1^{re} partie, p. 167, et *Chronique judiciaire du Bulletin de la Société des prisons*, 1910, pp. 108 et suiv.

très bien comprendre que le législateur ait interdit de donner communication aux tiers d'un document où se trouvent mentionnés, en quelques lignes, tous les antécédents judiciaires d'un individu, sans qu'il soit logique et rationnel d'en conclure que le journaliste qui, dans un but professionnel et conformément au vœu de la loi elle-même, cherche à se procurer le texte d'une décision judiciaire, devra se la voir refuser par le greffier, dépositaire des minutes. S'il en était ainsi, le prétendu principe nouveau du secret des décisions judiciaires en matière pénale ne conduirait à rien moins qu'à la disparition de tout recueil d'arrêts criminels et le législateur, en même temps qu'il édictait l'article 6 de la loi de 1899, eût dû abroger les dispositions qui ordonnent la publication des décisions en matière criminelle de la Cour de Cassation, Observons d'ailleurs que la solution consacrée par la circulaire de 1909 va directement à l'encontre des principes jurisprudentiels de l'autorité absolue de la chose jugée au criminel. Comment un tiers qui, devant une juridiction civile, voudrait se prévaloir d'un jugement rendu antérieurement par un tribunal de répression pourrait-il le faire, si copie de cette décision devait lui être refusée, lorsqu'il la sollicite ? L'interprétation ainsi donnée à l'article 853 du Code de procédure civile serait en contradiction flagrante avec celle que les interprètes du droit criminel donnent de l'article 3 du Code d'instruction criminelle.

De tout ce qui précède, nous concluons donc, contrairement à la circulaire de 1909 dont la valeur ne dépasse

d'ailleurs pas celle d'un document purement administratif, que l'article 853 du Code de procédure civile a conservé sa portée générale, et qu'en conséquence les tiers, comme les parties elles-mêmes, peuvent toujours, en s'adressant au greffe, obtenir expédition, copie ou extrait de la décision qu'ils veulent publier. (1)

La généralité d'application de ce principe comporterait cependant, d'après certains arrêts déjà fort anciens, une double exception : d'une part, relativement aux ordonnances des juges d'instruction rendues dans une procédure criminelle qui n'a pas abouti à un arrêt de mise en accusation, d'autre part, relativement aux décisions des juridictions disciplinaires même rendues en forme de jugements.

En ce qui concerne tout d'abord les ordonnances du juge d'instruction, la question s'est trouvée posée devant la Cour de Cassation de la manière suivante : le tribunal civil de Péronne, pour obtenir des éléments de preuve à l'occasion d'un procès qui lui était soumis, avait ordonné la communication des pièces d'une procédure criminelle terminée par une ordonnance de non-lieu ; son jugement fut l'objet d'un pourvoi formé dans l'intérêt de la loi et cassé par un arrêt en date du 17 juin 1834 (2). Le procu-

(1) L'opinion que nous venons de défendre trouve une confirmation dans le texte même de l'article 65 du décret du 5 octobre 1920, qui exclut expressément l'expédition des arrêts et jugements définitifs de celles pour la délivrance desquelles les tiers ont besoin d'obtenir une autorisation du procureur général. La question est donc aujourd'hui réglée dans le sens opposé à celui qu'indiquait la circulaire ministérielle par nous critiquée.

(2) Cass. civ., 17 juin 1834. Intérêt de la loi, aff. Pir... Dalloz, répert. v^o Compulsoire, note sous le n^o 10.

reur général Dupin avait pris, dans cette affaire des conclusions qu'il est intéressant de rapporter : « La procédure criminelle dans laquelle le tribunal civil de Péronne s'est cru autorisé à ordonner ainsi un compulsoire était une poursuite pour tentative d'assassinat, qui n'avait été suivie d'aucune solution définitive, mais seulement d'une ordonnance portant qu'il n'y avait lieu à suivre quant à présent. Ce tribunal s'est donc arrogé le droit de puiser, pour un procès civil, des éléments de preuve, dans les pièces d'une procédure criminelle restée encore dans l'état d'instruction secrète, et de livrer ces pièces à la publicité ainsi qu'aux débats d'une enquête et d'une contre-enquête civiles ; par une telle décision il a violé les principes de notre législation criminelle et commis un excès de pouvoir. En effet, les procédures criminelles tant qu'il n'y a pas eu encore arrêt de mise en accusation sont essentiellement secrètes ; la faculté de se faire délivrer expédition des pièces d'une telle procédure ne peut être considérée comme étant de droit commun ; elle n'existe au contraire, même à l'égard des parties, que lorsqu'elle leur est conférée par une disposition expresse de la loi. Or l'article 302 du Code d'instruction criminelle ne permet la communication des pièces, même au défenseur de l'accusé qu'après l'interrogatoire de ce dernier par le président de la Cour d'assises, et par conséquent lorsqu'il y a eu arrêt de mise en accusation ; d'où la conséquence que, s'il n'est pas intervenu de mise en accusation, comme dans l'espèce actuelle, n'y ayant pas de communication possible, même à l'égard des accusés

et de leur conseil, il ne doit point y en avoir, à plus forte raison à l'égard des tierces personnes étrangères à l'instruction. — Le secret des procédures criminelles, tant qu'il n'y a pas eu mise en accusation, est prescrit à la fois dans l'intérêt de l'action publique et dans celui des parties qui ont pu être l'objet de préventions non justifiées. — Le pouvoir que s'est arrogé le tribunal de Péronne est de nature à compromettre l'un et l'autre intérêts. Un pareil pouvoir aurait pour effet de contraindre la juridiction criminelle à livrer aux tribunaux civils les actes d'informations qui sont encore pendantes, ou qui, n'étant suspendues que par une ordonnance de non-lieu, peuvent être reprises ultérieurement. — Ces actes d'information se trouveraient ainsi livrés à une publicité prématurée, soumis à une controverse, à des débats, à des formes et à des juges étrangers à l'affaire criminelle qu'ils concernent. Enfin, plus tard, en cas de mise en accusation, ils n'arriveraient devant les tribunaux correctionnels ou devant les cours d'assises, qu'après avoir subi une discussion et un préjugé préalables de la part de juges incompetents sur l'affaire criminelle ». Les conclusions du procureur général Dupin visaient spécialement la communication des procès-verbaux d'interrogatoires, ainsi que des dispositions constituant le dossier de l'instruction préalable. Nul doute que les considérations invoquées par lui se fussent également appliquées à l'ordonnance de non-lieu qui avait clos cette instruction.

Nous savons cependant que, d'après l'article 56 du décret du 18 juin 1811, il doit être délivré aux parties, sur

leur seule demande, expédition des ordonnances et des jugements définitifs. Mais nous devons observer, d'une part, que le droit d'exiger cette communication est reconnu aux parties, non aux tiers, ceux-ci pouvant se prévaloir seulement de la disposition de l'article 853 du code de procédure civile ; en second lieu, que l'article 56 du décret du 18 juin 1811, d'après les termes de son premier paragraphe, vise les matières correctionnelles et de simple police, et que, dans l'espèce où le procureur général Dupin a pris ses réquisitions, il s'agissait d'une affaire criminelle, enfin, que l'épithète « définitifs », accolée au mot « jugements », s'applique sans doute aussi, dans la pensée du législateur, aux « ordonnances ». Or, les ordonnances de non-lieu n'ont qu'une autorité provisoire ; puisque la poursuite peut être reprise s'il survient de nouvelles charges (1).

En ce qui concerne les décisions des juridictions disciplinaires, c'est un arrêt de la Cour d'Aix en date du 11 janvier 1825 (2) qui a jugé que les tiers ne pouvaient pas exiger expédition sans une autorisation spéciale de la justice. Il s'agissait, dans l'espèce, de plusieurs arrêts de

(1) Cette opinion restrictive est conforme à la disposition nouvelle de l'article 65 du décret du 5 octobre 1920, qui n'autorise la délivrance aux tiers des expéditions, en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police, que pour les « arrêts et jugements », toutes autres expéditions ne pouvant être obtenues qu'avec l'autorisation du procureur général. Le silence du texte relativement aux ordonnances est d'autant plus frappant que l'article 64 confère, au contraire, aux parties le droit de se faire délivrer, sur leur seule demande, expédition des ordonnances définitives. D'où il faudrait conclure, semble-t-il, que les tiers ne sauraient obtenir sans autorisation aucune expédition d'ordonnances, alors même qu'il s'agirait d'ordonnances pouvant prétendre à l'épithète de « définitives ».

(2) Aix, 11 janvier 1825, Michel c. Greffier de la Cour d'Aix, Dalloz, répert. v^o Greffe, note sous le n^o 69.

la même Cour d'Aix ayant, antérieurement frappé de peines disciplinaires un magistrat et quatre avoués. Une action en dommages-intérêts étant basée sur les faits qui avaient motivé ces sanctions disciplinaires, le demandeur avait fait sommation au greffier de la Cour de lui délivrer expédition des arrêts les prononçant. Sur le refus du greffier, l'affaire fut portée devant la Cour. Celle-ci débouta le demandeur : « Attendu que les actes dont M... demande qu'il lui soit délivré expédition par le greffier de la Cour sont des actes de pure discipline ; qu'ils ne sont point insérés, ou du moins ne doivent pas l'être, dans un registre public, puisque étant délibérés par la Cour dans une assemblée de chambre à huis-clos, en conformité de l'article 103 de la loi du 30 mars 1808, ils appartiennent exclusivement aux registres qui constatent les délibérations de la Cour ; Attendu que, dès lors, le greffier a été fondé à se refuser à délivrer les expéditions réclamées et tant qu'il n'y serait pas autorisé par la Cour elle-même ».

Cette décision nous paraît d'ailleurs des plus contestables, étant donné que, si l'instruction des diverses poursuites disciplinaires avait eu lieu en Chambre du Conseil, les décisions avaient été prononcées en audience publique, et ne revêtaient nullement, par suite, le caractère de simples mesures d'ordre intérieur. Nous sommes persuadés que cette jurisprudence ne serait pas maintenue, si la question venait à être posée de nouveau devant les tribunaux.

DEUXIÈME PARTIE

PUBLICATION DES DÉCISIONS JUDICIAIRES EN VERTU D'UNE DISPOSITION DE LA LOI OU D'UN JUGEMENT

Nous avons considéré jusqu'ici la publication d'une décision judiciaire comme le fait d'une personne quelconque, journaliste ou plaideur, agissant spontanément, librement, en dehors de toute injonction ou autorisation spéciale du législateur ou du juge. La situation sera parfois très différente. Il peut se faire, tout d'abord, que l'affichage ou l'insertion d'une décision judiciaire constitue la simple application d'une disposition impérative de la loi. Il peut se faire, d'autre part, que le législateur, au lieu de prescrire lui-même, en forme d'injonction, la publication d'un jugement à intervenir, se borne à conférer au tribunal saisi de l'affaire la faculté de l'ordonner. Nous avons étudié, dans une première partie de notre travail, la libre publication des jugements; l'étude de leur publication légale ou judiciaire fera l'objet d'une deuxième partie, que nous diviserons en deux chapitres. Nous rechercherons, tout d'abord, dans quels cas et à quelles conditions cette publication peut être effectuée;

nous en déterminerons les règles, en précisant leurs rapports avec les motifs rationnels qui, suivant les circonstances, ont inspiré le législateur ou le juge. Nous étudierons ensuite ses formes et ses modalités. Nous déterminerons les personnes auxquelles, suivant les cas, incombe le devoir ou la faculté de l'assurer. Nous rechercherons enfin les sanctions qui seraient encourues au cas de non publication en violation d'une disposition expresse de la loi ou du jugement.

CHAPITRE PREMIER

Dans quels cas, et à quelles conditions, la publication d'une décision judiciaire peut être effectuée en vertu d'une disposition de la loi ou d'un jugement.

On peut, en tenant compte du but poursuivi par le législateur ou par le juge, répartir en cinq catégories les hypothèses très diverses dans lesquelles, soit en matière criminelle, soit en matière civile, une décision de justice est susceptible de faire l'objet d'une publication légale ou judiciaire. Cette publication aura lieu, suivant les cas, soit à titre de peine, soit à titre de réparation, soit à titre de peine privée ou de sanction disciplinaire, soit dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, soit dans l'intérêt des tiers. Ses conditions varieront d'une catégorie à l'autre, et parfois même, au sein d'une catégorie, suivant les espèces. C'est ainsi que le législateur, dans certains textes où il prescrit d'une manière impérative l'affichage ou l'insertion d'un jugement, laisse parfois aux juges une certaine latitude pour en régler les détails ou les modalités, au lieu de les régler lui-même. C'est ainsi encore, en ce qui concerne la publication purement judiciaire, que le tribunal, pour pouvoir statuer sur

la question d'affichage ou d'insertion, doit, dans certains cas, avoir été saisi de cette question par les réquisitions du Ministère public, alors que dans d'autres cas, il pourra ordonner cette publication soit sur les conclusions d'une des parties intéressées, soit même d'office. Nous allons, en étudiant successivement les cinq catégories d'hypothèses où peut avoir lieu la publication légale ou judiciaire des jugements, préciser, pour chacune d'elles, les conditions de cette publication.

1° PUBLICATION A TITRE DE PEINE (1).

Accessoire ou complément d'une condamnation pénale, la publication du jugement rentre dans la catégorie des peines dites « humiliantes », dont la caractéristique et le but essentiel sont d'infliger au condamné une flétrissure morale, de porter atteinte à son « existimatio », à la considération personnelle dont il peut jouir. Ces peines étaient assez nombreuses dans notre ancienne législation criminelle. Les plus fréquemment employées, le carcan, l'exposition publique, l'amende honorable, ont disparu au cours du XIX^e siècle, les deux premières en 1832 et en 1848, la troisième, dont les articles 226 et 227 du Code pénal avaient d'ailleurs singulièrement modifié les caractères et atténué la rigueur, en vertu de la loi du 28 décembre 1894. La publication du jugement de con-

(1) Garçon, *Code pénal annoté*, article 36 ; Garraud, *Traité de droit pénal*, 8^e éd., t. II, n^o 654 et suiv.

damnation par le journal et par l'affiche subsiste, seul vestige du système. Ortolan (1) a donné l'explication de cette évolution législative : « Pour augmenter l'exemplarité, on a eu recours jadis au spectacle physique, au symbole matériel, à des vêtements, à des signes, à des paroles, à des processions, à des solennités pénales propres à frapper les yeux et les sens. A mesure que la civilisation progresse, la publicité intellectuelle est appelée à remplacer de plus en plus la publicité matérielle : et qu'elle diffère d'expansion ! Tandis que celle-ci est forcément restreinte dans une localité, dans un cercle de spectateurs présents, l'autre se répand en tous lieux et va frapper tous les esprits ». La publication du jugement était d'ailleurs pratiquée dans notre ancien droit, non point, il est vrai, à titre de peine, mais comme mode d'exécution de la condamnation en cas de contumace. Elle correspondait, pour certaines peines, « celles des galères, amende honorable, bannissement perpétuel, flétrissure et du fouet (2) », à l'exécution par effigie pour la peine de mort ; et une déclaration du roi, en date du 11 jui let 1749 (3), en avait étendu l'application « à la peine du pilori et à celle du carcan ». Les motifs indiqués de cette extension semblent même attribuer à la publication du jugement le caractère d'une véritable peine. Le roi considère en effet « que la peine du pilori étant ordinairement celle qu'on prononce contre les banqueroutiers

(1) Ortolan, t. II, n° 1339. Cité par Garraud, note sous le n° 657.

(2) Ordonnance de 1670, titre XVII, art. 16.

(3) V. cette déclaration dans *Traité des matières criminelles*, par M^e Guy du Rousseaud de la Combe, 1769, p. 699.

frauduleux, on ne pouvait faire un exemple trop public sur un genre de crime si pernicieux à la société et au bien général du commerce ; et que d'autre part il importait que la peine du carcan, qui approche fort d'une véritable flétrissure, ne fût pas moins notoire dans les lieux où elle doit être exécutée ». Dans les divers cas où il y avait lieu à publication, la condamnation devait être « écrite seulement dans un tableau sans aucune effigie », et ledit tableau « attaché dans la place publique ». Pour les autres condamnations par contumace, le jugement était affiché à la porte de l'auditoire, mais seulement lorsque le condamné n'avait ni domicile, ni résidence, dans le lieu de la juridiction.

La publication du jugement de condamnation, bien que son caractère de pénalité ne soit, dans certains cas, nullement douteux, ne figure pas parmi les peines dont les articles 6 à 11 du Code pénal contiennent l'énumération. Il en était de même d'ailleurs pour d'autres peines humiliantes, aujourd'hui supprimées, notamment pour l'exposition publique (art. 22 Code pénal) et pour l'amende honorable (art. 226 et 227 Code pénal). Cette lacune a été maintes fois signalée par les criminalistes. Elle devait être comblée, d'après le projet de la Commission de révision du Code pénal instituée en 1887 (1). Ce projet, dans deux de ses articles, mentionne, en effet, la publication

(1) V. le texte du projet de la Commission de révision du Code pénal dans le *Bulletin de la société générale des prisons*, 1893, p. 188.

du jugement. C'est d'abord l'article 10 (1) du titre II, intitulé « des Peines ». La Commission abandonne les classifications, depuis longtemps critiquées, d'« afflictives » et d'« infamantes ». Elle ne divise plus, d'autre part, les peines en criminelles, correctionnelles et de police, le caractère de certaines peines devant, à ce point de vue, être déterminé par leur taux et leur durée. La seule classification proposée est en deux catégories : peines principales et peines accessoires ; et, parmi les peines accessoires est mentionnée expressément la publication du jugement. Les articles 40 et 41 précisent les conditions d'application de cette peine (2), en décidant qu'elle sera prononcée par les tribunaux dans les cas déterminés par la loi, et pourra faire l'objet d'une remise totale ou partielle par la voie de la grâce.

Quoi qu'il en soit, dans notre droit pénal actuel la publication des jugements constitue, suivant les cas, soit une peine « accessoire », encourue de plein droit comme conséquence d'une peine principale et sans que le juge ait à la prononcer spécialement, soit une peine « complémentaire », prononcée par le juge en vertu d'une disposi-

(1) Article 10. — Les peines se divisent en deux catégories :

Peines principales : La mort, l'emprisonnement perpétuel ou temporaire, la détention, les arrêts de police, l'amende.

Peines accessoires : La relégation, l'interdiction de certains droits politiques ou civils, l'interdiction de séjour, le placement dans un établissement de travail, la confiscation spéciale, la publication du jugement.

(2) Article 40. — La publication du jugement est ordonnée par les tribunaux à titre de peine dans les cas déterminés par la loi. Le jugement fixe le mode de publication aux frais du condamné.

Article 41. — La relégation, l'interdiction de certains droits politiques ou civils, l'interdiction de séjour, le placement dans un établissement de travail, la confiscation spéciale et la publication du jugement pourront être remis en tout ou en partie par la voie de la grâce.

tion expresse de la loi, lui enjoignant ou lui permettant de le faire.

Elle est peine accessoire dans l'hypothèse prévue par l'article 36 du Code pénal : « Tous arrêts qui porteront la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité et à temps, la déportation, la détention, la réclusion, la dégradation civique et le bannissement, seront imprimés par extrait. Ils seront affichés dans la ville centrale du département, dans celle où l'arrêt aura été rendu, dans la commune du lieu où le délit aura été commis, dans celle où se fera l'exécution, et dans celle du domicile du condamné ». L'affichage par extrait du jugement est donc la conséquence directe, encourue de plein droit, de toute condamnation à une peine criminelle. Primitivement, l'arrêt devait être imprimé en entier. Plusieurs textes de la période intermédiaire, notamment un arrêté du 27 frimaire an VII, restreignirent cette publicité en décidant qu'on se bornerait à imprimer et afficher un état sommaire et mensuel des jugements rendus par les tribunaux criminels (1). Le Code pénal exige seulement l'impression et l'affichage par extrait (2).

La publication du jugement, ayant dans l'hypothèse de l'article 36, le caractère de peine accessoire, la Cour d'assises n'a pas à la prononcer. A plus forte raison ne pourrait-elle pas le faire si, par suite de circonstances

(1) V. Martin Le Neuf de Neuville, *France judiciaire*, 1877-1878.

(2) V. le décret du 18 juin 1811, contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, art. 104 et suiv. V. également le décret réglementaire du 5 octobre 1920 (art. 118 et suiv.) rendu en exécution de la loi du 23 octobre 1919, dont l'art. 2 a abrogé le décret précité du 18 juin 1811.

atténuantes, la peine principale encourue, au lieu d'être une peine criminelle, devenait une simple peine correctionnelle. L'article 36 cesserait dans ce cas d'être applicable. Le tribunal peut, il est vrai, comme nous le verrons plus loin, ordonner parfois l'affichage et l'insertion de son jugement ; mais il faut qu'un texte spécial l'y autorise, et cette publication, qui constitue une peine complémentaire, est tout à fait distincte de celle que prescrit impérativement l'article 36 du Code pénal. Conformément à ces principes, la Cour de cassation, à la date du 16 août 1860 (1), a annulé par voie de retranchement et sans renvoi un arrêt de la Cour d'assises des Landes qui, dans une affaire de vol qualifié, avait ordonné l'impression et l'affichage, alors que la peine prononcée était de trois années d'emprisonnement. La même distinction nous paraît s'imposer quelle que soit la juridiction — de droit commun ou d'exception — qui ait prononcé la sentence, pourvu toutefois que les dispositions du Code pénal soient applicables devant cette juridiction. C'est ainsi qu'à notre avis, et bien qu'une pratique contraire semble avoir récemment prévalu, la Haute Cour de Justice (2) qui, sur l'inculpation de crime contre la sûreté de

(1) Cass. crim., 16 août 1860, aff. Ducourneau, D. 1860, 1, 520. S. 1861, 1, 192.

(2) Loi du 10 avril 1889, sur la procédure à suivre devant le Sénat pour juger toute personne inculpée d'attentat contre la sûreté de l'Etat :

Art. 23. — Les dispositions pénales relatives au fait dont l'accusé sera déclaré coupable, combinées, s'il y a lieu, avec l'article 463 du code pénal seront appliquées sans qu'il appartienne au Sénat d'y substituer de moindres peines. Ces dispositions seront rappelées textuellement dans l'arrêt.

Art. 24. — L'arrêt définitif sera lu en audience publique par le président ; il sera notifié sans délai par le greffier à l'accusé.

Loi du 5 janvier 1918, établissant la procédure à suivre en matière de

l'Etat aurait, par suite de l'admission des circonstances atténuantes, prononcé une peine d'emprisonnement, ne saurait légalement, réserve faite de l'application du principe de sa souveraineté, ordonner la publication et l'affichage de son arrêt.

La publication des jugements peut avoir le caractère d'une peine complémentaire. Il en est ainsi en vertu d'un certain nombre de dispositions contenues, soit dans divers codes, soit dans des lois spéciales. La tendance du législateur, au cours des dernières années, semble avoir été de multiplier ces dispositions. Citons notamment, sans prétendre d'ailleurs les énumérer toutes :

Les articles 396 et 398 C. Instr. Cr., qui édictent des sanctions contre le juré défaillant ;

L'article 10 C. Pr. Civ., qui punit le manque de respect envers la justice, aux audiences du juge de paix ;

L'article 600 C. Com., applicable au cas de banqueroute simple ou frauduleuse, ou de délits connexes à la faillite. Pour les formes de la publication du jugement, il renvoie à l'article 42 du même code. Ce dernier texte, relatif à la constitution des sociétés en nom collectif et en commandite a été abrogé par l'article 65 de la loi du 24 juillet 1867, qui lui a substitué d'autres dispositions. La publication des jugements de condamnation pour banqueroute ou faits connexes à la faillite serait donc aujourd'hui régie

mise en accusation, d'instruction, de jugement du Président de la République et des ministres devant le Sénat constitué en cour de justice :

Art. 8. — Il est procédé aux débats et au jugement dans les conditions réglées par les articles 15 à 31 de la loi du 10 avril 1889.

par ces dispositions nouvelles ; à moins qu'on admette avec certains auteurs (1) que, malgré son abrogation expresse, l'article 42 C. Com. « semble devoir être considéré comme demeuré en vigueur quand il s'agit de formalités de publicité étrangères aux sociétés de commerce ».

Citons encore : l'article 163 C. du Travail, au cas d'infraction aux dispositions réglementaires concernant le travail des enfants et des femmes ;

Les articles 80 et 109, loi du 19 brumaire an VI, sur la garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent ;

L'article 49, loi du 5 juillet 1844, sur les brevets d'invention ;

L'article 5, loi du 19 décembre 1850, sur le délit d'usure ;

L'article 13, loi du 23 juin 1857, sur les marques de fabrique et de commerce ;

Les articles 7, 8 et 15, loi du 1^{er} août 1905, sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles ;

L'article 9, loi du 20 avril 1916, sur la taxation des denrées et substances ;

L'article 12, loi du 1^{er} octobre 1917, sur la répression de l'ivresse publique, (abrogeant la loi du 23 janvier 1873) ;

L'article 2 de la loi du 23 octobre 1919 sur la spéculation illicite ;

(1) V, sur cette question, Thaller et Percerou, *Traité de droit commercial : des faillites et banqueroutes*, t. II, pp. 593 et 607 ; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, 4^e éd., t. VIII, n° 973, note 3.

L'article 112, loi du 25 juin 1920, portant création de nouvelles ressources fiscales.

La loi du 1^{er} août 1905, sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises, est particulièrement intéressante au point de vue qui nous occupe. Dans son article 15, elle décide en effet que les dispositions édictées par elle relatives aux pénalités ainsi qu'à l'affichage « sont applicables aux lois spéciales concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais, des vins, cidres et poirés, des sérums thérapeutiques, du beurre et la fabrication de la margarine. Elles sont substituées aux pénalités et dispositions de l'article 423 du Code pénal et de la loi du 27 mars 1851 dans tous les cas où des lois postérieures renvoient au texte desdites lois ». Suit une longue énumération des lois spéciales aux prescriptions desquelles s'ajouteront désormais les dispositions de la loi de 1905, en ce qui concerne l'affichage. La fin du texte précise, d'autre part, le caractère pénal de cette publication : « La pénalité d'affichage est rendue applicable aux infractions prévues et punies par les articles 49 et 53 de la loi de finances du 30 mars 1902, 7 de la loi du 28 janvier 1903, 32 de la loi de finances du 31 mars 1903 et par les articles 2 et 3 de la loi du 18 juillet 1904 ».

Peine complémentaire, parce qu'attachée par le législateur plutôt à l'infraction qu'à la peine principale, la publication du jugement de condamnation est tantôt obligatoire, tantôt facultative pour le juge. Elle est obligatoire dans les cas prévus par les articles 396 et 398 C. Instr.

Cr., 600 C. Com., 80 et 109 loi du 19 brumaire an VI, et, peut-être 10 C. Pr. Civ., parce que dans ces divers cas le texte de la loi l'impose en termes impératifs : « L'arrêt, ou le jugement, sera publié, ou affiché. » Le juge qui ne la prononcerait pas expressément s'exposerait à voir son jugement réformé en appel, ou cassé sur pourvoi. Elle est également obligatoire dans le cas prévu par l'article 2 de la loi du 23 octobre 1919 sur la spéculation illicite : « Le tribunal devra ordonner dans tous les cas que le jugement sera publié intégralement ou par extrait dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera... » Elle est facultative dans les autres hypothèses, et ne sera encourue que si le juge croit devoir la prononcer.

Quant aux motifs qui inspirent les dispositions légales prescrivant ou autorisant, comme peine complémentaire, la publication du jugement de condamnation ils peuvent être de diverse nature. Tantôt l'infraction revêt le caractère d'un scandale public, (ivresse, manifestations déplacées devant la justice) et il apparaît que la répression doit être elle-même entourée de publicité. D'autres fois, il s'agit de faits délictueux inspirés par une pensée de lucre, et la publication du jugement peut être ordonnée dans des conditions telles qu'elle constitue le mode de répression le plus adéquat et le plus efficace, en atteignant précisément le délinquant dans sa considération professionnelle et dans ses intérêts pécuniaires. C'est ainsi qu'au cas de fraude dans la vente ou de falsification des denrées alimentaires, le tribunal peut, aux

termes de l'article 7 de la loi du 1^{er} août 1905, ordonner l'affichage de son jugement « aux portes du domicile, des magasins, usines et ateliers du condamné (1) ». Et le dernier paragraphe du même texte précise encore la pensée de la loi en décidant que « lorsque l'affichage aura été ordonné à la porte des magasins du condamné, l'exécution du jugement ne pourra être entravée par la vente du fonds de commerce réalisée postérieurement à la première décision qui a ordonné l'affichage », le délinquant ne devant sans doute pas trouver dans les délais de l'appel interjeté un moyen d'échapper aux conséquences fâcheuses de la sanction prononcée contre lui (2).

Pour que les juges puissent ordonner, à titre de peine, l'insertion ou l'affichage de leurs jugements, il faut, comme nous l'avons vu dans les hypothèses précédemment indiquées, qu'ils y soient autorisés par une disposition expresse de la loi. C'est l'application du principe consacré par l'article 4 du Code pénal : *Nulla poena sine lege*. Quelques arrêts, antérieurs au Code pénal ou presque contemporains, ont cependant méconnu ce principe. C'est ainsi qu'à la date du 10 avril 1806 (3) la Cour de Cassation rejette le pourvoi formé contre un jugement de simple police dont l'affichage avait été ordonné, pour ce motif que « la contravention était publique ». Dans un

(1) Il en est de même au cas de condamnation pour spéculation illicite, aux termes de l'article 2 de la loi du 23 octobre 1919.

(2) La disposition finale de l'art. 7, loi du 1^{er} août 1905, a été déclarée applicable au cas de condamnation pour fraude fiscale, en vertu de l'article 112, loi du 25 juin 1920.

(3) Cass. crim. 10 avril 1806, *Beaussier c. Minist. pub., S. Chr.*

autre arrêt, en date du 26 mars 1819 (1), la Cour se refuse à voir une peine dans l'affichage du jugement lorsqu'il est ordonné dans l'intérêt public et décide qu'il ne peut être « considéré que comme une mesure de police, dont l'objet est de donner à la condamnation une plus grande publicité... et de rendre l'exemple plus utile ». (Il s'agissait, dans l'espèce, d'un pourvoi formé contre un jugement du tribunal de police d'Autun, qui s'était déclaré incompétent pour connaître d'une contravention à l'occasion de laquelle une ordonnance royale édictait l'affichage).

Mais ces décisions, dont les motifs supporteraient d'ailleurs difficilement la discussion, sont restées isolées. Déjà dans la période immédiatement antérieure au Code pénal, la Cour suprême avait, par un très grand nombre d'arrêts, fait prévaloir l'opinion opposée (2). Citons notamment un arrêt en date du 23 mars 1811 (3) : « Attendu que l'article 600 du Code du 3 brumaire, qui détermine les peines de simple police et les réduit à une amende de trois journées de travail, ou à un emprisonnement qui n'excède pas trois jours, ne comprend point dans cette détermination pénale l'affiche du jugement de condamnation ; Que, s'il est permis d'ordonner l'affiche d'un jugement de police simple, c'est seulement lorsque la partie civile l'a demandée à titre de dommages-intérêts,

(1) Cass. crim. 26 mars 1819, Montcharmont et autres ; S. et P. Chr.

(2) V. la liste de ces arrêts dans Garçon, Code pénal annoté, art. 36, n° 5.

(3) Cass. 23 mars 1811, Jean Jordren et Marie Dorval, femme Lebourles, S. et P. Chr. B. 37 ; V. également Cass. 17 mai 1811, Minist. pub. c. Pierre Lallouet, Répert. Dalloz, v° Affiche, n° 97, note ; et S. 1812, 1, 69.

parce qu'elle n'a point, en ce cas, le vrai caractère de peine ; Que, dans l'espèce, la partie civile n'avait pas conclu à l'affiche du jugement attaqué ; d'où il suit que le tribunal de police, en ordonnant que le jugement qui condamnait J... à trois jours d'emprisonnement serait affiché dans toutes les communes du canton, a prononcé une peine non déterminée par la loi, conséquemment arbitraire, et a sous ce rapport commis un excès de pouvoir ; D'après ces motifs, casse et annule... »

Postérieurement au Code pénal, le maintien de la règle « *Nulla poena sine lege* » a été maintes fois affirmé à l'occasion de la publication du jugement, notamment dans un arrêt en date du 7 février 1857 (1), cassant, dans l'intérêt de la loi, deux jugements du Conseil de guerre et du Conseil de révision de Lorient, qui, accessoirement à des peines d'emprisonnement et d'amende prononcées pour dénonciation calomnieuse, avaient ordonné l'affichage de la condamnation : « Attendu que cette aggravation de la peine n'est pas écrite dans l'article 373 C. pén. qu'aucune autre disposition de la loi ne l'autorise, qu'elle est ainsi arbitraire et illégale, et que le Conseil de guerre et le Conseil de révision ont, en la prononçant, violé l'article 4 et l'article 373 C. pén. et commis un excès de pouvoir ».

Cette jurisprudence paraît définitivement fixée depuis l'arrêt du 8 décembre 1894 (2), dit : « arrêt Autran » par

(1) Cass. crim. 7 février 1857, Intérêt de la loi et Laurelli, D. 1857, 1, 134 S. 1857, 1, 496.

(2) Cass. crim., 8 décembre 1894, aff. Autran, S. 1895. 1. 298 et le rapport de M. le conseiller Accarias ; D. 1899. 1. 429, *Bull. crim.* 513.

lequel la Cour de Cassation, sur un remarquable rapport de M. le conseiller Accarias, a jugé « que, hors les cas où l'impression et l'affichage des jugements sont demandés à titre de dommages et intérêts par la partie civile, les tribunaux de répression ne peuvent légalement les ordonner qu'autant qu'un texte formel les y autorise ; qu'en droit la vérité de cette règle est démontrée par les nombreuses lois spéciales qui contiennent une autorisation de ce genre et qui ne s'expliqueraient pas sans elle ; et que, rationnellement, elle se fonde sur ce que l'impression et l'affiche de jugements, bien que le Code pénal ne les ait pas fait figurer dans l'énumération des peines, ont néanmoins pour effet nécessaire d'aggraver la situation du condamné, qu'elles frappent dans sa fortune et dans sa considération ».

La législation sur la presse, antérieure à la loi du 29 juillet 1881, contenait deux dispositions relatives à la publication du jugement de condamnation. C'était, d'une part, l'article 11 de la loi du 9 juin 1819, qui, au cas de condamnation pour délit de presse d'un journal et écrit périodique, édictait que les éditeurs seraient « tenus d'insérer, dans l'une des feuilles ou des livraisons qui paraîtraient dans le mois du jugement ou de l'arrêt intervenu contre eux, extrait contenant les motifs et le dispositif dudit jugement ou arrêt. « C'était, d'autre part, l'article 26 de la loi du 26 mai 1819 aux termes duquel, dans le cas de condamnation pour crimes et délits commis par voie de publication » l'impression ou l'affiche de l'arrêt pour-

ront être ordonnées aux frais du condamné ». Si, dans ce dernier cas, la publication du jugement avait, sans aucun doute, le caractère de peine complémentaire, la détermination du caractère légal de l'insertion ordonnée par l'article 11 de la loi du 9 juin 1819 n'était pas sans soulever certaines difficultés. On aurait dû, semble-t-il, y voir une peine accessoire, puisqu'elle était encourue de plein droit, comme conséquence de la condamnation, et sans que les juges eussent l'obligation de la prononcer (1). Certains arrêts semblent cependant l'avoir considérée comme réparation accordée par le législateur à la victime du délit. C'est l'idée que nous trouvons exprimée notamment dans les motifs d'un arrêt de Cassation en date du 30 novembre 1850 (2) : « Attendu qu'aux termes de l'article 11 précité, les journaux qui sont condamnés pour diffamation sont tenus, sans que cette mesure ait été ordonnée, de publier cette condamnation pour servir de réparation à la partie lésée ; mais attendu qu'à défaut de cette réparation, la loi du 26 mai 1819, par une disposition plus générale, autorise les tribunaux à prononcer en matière de délit de presse, l'impression et l'affiche aux frais du condamné ». La controverse serait d'ailleurs sans intérêt aujourd'hui ; car les dispositions précitées sont abrogées, et la loi sur la presse du 29 juillet 1881, à la différence de la législation antérieure, ne contient aucune disposition ordonnant, ou permettant au juge d'ordonner,

(1) V. Chassan, *op. cit.*, t. I, p. 667, n° 963.

(2) Cass. crim., 30 novembre 1850, *aff. Semac*, D. 1850. 1. 355.

à titre de peine, la publication d'un jugement de condamnation pour délit de presse.

Nous avons omis de signaler, parmi les dispositions légales instituant la publication du jugement à titre de peine, les articles 9, 12 et 13 de la loi du 28 mars 1882, sur l'enseignement primaire obligatoire. Ces dispositions sont cependant fort intéressantes, non seulement à raison de la nature particulière de la juridiction saisie, mais par ce fait que l'affichage ordonné constitue, non une peine accessoire ou complémentaire, mais une peine principale. Il s'agit, dans l'espèce, de la sanction édictée par le législateur contre les parents qui négligent d'assurer l'assiduité de leurs enfants à l'école. La loi de 1882 les rend justiciables d'une juridiction spéciale, « la commission scolaire » composée, sous la présidence du maire de la commune, de l'inspecteur primaire, d'un délégué cantonal et d'un certain nombre de conseillers municipaux. La commission scolaire peut appeler devant elle le père, le tuteur ou la personne responsable de l'élève irrégulier, pour lui rappeler son devoir et lui adresser une semonce appropriée. En cas de récidive, ou si la personne convoquée par la commission scolaire ne s'est pas rendue à son appel, ou si l'enfant a quitté l'école sans que le maire en ait été avisé (1), la commission doit prononcer contre

(1) Loi du 28 mars 1882, sur l'enseignement primaire obligatoire, article 9. — Lorsqu'un enfant quitte l'école, les parents ou les personnes responsables doivent en donner immédiatement avis au maire et indiquer de quelle façon l'enfant recevra l'instruction à l'avenir.

Article 12. — Lorsqu'un enfant se sera absenté de l'école quatre fois dans le mois pendant au moins une demi-journée, sans justification admise par la com-

le père, tuteur ou personne responsable la peine de l'affichage. Cette mesure a bien le caractère d'une peine. C'est en effet le nom que lui donne la loi elle-même, et, au cas de nouvelle récidive, le coupable pourrait, sur la plainte de la commission scolaire ou de l'inspecteur primaire, être traduit devant le juge de paix et condamné, pour « infraction considérée comme une contravention », aux peines de police. C'est d'autre part, une peine principale, car le texte qui l'ordonne ne fait mention d'aucune autre pénalité dont elle serait la conséquence. Mais il convient d'observer — et cela explique que nous n'ayions pas mentionné la loi de 1882 parmi les dispositions relatives à la publication des jugements à titre de peine — que l'affichage ordonné par cette loi a pour objet simplement « les noms prénoms et qualité de la personne responsable avec l'indication du fait relevé contre elle », et non pas le jugement lui-même qui ordonnerait cette publicité.

2° PUBLICATION A TITRE DE RÉPARATION

La publication du jugement peut être ordonnée par la loi ou par la justice, non plus à titre de peine contre

mission municipale scolaire, le père, le tuteur ou la personne responsable, sera invité, trois jours au moins à l'avance, à comparaître dans la salle des actes de la mairie, devant ladite commission, qui lui rappellera le texte de la loi et lui expliquera son devoir. En cas de non comparution sans justification admise, la commission appliquera la peine énoncée dans l'article suivant.

Article 13. — En cas de récidive dans les douze mois qui suivront la première infraction la commission municipale scolaire ordonnera l'inscription pendant quinze jours ou un mois, à la porte de la mairie, des nom, prénoms et qualité de la personne responsable, avec indication du fait relevé contre elle. La même peine sera appliquée aux personnes qui n'auront pas obtempéré aux prescriptions de l'article 9.

l'auteur d'une infraction visée au jugement, mais à titre de réparation pour la partie lésée. Il existe une hypothèse où cette publication est obligatoire, en ce sens qu'elle constitue simplement l'exécution d'une disposition impérative de la loi : c'est lorsqu'il s'agit de la réparation d'une erreur judiciaire commise en matière criminelle ou correctionnelle. Le jugement ou l'arrêt de révision d'où résulte l'innocence d'un condamné fait l'objet d'une publication légale. Aux termes de l'article 446 C. Instr. Cr. il « sera affiché dans la ville où a été prononcée la condamnation, dans celle où siège la juridiction de révision, dans la commune du lieu où le crime ou le délit aura été commis, dans celle du domicile des demandeurs en révision et du dernier domicile de la victime de l'erreur judiciaire, si elle est décédée ». Il sera en outre, « inséré d'office au *Journal officiel* ». Indépendamment de cette publication obligatoire, l'arrêt de révision peut faire l'objet d'une publication supplémentaire dont l'exécution dépend de la seule volonté de l'intéressé : « Sa publication dans cinq journaux, au choix du demandeur, sera en outre ordonnée, s'il le requiert ».

La rédaction actuelle de l'article 446 C. Instr. Cr. remonte à la loi du 8 juin 1895. Antérieurement à cette loi, aucun texte en vigueur ne prescrivait la publication des arrêts de révision, mais la Cour de Cassation s'était autorisée, pour l'ordonner, de la disposition de l'article 1036 C. Pr. Civ., aux termes duquel les tribunaux peuvent, même d'office, dans les causes dont ils sont saisis, « prononcer des injonctions, supprimer des écrits,

les déclarer calomnieux, et ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements ». C'est ainsi qu'à la date du 11 juin 1869 (1), elle avait annulé, comme injustement portée, la condamnation prononcée par la Cour d'assises du Finistère contre deux accusés, décédés depuis, déclaré que ces deux condamnés étaient innocents et déchargé leur mémoire, ordonné que l'arrêt de révision serait imprimé et transcrit en marge de l'arrêt annulé, « et qu'en outre, en vertu des dispositions de l'article 1036 C. Proc. Civ., il serait affiché tant dans la ville de Quimper que dans la commune où étaient domiciliés les condamnés ». Un autre arrêt, à la date du 14 mai 1874 (2), consacre presque dans les mêmes termes une solution analogue. Nous aurons à déterminer, un peu plus loin, la portée réelle de l'article 1036 C. Proc. Civ. et nous pourrions nous demander si la jurisprudence en a fait au cas de révision pour cause d'erreur judiciaire une application justifiée. Depuis la loi de 1895, cette application est d'ailleurs devenue inutile, puisque la publication de l'arrêt ou du jugement de révision fait l'objet d'un texte spécial.

Pour que l'affichage de l'arrêt soit ordonné, au cas d'erreur judiciaire, il faut qu'il y ait eu condamnation antérieure. C'est dans ce cas seulement, en effet, que peut s'ouvrir la procédure de révision. Le bénéfice n'en est pas accordé à l'inculpé qui aurait été l'objet d'un acquittement ou d'un renvoi d'instance. Cet inculpé ne

(1) Cass. crim. 11 juin 1869, Lelouarn et Baffet, S. 1870, 1, 140 ; D. 1870, 1, 284.

(2) Cass. crim. 14 mai 1874, aff. Petit, D. 1875, 1, 186.

saurait, par suite, exiger comme réparation la publication du jugement ou de l'arrêt qui l'innocente. Notre ancienne législation criminelle, dans son tout dernier état, se montrait plus libérale. L'édit de 1788, qui réformait la procédure criminelle antérieurement pratiquée, décidait en effet, dans son article 7 : « Nos cours et juges ordonneront que tout arrêt ou jugement d'absolution rendu en dernier ressort, ou dont il n'y aura appel, sera imprimé et affiché aux frais de la partie civile, s'il y en a, sinon aux frais de notre domaine. » L'article 446 C. Instr. Cr. a restreint l'application de cette règle au seul cas de condamnation suivie de révision (1).

En dehors de ce cas très spécial, l'affichage du jugement, ou son insertion dans les journaux, peut être ordonné par les juges sur la demande de la partie lésée, et comme réparation à son profit du préjudice subi. C'est l'application du principe général consacré par les articles 1382 C. Civ. et 51 C. Pén. L'indemnité sera fixée la plupart du temps en argent, mais rien n'empêche que la satisfaction accordée à la victime du dommage soit d'une autre nature. Les textes précités n'y contredisent pas, et la

(1) Aux termes de l'article 428, dernier paragraphe, du Code de procédure pénale italien, le prévenu acquitté peut, s'il y a eu constitution de partie civile, demander que le jugement soit publié aux frais de celle-ci. Le tribunal appréciera et pourra rejeter ou accueillir cette demande. Toutefois, il faut qu'il y ait eu absolution ou acquittement. La demande de publication ne pourrait au contraire être formée au cas de non-lieu suivant une instruction, même si cette instruction avait été provoquée par une plainte. En demandant à la justice d'ouvrir celle-ci, la personne lésée n'avait fait, après tout, qu'user de son droit. On considère, au contraire, que le fait d'appuyer, comme partie civile, la poursuite du ministère public a eu, si l'innocence du prévenu vient à être proclamée, quelque chose d'abusif.

jurisprudence est depuis longtemps fixée en ce sens que les tribunaux ont toute latitude pour choisir le mode d'indemnisation qui convient le mieux suivant les circonstances.

Ainsi jugé, à la date du 1^{er} frimaire an X (1) : « qu'aucune loi n'interdit aux tribunaux civils la faculté d'ordonner l'affiche de leurs jugements ». Un autre arrêt, du 16 mai 1823 (2), établit nettement la distinction de la publication à titre de peine et de la publication à titre de réparation en affirmant que « l'impression et l'affiche d'un jugement aux frais du prévenu sont une augmentation de peine quand la poursuite en est faite par le Ministère public, comme elles sont une augmentation de dommages-intérêts quand elles sont demandées par la partie civile ». Citons encore un arrêt de la Chambre criminelle en date du 21 juillet 1859 (3), rejetant le pourvoi basé sur ce qu'un jugement serait insuffisamment motivé parce qu'en prononçant une condamnation à des dommages-intérêts il aurait omis de statuer sur les conclusions de la partie civile tendant à la publication et à l'affichage : « Attendu que le droit accordé aux tribunaux d'ordonner la publication et l'affiche de leurs jugements est purement facultatif, que cette mesure rentrant dans les dommages-intérêts auxquels X... avait été condamné, la Cour a implicitement statué sur les conclu-

(1) Cass. civ. 1^{er} frimaire an X, Marical c. Lafosse, S. cn. 1, 1, 556.

(2) Cass. req. 16 mai 1823, Minist. pub. c. Breton, Dalloz, répert. v^o Peine, n^o 865, en note.

(3) Cass. crim. 21 juillet 1859, Caviolle c. Bach et de Valon, S. 1859, 1, 869 ; D. 1859, 1, 361.

sions du demandeur ». Le droit, pour les tribunaux, de choisir le mode de réparation qui leur paraît le plus convenable est enfin nettement affirmé par la Cour suprême dans un arrêt en date du 9 août 1880 (1) : « Attendu que si, le plus ordinairement la réparation d'un dommage est évaluée en argent, les termes de la loi n'excluent point d'autres modes de réparation de nature à donner une juste satisfaction à la partie lésée... »

Par application de ce principe général, on serait logiquement amené à conclure qu'un tribunal peut, à titre de dommages-intérêts, ordonner la publication d'un jugement antérieurement rendu par une autre juridiction. La question ne semble pas avoir, jusqu'ici, soulevé de difficultés de jurisprudence. On peut concevoir cependant qu'elle se pose. Ce sera par exemple l'affichage d'une condamnation prononcée par le Conseil de guerre, qui sera demandé par la partie lésée à la juridiction civile, seule compétente pour connaître de l'action en réparation. Il est à présumer que le tribunal mettra quelque réserve à accueillir une semblable requête ; il ne semble pas cependant que rien, dans les textes, puisse, s'il le juge à propos, l'empêcher de le faire.

Toute juridiction devant laquelle pourrait être portée l'action en dommages-intérêts peut donc ordonner l'affichage ou l'insertion de son jugement à titre de répara-

(1) Cass. req. 9 août 1880, Département des Pyrénées-Orientales c. de Lacroix, J. P. 1881, 1, 868 ; V. également Trib. civ. Seine, 16 février 1885, Compagnie d'assurances générales c. Mutual Life, Baudry et Béziat d'Audibert, *Gaz. trib.* 18 février 1885.

tion. Il en est ainsi tout d'abord des juridictions civiles. Il en est de même, en règle générale, des juridictions de répression, qui peuvent être saisies de l'action civile accessoirement à l'action publique. La solution serait différente toutefois s'il s'agissait d'une juridiction d'exception devant laquelle ne pût être portée l'action civile, du conseil de guerre par exemple. Aux termes de l'article 53 du Code de justice militaire, les tribunaux militaires ne statuent, en effet, que sur l'action publique, sauf une exception prévue à l'article 75 et relative à la juridiction des prévôtés, qui peuvent connaître « des demandes en dommages-intérêts n'excédant pas 150 francs, lorsqu'elles se rattachent à une infraction de leur compétence ». Et l'article 56 du même code ajoute : « L'action civile ne peut être poursuivie que devant les tribunaux civils ; l'exercice en est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile ».

Quelle que puisse être, au surplus, la nature de la juridiction saisie, l'affichage ou l'insertion du jugement ne saurait être ordonné par elle que sur les conclusions de la partie lésée. C'est un point qui ne fait aucun doute, et par lequel la publication à titre de réparation se différencie nettement de la publication à titre de peine. Il n'appartient pas aux tribunaux, en effet, d'accorder d'office des dommages-intérêts (1). Pour les tribunaux civils, ce serait statuer « *ultra petita* ». Pour les tribu-

(1) V. Demogue, *De la réparation civile des délits*, p. 112.

naux de répression, l'interdiction est inscrite dans l'article 51 du Code pénal, aux termes duquel le coupable pourra être condamné envers la partie lésée, « si elle le requiert » à des indemnités dont la détermination est laissée à la justice du tribunal, lorsque la loi ne les aura pas réglées. La publication du jugement, assimilée aux dommages-intérêts, diffère en cela de certains autres modes de réparation civile, notamment des restitutions et de la confiscation, qui peuvent être ordonnées d'office (1). Une autre différence peut d'ailleurs être relevée, consistant en ceci que les restitutions et la confiscation sont susceptibles d'intervenir même en cas d'absolution ou d'acquiescement de l'inculpé, alors qu'au cas où le tribunal rejetterait les conclusions de la partie lésée, la publication du jugement ne pourrait être ordonnée par lui à titre de réparation.

La jurisprudence s'est toujours montrée très ferme dans l'application de ce principe que la publication du jugement à titre de réparation doit être provoquée par les conclusions de la partie civile. A la date du 30 juillet 1807 (2), la Cour de cassation jugeait déjà que le « tribunal ne pouvait prononcer une impression et une affiche qui n'étaient pas demandées par la partie lésée, à titre de réparation ». Un autre arrêt du 17 thermidor an XI (3), avait décidé que la condamnation à l'affichage devait

(1) V. pour les restitutions, art. 366, C. instr. crim. et Cass., 16 août 1872, et pour la confiscation opérée au profit de la victime du délit, art. 49, loi 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention.

(2) Cass., 30 juillet 1807, Giraud c. Olivier, S. chr. ; B. 163.

(3) Cass., 17 thermidor, an XI, aff. Legrip, B. 187 ; S. 3. 2. 429.

« être considérée comme une augmentation de peine, et non, comme dommages-intérêts, lorsque le nombre d'exemplaires fixé par le tribunal dépassait celui qui avait été indiqué dans la demande des parties plaignantes ». Signalons encore un arrêt de la Chambre criminelle, à la date du 21 mars 1839 (1), qui précise nettement les conditions différentes auxquelles peuvent avoir lieu la publication du jugement à titre de peine et la publication à titre de réparation : « Attendu que l'impression et l'affiche d'un jugement peuvent être ordonnées soit à titre de peine, soit à titre de dommages-intérêts ; Que si, dans le premier cas, cette impression et cette affiche ne sauraient être prononcées qu'en vertu d'une disposition formelle de la loi, il ne saurait en être de même dans le second ; Qu'alors cette affiche et cette impression quoiqu'ordonnées pour un cas où la loi ne les a pas prescrites, n'ont aucun caractère pénal ; Qu'elles sont à proprement parler, une indemnité, une réparation, accordée à la partie civile, et que la disposition qui les ordonne. . . . ; Et attendu que, dans l'espèce et devant le tribunal correctionnel de Saint-Flour, le sieur A..., partie civile, avait conclu à 1.200 francs de dommages-intérêts contre L..., et que le tribunal en prononçant sur ce chef, a ordonné que, pour tous dommages-intérêts, le présent jugement

(1) Cass. crim., 21 mars 1839, Minist. pub. c. Lagarde, J. P. 1839. 2. 389; Dalloz, répert. v° Brevet d'invention, n° 380; v° affiche, n° 102 et note. V. également : Cass. crim., 7 prairial an VIII, Raillard et Boursault, S. et P. chr.; B. 352. — Cass. crim., 26 pluviôse an XII, Werts c. Callignan, S. 20. 1. 487. — Cass. crim., 14 juill. 1809, Int. de la loi, B. 120. — Cass. crim., 1^{er} février 1828, Lagarde c. Bourguignon, D. 1828. 1. 118. — Cass. crim., 3 juin 1858, D'Asnière de la Châtaigneraye c. Guillot-Rosimond, D. 1858. 1. 381.

serait imprimé au nombre de 25 exemplaires, aux frais de L..., et affiché dans la commune d'Aurillac... ». Le même arrêt, poussant jusqu'au bout la rigueur des principes, décide que, « l'impression et l'affiche du jugement ayant été ordonnées moins à titre de peine qu'à titre de réparation civile, le ministère public, dans le silence du condamné et de la partie civile, ne peut être reçu à attaquer cette disposition du jugement (1) ». (Dans l'espèce, le procureur du Roi s'était pourvu contre le jugement en alléguant que la disposition ordonnant l'affiche du jugement n'était basée sur aucune loi pénale).

Il est impossible, en parcourant cette jurisprudence, de n'être pas frappé de la séparation qui s'est opérée, dans notre législation positive, entre les notions de peine et de réparation. Alors que la première implique nécessairement dans chaque cas, pour pouvoir être admise, l'existence d'une disposition spéciale de la loi, la seconde fonde son application sur les principes généraux du droit sans qu'il soit nécessaire, pour chaque cas déterminé, de pouvoir invoquer un texte spécial. Et tandis que le soin de poursuivre l'application des peines est réservé au Ministère public, représentant de la Société, seule la partie lésée peut mettre en mouvement l'action civile et réclamer en justice la réparation qui lui est due. « C'est la séparation de plus en plus nette de la peine et de la réparation, la distinction toujours mieux faite entre le châtiement et l'indemnité. » (2).

(1) V. dans le même sens, Cass. crim., 23 octobre 1812, aff. Gerber, S. 1812. 4. 204.

(2) Demogue. *De la réparation civile des délits*, pp. 152 et suiv.

Notre droit contraste assez vivement, à ce point de vue, avec une législation voisine qui, en matière de réparation civile, a consacré d'intéressantes solutions (1). En Italie, dans le cas spécial de diffamation commise par la voie de la presse périodique, le gérant du journal sera, aux termes de l'article 49 « del edicto Albertino », obligé d'insérer la sentence de condamnation. Et cette insertion, qui rappelle certaines dispositions de notre ancienne législation sur la presse, n'a pas le caractère d'une peine. La doctrine italienne y voit de préférence une réparation. En dehors de cette hypothèse, et quel que soit le mode de perpétration du délit, la victime de la diffamation, dont la plainte est indispensable pour que l'action publique puisse être exercée, pourra, aux termes de l'article 399 du Code pénal italien, sans avoir besoin de recourir aux formalités et de s'exposer aux frais de la constitution de partie civile, demander et obtenir l'autorisation de publier la sentence de condamnation aux frais du délinquant. Certains auteurs proposent même de généraliser cette solution. Se fondant sur ce que l'article 428 § 1 du Code de procédure pénale ne parle que de « partie à l'instance », tandis que le paragraphe suivant parle de « partie civile » ; s'appuyant aussi sur ce fait que l'article 430 du Code de procédure pénale envisage la réparation du préjudice subi indépendamment de la constitution de partie civile, et n'impose cette constitution que si la victime du

(1) V. plus loin nos développements sur la publication du jugement à titre de peine privée. V. également : *Revista penale*. 1919, Vincenzo Vescovi, *Pubblicazione per le Stampa delle sentenze penali*.

délit veut obtenir certains modes de réparation jugés particulièrement favorables, comme une indemnisation pécuniaire, les auteurs dont nous rapportons l'opinion admettent que la disposition de l'article 428 § 1 du Code de procédure pénale doit être interprétée en conformité du principe posé par l'article 399 du Code pénal. En conséquence, d'une manière générale et sauf les dérogations expressément formulées par la loi, la victime du délit pourrait toujours introduire requête pour obtenir réparation, sans avoir besoin de se constituer partie civile. Cette opinion favorable rencontre, il est vrai, des contradicteurs qui, sans s'attacher à la différence de terminologie des deux paragraphes de l'article 428 C. pr. pén., considèrent la publication des jugements comme étant précisément un de ces modes très favorables d'indemnisation visés par l'article 430, en tant que « liquidazio del danno », pour lesquels la loi exige la constitution de partie civile. De telle sorte que l'application de l'article 399 C. pén. devrait être restreinte au seul cas pour lequel ce texte a été édicté. Doctrine et jurisprudence sont d'ailleurs unanimes pour admettre la nécessité d'une constitution de partie civile lorsqu'il s'agit d'obtenir, comme réparation d'un délit civil, la publication d'un jugement rendu par une juridiction civile.

La publication du jugement à titre de réparation est fréquemment ordonnée par les tribunaux en matière de presse. Elle a pris, en cette matière, la place de la publication à titre de peine, depuis l'abrogation de l'article 11

de la loi du 9 juin 1819. L'affichage de la condamnation, ou son insertion dans les journaux, constituera en effet, pour la personne diffamée, la plus légitime et la plus efficace des réparations (1). La publication du jugement pourrait encore être ordonnée lorsqu'une personne nommée ou désignée dans un journal se serait vu refuser, par le gérant du journal, l'insertion de sa réponse. L'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 décide, en effet, qu'un pareil refus expose son auteur à une amende de 50 à 300 francs, « sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu ». Nul doute qu'à titre de dommages-intérêts l'insertion du jugement pourrait être ordonnée, non seulement dans d'autres journaux, mais dans le journal même qui aurait publié l'article originaire (2). Un arrêt de la Cour de Metz, rendu sous l'empire de la législation antérieure à la loi de 1881 (3) a même décidé que, si pour se soustraire à l'obligation d'insérer la réponse, le journal qui avait publié l'article provocateur cessait de paraître, l'arrêt ordonnant cette insertion devenue impossible ferait l'objet d'une publication par voie d'affiche, aux frais du gérant.

Une autre application des mêmes principes a été fréquemment faite par la jurisprudence, en matière d'infractions à la police des chemins de fer. Sur la

(1) Cass. 11 juillet 1823. Gemon d. Garat. S. chr, B. 95 ; Cass. req. 29 janvier 1840. Salmon c. Parquin, S. 1840. 1. 369 ; Cass. civ. 19 janvier 1875, Lamm c. Triadou, D. 1875, 1, 321 ; S. 1875, 1, 373 ; Cass. 2 février 1883, Déchaume c. Gallas et Sirugue, B. 33.

(2) V. Barbier, *Code expliqué de la presse*, t. I, n° 159.

(3) Metz, 23 mai 1850, Mérentié c. Danèse ; D. 1851, 2, 55.

demande de la Compagnie victime de l'infraction, l'affichage du jugement de condamnation est ordonné dans certains lieux, par exemple dans les gares et salles d'attente, aux frais du contrevenant. Parfois, une certaine atténuation est apportée au caractère personnel de cette publication, le nom du condamné ne devant pas être indiqué, sur l'affiche, ou ne devant y être indiqué, du moins, que par une initiale. Une semblable publication se rattache bien encore, dans une certaine mesure, à l'idée de réparation, et c'est à titre de dommages-intérêts qu'en fait la justice est sollicitée de l'ordonner. Mais, par certains côtés, elle est quelque chose de plus qu'une mesure d'indemnisation, et se rattache à un autre ordre d'idées que nous allons maintenant étudier.

3° PUBLICATION A TITRE DE PEINE PRIVÉE,
OU DE SANCTION DISCIPLINAIRE

Dans les cas mêmes où la publication du jugement est sollicitée et accordée à titre de réparation, il semble que toute idée de pénalité n'en est pas exclue. Sans doute le but essentiel est d'indemniser la victime du délit pénal ou civil, et c'est pourquoi la publication intervient surtout dans les cas où le préjudice subi n'est pas exclusivement, ni même principalement, d'ordre pécuniaire. La partie lésée trouve dans cette mesure un réconfort contre l'atteinte portée à son honneur, à sa considération, à ses intérêts. Mais, en y réfléchissant un peu, on est amené à

reconnaître que la partie condamnée, dont l'acte est ainsi porté à la connaissance de tous en même temps que la censure judiciaire dont cet acte a été l'objet, en tirera quelque gêne, quelque humiliation, quelque discrédit et par là peut-être quelque dommage dans l'avenir. Si la publication du jugement est une réparation pour la victime du fait préjudiciable, il semble bien qu'elle ait pour l'auteur de ce fait quelque chose d'une peine.

Elle revêt bien davantage ce caractère si, en l'ordonnant le juge paraît s'être inspiré d'une pensée d'exemplarité, s'il a voulu par exemple prévenir le retour d'actes analogues à celui dont on lui demande la réparation. Sans doute en pareil cas on n'est pas en présence d'une peine véritable, d'une peine publique : « nulla poena sine lege ». Mais l'idée de réparation paraît reléguée au second plan, et une autre notion surgit, que nous allons essayer de préciser, celle de « peine privée ».

Cette notion qui tend à prendre, non seulement dans la doctrine mais dans la jurisprudence et la législation une importance croissante, est assurément une réaction contre la séparation trop absolue des notions de peine et de réparation. Un des auteurs qui l'ont étudiée avec le plus de soin, M. Louis Huguency (1), l'a analysée dans les termes suivants : « La peine privée profite à l'individu, plus exactement à la victime, elle se réalise par les moyens du droit civil, plus largement, du droit privé. Telle est la double formule grâce à laquelle nous avons

(1) Louis Huguency, *L'idée de peine en droit contemporain*, thèse, Dijon, 1904, p. 17 et suiv.

cru pouvoir découper en quelque sorte sur le terrain du droit pénal le domaine de la peine privée... Mais la peine privée chevauchant pour ainsi dire sur les frontières du droit pénal et du droit civil, il ne suffit point pour en déterminer l'exacte portée de limiter son domaine du point de vue du droit pénal; il convient aussi d'en fixer l'étendue du point de vue du droit civil. A l'opposition de la peine privée et de la peine publique doit s'ajouter celle de la peine privée et de la réparation... « ... La peine privée, à l'heure actuelle ne se peut point reconnaître à un critérium absolu : notion purement relative, intermédiaire entre la peine et la réparation, elle ne se dégage que par voie de comparaison, par rapport à la peine et à la réparation qui la limitent. Comparaison et au point de vue matériel, et au point de vue moral, et au point de vue du but.

« Matériellement, ce qui nous frappe dans la réparation, c'est que son contenu se trouve exactement déterminé par le montant du dommage souffert, alors que la peine n'est point assujettie à pareille mesure. D'où un premier criterium que nous appellerions volontiers objectif : il n'y aura plus réparation, mais peine privée, lorsque, un dommage étant causé, l'indemnité à verser par l'auteur de la victime différera pour le montant de celui du tort éprouvé.

« Moralement... la peine et la réparation, si elles supposent toutes deux une faute, ne la supposent point, avec la même force, la peine ayant une tendance à chercher de plus en plus dans la faute le régulateur suprême, et la

réparation, à l'inverse, au moins dans la conception qui semble avoir été celle des rédacteurs du Code civil, ne semblant guère apercevoir dans la faute qu'une sorte de « deus ex machina » dont l'intervention permettrait, dans ce conflit embarrassant qui s'élève entre l'auteur et la victime d'un dommage, chacun émettant la prétention d'en laisser à l'autre la charge, de faire pencher la balance en faveur de la victime...

« Matériellement et moralement différente, la réparation ne s'écarte pas moins de la peine par son but. Le but de la peine, dit-on, c'est de « faire une nouvelle blessure », celui de la réparation, de « guérir une première blessure ». La peine vise l'auteur du dommage ; la réparation se préoccupe de la victime. Et de là cette conséquence toute naturelle qu'on se trouvera en présence d'une peine privée et non plus d'une réparation lorsque l'intention du législateur aura été, en donnant action contre l'auteur d'un tort, moins de venir en aide au lésé que de réprimer un agissement coupable... ».

Cette notion de « peine privée » n'est d'ailleurs pas complètement étrangère à notre droit actuel. On pourrait en découvrir des applications (1), non seulement dans le cas où la confiscation est opérée au profit de la victime, à la suite d'une contrefaçon, mais dans un certain nombre de dispositions du Code civil qui assurent à la personne lésée une satisfaction sans aucun rapport avec le montant du préjudice subi, par exemple en cas d'indignité succes-

(1) V. Demogue, *De la réparation civile des délits*, pp. 163 et suiv.

sorale, de divertissement ou recel héréditaire, de révocation d'une donation pour cause d'ingratitude (1).

Elle apparaît bien plus nettement dans la législation italienne, précisément sous la forme de la publication des jugements (2). En Italie, l'ordre de publier une sentence judiciaire constitue un mode de réparation très différent de tous les autres. Il présente toujours un double caractère : celui de réparation et celui d'intimidation. De cette dualité de fins civiles et pénales résulte une série de conséquences :

1° Un tel mode de réparation ne peut être accordé que si un intérêt d'ordre général se superpose à un intérêt d'ordre privé, si par exemple le fait incriminé a été entouré d'une grande publicité, ou si le renouvellement d'un tel fait était susceptible de léser un nombre considérable de personnes. Première catégorie d'hypothèses : violation des droits d'auteur, calomnie ; deuxième caté-

(1) Il convient d'observer toutefois que, si la notion de peine privée paraît se concilier assez facilement avec certaines dispositions de notre droit, aucun texte, actuellement, ne la consacre expressément. Ainsi que nous le verrons bientôt, à l'occasion de la publication des jugements rendus en matière de police des chemins de fer, elle paraît se dégager peu à peu des arrêts. Mais comme la notion d'« astreinte », elle reste jusqu'ici une notion purement jurisprudentielle. Et l'on pourrait à bon droit reprocher à la jurisprudence de faire œuvre arbitraire et prétorienne en fondant sur l'idée de réparation civile une publicité qui ne répare rien, et qui s'inspire, au fond, de préoccupations toutes différentes. C'est au législateur seul qu'il doit appartenir de décider si, en face de la peine publique et pour prévenir l'atteinte qui menacerait certains intérêts privés, il y a lieu ou non, dans tel ou tel cas déterminé, de reconnaître l'existence de la « peine privée ».

(2) « Relazione ministeriale » sur le projet du Code pénal de 1905 : « En pareil cas la publicité de la condamnation vaut non seulement comme satisfaction et indemnisation des lésions patrimoniales et des intérêts personnels de la victime, mais encore comme prévention contre la possibilité de lésions analogues dans l'avenir ». (V. *Revista penale*, 1919, *loc. cit.*, p. 717).

gorie : usage ou détention de faux poids ou de fausses mesures ; fraudes dans l'exercice du commerce, fraude sur les substances pharmaceutiques ou alimentaires.

2° Le juge, avant d'ordonner la publication d'une sentence, devra prendre en considération beaucoup moins le dommage réellement subi que l'influence possible d'une telle publication en vue de l'élimination ou de l'atténuation des conséquences futures du fait dommageable. En d'autres termes, la publication du jugement doit avoir pour objet beaucoup plus d'éviter l'extension du préjudice déjà subi, ou son renouvellement, que de réparer ce préjudice.

En tant que mode de réparation, la publication du jugement assure principalement une réparation d'ordre moral. En cela, elle présente l'avantage d'écarter toute objection que pourrait susciter l'attribution d'une indemnité pécuniaire dans les cas où le préjudice subi est un préjudice moral ou affectif : par exemple, au cas de diffamation contre un fonctionnaire ou contre un mort. Elle peut, toutefois, dans certaines hypothèses, telles que celles de contrefaçon ou de concurrence illicite, réparer à la fois un préjudice moral et un préjudice pécuniaire.

C'est encore à la notion de peine privée que, dans notre propre jurisprudence, nous paraît se rattacher la publication des jugements, lorsqu'elle intervient à l'occasion de fraudes dans l'application des tarifs de transport ou d'infractions à la police des chemins de fer. Observons tout d'abord que les conditions de la publica-

tion varieront fréquemment suivant le degré de culpabilité de l'auteur de l'infraction, l'affiche contenant parfois l'indication de son nom tout entier, alors que d'autre fois, à raison de certaines circonstances favorables, ou de sa bonne foi, il ne sera désigné que par ses initiales, ou même simplement par la lettre X (1).

L'idée de peine privée se dégage aussi des motifs qui ont inspiré les tribunaux, lorsqu'ils ont ordonné la publication de leurs jugements, tels que ces motifs peuvent être discernés d'après les « attendus » qui précèdent la sentence. L'évolution qui a conduit la jurisprudence, du but de réparation à assurer, au but d'intimidation préventive, apparaît nettement à la lecture des arrêts. Citons-en quelques-uns seulement, parmi beaucoup d'autres. A la date du 29 novembre 1860 (2), à la suite d'une poursuite dirigée contre un enfant qui, du haut d'un viaduc avait jeté une pierre au mécanicien d'une locomotive et atteint la machine, la Cour de Bourges, sur les conclusions de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans, partie civile, ordonne l'affichage de son arrêt : « Attendu... qu'au lieu de réclamer une somme d'argent difficile à évaluer, la Compagnie, responsable de ses agents, se borne à demander l'affiche de l'arrêt à intervenir ; Considérant que cette mesure est en effet la plus efficace pour réparer le préjudice causé, puisqu'elle tend

(1) V. Hugueney, thèse citée, pp. 116 et suiv. et les arrêts cités en note : Douai, 25 novembre 1890, S. 1891, 2, 61 ; — Paris, 7 mai 1890, D. 1891, 2, 331 ; — Trib. Pontoise, 6 octobre 1887, S. 1888, 2, 22.

(2) Bourges, 29 novembre 1860. Minist. pub. et Compagnie d'Orléans, c. Jeannet, S. 1861, 2, 305 ; — J. P. 1861, 1005.

à donner satisfaction au mécanicien menacé, à fortifier l'esprit des employés et à assurer la sécurité du public ; Que, sous ces divers rapports, loin d'être purement préventive, l'affiche est une réparation et un dédommagement effectif et appréciable du préjudice antérieurement causé... Considérant, en droit, que, de sa nature, l'affiche du jugement ne peut être considérée comme aggravation ou supplément de peine ;... Considérant enfin, que si, par un double et heureux effet l'affiche devient à la fois un instrument qui répare pour le passé et un instrument qui protège pour l'avenir c'est une raison de plus de l'appliquer, comme la mesure la mieux appropriée à la nature du préjudice éprouvé... » Ainsi, en 1860, la publication du jugement apparaît à la Cour de Bourges comme une réparation appropriée, non comme une mesure pénale ; mais la Cour est obligée de constater, non sans quelque préoccupation, semble-t-il, que cette mesure, indépendamment de son effet réparateur, a un effet préventif, et « protège pour l'avenir ». Quelques mois auparavant (1), la Cour d'Aix, à l'occasion d'une fraude dans l'application des tarifs, commise au détriment de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, avait confirmé le jugement rendu par le tribunal de Marseille, dont l'insertion dans divers journaux avait été ordonnée. Les motifs de ce jugement, adoptés par les juges d'appel, font état du concours de l'intérêt public et de l'intérêt privé, en reconnaissant à la publication un

(1) Aix, 24 mars 1860, Frischknecht, c. Compagnie chemin de fer Paris-Méditerranée, D. 1860, 2, 132 ; — S. 1860, 2, 473.

but préventif et un effet d'intimidation : « Attendu... que cette fraude dirigée contre une Compagnie qui est en relations de tous les jours avec le commerce entier gagnerait comme une contagion dans une certaine classe de personnes si elle réussissait et deviendrait enfin générale... que s'il y a intérêt public à la prévenir, l'intérêt privé de la Compagnie y est aussi engagé ; qu'à cet égard la publication du jugement par la voie des journaux, destinée à empêcher une des plus désastreuses conséquences de la fraude commise, rentre dans les réparations à laquelle la Compagnie a droit... » C'est donc toujours à l'idée de réparation que s'attache le jugement, mais en élargissant singulièrement la portée de ce concept, puisqu'il s'applique désormais, non plus seulement au préjudice subi, mais au préjudice éventuel, à empêcher dans l'avenir. Un jugement du tribunal correctionnel de Bagnères-de-Bigorre va plus loin encore, en décidant à la date du 28 décembre 1878 (1), que l'affichage dans les gares d'un jugement de condamnation est, « eu égard aux abus qu'il s'agit de faire cesser » un élément de réparation civile approprié à la nature des contraventions commises, mais qu'il constitue toutefois incontestablement « une aggravation de peine d'après l'article 36 du Code pénal ». Fausse application de ce texte, mais qui montre bien l'évolution en voie de s'opérer dans la jurisprudence. Cette évolution s'affirme plus nettement encore dans un arrêt de la Cour de Paris,

(1) Trib. corr. Bagnères-de-Bigorre, Chemin de fer d'Orléans c. X, D. 1879, 3, 88 ; — S. 1879, 2, 122.

en date du 28 décembre 1906 (1), où le but réparateur et le but préventif de l'affichage sont placés sur la même ligne : « Considérant qu'il est de jurisprudence constante de reconnaître aux compagnies de chemin de fer le droit de demander, à titre de dommages-intérêts, l'affichage des jugements et arrêts prononcés pour délits et contraventions aux lois et règlements sur les chemins de fer ; Que cet affichage est considéré, non comme une peine accessoire ou une aggravation de peine contre les condamnés, mais bien comme une réparation du préjudice causé et un moyen préventif de faire respecter les règlements en vigueur... » Le mot de « peine privée » n'est, il est vrai, prononcé dans aucune de ces décisions, et ne pouvait l'être, puisque, législativement, la peine privée n'existe pas dans notre droit ; mais il semble que, peu à peu, les caractères par lesquels la peine privée se distingue à la fois de la peine publique et de la réparation se trouvent dégagés (2).

De la publication du jugement à titre de peine privée, nous rapprocherons la publication à titre de sanction disciplinaire, à raison de l'analogie que l'on peut relever

(1) Paris, 28 décembre 1906, Minist. pub. et chemin de fer d'Orléans, c. Mathurin, D. 1910, 2, 343 ;

(2) Observons que, dans les cas de condamnation pour fraude en matière de tarifs ou pour infractions à la police des chemins de fer, les compagnies qui s'estiment lésées pourraient, au lieu de demander au tribunal d'ordonner la publication du jugement, faire effectuer elles-mêmes, à leurs propres frais, cette publication, soit dans les journaux, soit même par affiches, du moins à notre avis. Ce serait la simple application de l'article 39 de la loi de 1881. Les compagnies pourraient toutefois s'exposer à voir cette publication volontaire considérée dans certains cas comme abusive et encourir de ce fait des dommages-intérêts.

entre elles. Comme la peine privée, la sanction disciplinaire en effet n'est pas une véritable peine, au sens que les textes actuellement en vigueur donnent à ce mot. Entre la peine privée et la sanction disciplinaire, une différence importante peut toutefois être relevée : tandis que la peine privée est ordinairement considérée tout à la fois comme une réparation de l'atteinte portée actuellement à des intérêts d'ordre privé et comme une prévention des atteintes qui menaceraient ces mêmes intérêts dans l'avenir, la sanction disciplinaire, bien qu'ayant pour but de donner satisfaction à l'honneur et à la considération du corps auquel appartient l'auteur du fait poursuivi, s'inspire principalement de considérations qui touchent à l'intérêt public. Celui-ci paraît engagé, beaucoup plus encore que l'intérêt corporatif, à ce que les magistrats et les auxiliaires de la justice soient irréprochables dans l'exercice des attributions qui leur sont dévolues. L'intérêt public paraît, au contraire, beaucoup moins engagé à la répression des fraudes aux tarifs de chemins de fer que l'intérêt des Compagnies exploitantes elles-mêmes. De cette différence entre la peine privée et la sanction disciplinaire résulte une double conséquence. D'une part, au cas de peine privée, la publication du jugement ne peut être ordonnée que sur les conclusions de la partie lésée, tandis qu'au cas de sanction disciplinaire, la publication de la décision peut, ainsi que nous le verrons, être parfois prononcée d'office. D'autre part, bien que les mesures disciplinaires ne constituent pas de véritables peines, et que les juridictions de qui elles émanent aient, pour en régler

l'application, des pouvoirs très étendus, la jurisprudence les considère comme régies par le principe « nulla poena sine lege », en ce sens du moins que, lorsque la loi ou le règlement les détermine expressément, il est interdit de recourir à d'autres sanctions non prévues par le texte (1). Par application de cette idée, la publication du jugement peut être ordonnée contre les officiers ministériels exerçant leurs fonctions près les Cours et tribunaux, parce que l'article 102 du décret du 30 mars 1808, modifié par l'article 2 de la loi du 10 mars 1898, mentionne expressément l'impression et l'affiche du jugement parmi les sanctions disciplinaires qui peuvent être prises contre ces officiers ministériels, en cas de manquement à leurs devoirs. Et, à l'inverse, la même sanction ne saurait être prononcée contre les notaires, que la loi organique du 25 ventôse an XI qualifie « fonctionnaires publics », parce que la publication du jugement ne figure pas au nombre des peines disciplinaires énumérées dans l'article 53 de cette loi. Ainsi jugé par un arrêt de la Cour de Cassation en date du 28 août 1854 (2), cassant un arrêt de la Cour de Toulouse qui avait adopté une solution contraire : « Attendu que la nature des fonctions, les droits et les devoirs des notaires, la discipline à laquelle ils sont soumis et les peines disciplinaires qui peuvent les frapper sont déterminés par la loi spéciale du 25 ventôse

(1) V. Garçon, *Code pénal annoté*, article 1, n° 13, et les nombreux arrêts cités.

(2) Cass. civ. 28 août 1854, Darrieux c. Minist. public, S. 1854, 1, 616, et 1854, 2, 370 ; — D. 1854, 1, 321 ; — Cass. civ. 22 mai 1855, S. 1855, 1, 750. Voir également Morin, *Discipline judiciaire*, pp. 417 et suiv.

an XI, contenant l'organisation du notariat; Que l'article 53 en chargeant les tribunaux civils de statuer sur les actions disciplinaires dont les notaires peuvent être l'objet, d'office, sur les poursuites du Ministère public, et de prononcer contre eux la suspension et même la destitution ne les autorise pas à ordonner, en outre, l'affiche ou l'insertion dans les journaux de leurs décisions; ... Attendu que le décret du 30 mars 1808, contenant règlement pour la police et la discipline des Cours et tribunaux, et spécialement l'article 102 de ce décret, ne s'appliquent d'après leur texte qu'aux officiers ministériels exerçant près les tribunaux et les cours, et non aux notaires, dont ils ne parlent pas, et qui, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 25 ventôse an XI, sont des fonctionnaires publics ».

Nous trouvons une autre application intéressante de la publication du jugement à titre de sanction disciplinaire dans les cas prévus par le décret du 21 juillet 1897 sur le régime scolaire et disciplinaire des universités. L'article 34 énumère les peines de discipline auxquelles peuvent s'exposer les étudiants. L'article 43 ajoute : « Le Conseil de l'Université peut ordonner l'affichage de ses décisions en matière disciplinaire à l'intérieur de l'Université ou de l'Ecole ». L'intérêt de cette disposition tient principalement à l'interprétation qui en a été donnée par une circulaire ministérielle en date du 16 décembre 1897 (1) :

(1) V. Générès, *Recueil des lois et règlements sur l'enseignement supérieur*, t. V, pp. 699 et 783. Circulaire de M. A. Rambaud, ministre de l'Instruction publique, relative à l'affichage des décisions du Conseil de l'Université en matière disciplinaire.

« Monsieur le Recteur, j'ai été saisi de diverses questions relatives à l'interprétation de l'article 43 du décret du 21 juillet 1897 sur le régime scolaire et disciplinaire des Universités, article aux termes duquel le Conseil de l'Université peut ordonner l'affichage de ses décisions en matière disciplinaire à l'intérieur de l'Université ou de l'Ecole.

« La Section permanente du Conseil Supérieur de l'Instruction publique, que j'ai consultée sur le libellé de l'affiche, la date et la durée de l'affichage, a émis en premier lieu l'avis que l'affichage des décisions du Conseil de l'Université en matière disciplinaire ne constituait pas une peine complémentaire, mais une mesure administrative destinée à être pour les étudiants un exemple et un avertissement, et qu'en conséquence l'affiche doit mentionner la faute commise et la peine prononcée sans porter le nom de l'étudiant... En ce qui concerne la durée de l'affichage il vous appartient d'en décider ».

Nous retiendrons de cette interprétation officielle du décret du 21 juillet 1897, non seulement la preuve qu'elle fournit, des larges pouvoirs reconnus aux autorités chargées d'appliquer les sanctions disciplinaires, mais le rapprochement qu'elle suggère, entre ces sanctions et la notion de peine privée, l'idée directrice et le but poursuivi étant, dans l'un et l'autre cas, de faire un exemple et de donner un avertissement.

On peut se demander si, en dehors des hypothèses où la publication d'une décision est ordonnée par une juri-

diction disciplinaire, cette publication, envisagée comme sanction disciplinaire, ne trouve pas dans la disposition de l'article 1036 du Code de procédure civile une source d'applications beaucoup plus étendues. Aux termes de cet article : « les tribunaux, suivant la gravité des circonstances, pourront, dans les causes dont ils seront saisis, prononcer, même d'office, des injonctions, supprimer des écrits, les déclarer calomnieux, et ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements ». Quelle est exactement la portée de cette disposition ? Dans quels cas et à quels titres un tribunal peut-il, même d'office, ordonner dans la cause dont il est saisi l'impression et l'affiche de son jugement ? C'est une question qui, dans la jurisprudence comme dans la doctrine, a soulevé de très vives controverses.

Il est cependant un point sur lequel l'accord paraît s'être assez rapidement établi ; c'est en ce qui concerne la possibilité d'application de l'article 1036 devant les juridictions de tout ordre. Quelques arrêts, déjà anciens, avaient admis une solution contraire, mais ces arrêts sont restés isolés (1). Le fait que l'article 1036 est inscrit au Code de procédure civile n'empêche pas, en effet, que son texte ait un caractère général. Les dispositions de nos codes se pénètrent, et les prescriptions de la loi civile s'imposent parfois aux juridictions de répression. C'est

(1) Cass. crim., 3 juin 1858, d'Asnière de la Châtaigneraye c. Guillot-Rosimond, D. 1858, 1, 381 : « Attendu que... l'impression et l'affiche que l'arrêt a prescrites ne sauraient être justifiées par la citation et la transcription dans cet arrêt de l'article 1036 du code de procédure civile, ce code ne régissant point les matières criminelles... »

ainsi que l'article 10 du Code de procédure civile a toujours été considéré comme régissant aussi bien les audiences du tribunal de simple police que celles du juge de paix statuant au civil. De même pour les articles 41 et 172, dont la jurisprudence étend l'application aux matières criminelles. C'est également la solution admise pour l'article 1036, que tout le monde aujourd'hui s'accorde à déclarer applicable, non seulement devant les juridictions civiles, de droit commun ou d'exception, mais devant les juridictions répressives et les tribunaux administratifs (1). Pour que la publication de la décision puisse être ordonnée, même d'office, dans les cas et aux conditions que nous aurons à préciser, il faut et il suffit que cette décision ait le caractère d'un « jugement », et

(1) V. notamment Fabreguettes, *Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la presse*, 1904, t. I, p. 29, n° 8 ; Le Neuf de Neufville, *France judiciaire*, 1877-1878 ; Cas. crim., 25 avril 1862, Delécluze, B. 117 ; D. 1863, 5, 123 ; Cas. crim., 16 mai 1873, Boulon et Lepic, D. 1873, 1, 441. — On lit dans le rapport de M. le conseiller Requier sur cette affaire : « Il est vrai que cet article (1036) se trouve écrit au nombre des dispositions qui règlent la procédure à suivre devant les tribunaux civils. Mais nos codes sont souvent appelés à se compléter l'un par l'autre, et il arrive plus d'une fois que dans le silence du Code d'instruction criminelle les tribunaux de répression sont obligés de recourir aux règles de la procédure civile ». En ce qui concerne l'application de l'article 1036 devant le juge de paix, v. Cass. req., 31 mai 1864, Bernard c. Demaret, D. 1864, 1, 361 ; S. 1864, 1, 291, et Conseil d'appel de Saint-Pierre et Miquelon, 25 avril 1896, S. 1897, 2, 65 : « Attendu que l'article 1036 accorde d'une manière générale et absolue aux tribunaux, sans distinction, le pouvoir d'ordonner l'insertion et l'affiche de leurs jugements, et par conséquent, aux tribunaux de justice de paix comme aux autres ». Devant les tribunaux administratifs : Cons. d'Etat, 30 janvier 1862, Dubrulle et autres, c. Dubuc, D. 1862, 3, 28 ; 30 avril 1875, aff. Larbaud, D. 1875, 3, 100 ; 29 décembre 1893, et rapport du commissaire du gouvernement Le Vavas seur de Précourt, D. 1894, 3, 89 ; 13 janvier 1894, élections de Saint-Louis, D. 1895, 3, 11 (il s'agissait d'un pourvoi en annulation contre un arrêté du conseil du contentieux du Sénégal). L'article 1036 C. Pr. C. a d'ailleurs été déclaré applicable aux conseils de préfecture, par l'article 13 de la loi du 21 juin 1865, et aux conseils du contentieux, dans les colonies, par l'article 27, décret du 5 août 1881.

que la juridiction dont elle émane constitue un « tribunal » (1).

Si l'article 1036, C. pr. civ. doit être considéré comme ayant, au point de vue des juridictions, une portée d'application générale, il reste à déterminer à quelles conditions et dans quels cas il est applicable. Quelques arrêts, surtout parmi les plus anciens (2), ont cru pouvoir se borner à constater qu'il consacrait au profit des tribunaux une faculté de publication dont ceux-ci pouvaient user à leur gré, suivant leur appréciation particulière des circonstances. Mais les commentateurs du Code de procédure ont bien vite compris qu'une semblable interprétation était insuffisante, parce que l'admettre serait se mettre en contradiction « avec cette idée que la publicité

(1) V. sur les distinctions à établir, à ce point de vue, la première partie de notre travail. V. également, sur divers cas où la solution est controversée, Cléaut, *Revue étrangère et française de législation, de jurisprudence et d'économie politique*, 1843, p. 37 : *Des arbitres sont-ils compétents pour statuer incidemment sur une demande en suppression d'écrits injurieux ou diffamatoires produits devant eux ?*... « La garantie de la publicité doit être réservée à toutes les contestations auxquelles la loi l'a accordée, et les juridictions qui, à raison de la nature de leurs attributions, rendent la justice à huis clos, sont incompétentes pour statuer sur ces contestations. Dès lors si devant une chambre d'accusation, ou devant un tribunal arbitral une demande en suppression d'un écrit produit dans la cause est incidemment élevée, le défendeur a le droit de décliner la juridiction devant laquelle cette demande se trouve ainsi portée, et de réclamer les garanties de publicité qu'elle ne saurait lui offrir ». Ces diverses juridictions pourraient-elles ordonner d'office la publication de leurs jugements ? V. Ordon. du Président, trib. Redon, 1^{er} février 1869, M. G. c. M. L. ; D. 1869, 3, 103 ; Cass. crim., 7 décembre 1821, aff. Merlivo, S. chr. ; Rennes, 21 avril 1869, Brelet, c. Maslin, D. 1869, 2, 168 ; Cass. ch. réunies, 17 mai 1838, Parquid et Ducros c. Salmon et consorts, S. 1838, 1, 398 ; Jugement Toulouse, 8 février 1854, S. 1854, 2, 369.

(2) Cass. civ., 4 frimaire an IX, Marcial c. Milliet-Lafont, S. chr. ; Cass. civ., 1^{er} frimaire an X, Marical c. Lafosse, S. chr. ; Cass. civ., 31 décembre 1822, Vermont c. Delarue, S. chr. ; Cass. req., 31 mai 1864, Bernard c. Demaret, D. 1864. 1. 361 ; S. 1864. 1. 291 ; Cass., 18 juillet 1870, D. 1872. 1. 156.

est une forme d'exécution des décisions judiciaires qui a un caractère pénal », et avec ce fait « que la loi l'ordonne ou l'autorise par une disposition expresse toutes les fois qu'elle juge cette mesure nécessaire ou simplement utile comme complément de pénalité (1) ». Ne pouvant se rattacher à l'idée de peine, la jurisprudence chercha d'abord dans l'idée de réparation une base d'interprétation de l'article 1036. Ce texte donnerait aux juges un moyen de garantir les parties en cause contre la lésion qui pourrait résulter pour elles du fonctionnement de la justice. Il appartiendrait au tribunal de peser les conséquences du débat judiciaire, et, par son jugement, de remédier immédiatement à certains des inconvénients qu'il pourrait entraîner. D'où la variété de mesures réparatrices prévues au texte de l'article 1036, chacune devant correspondre à une situation particulière. C'est à cette conception que répond l'arrêt de Cassation du 11 novembre 1869 (2), qui, rendu sur une procédure en révision, ordonne « à titre de mesure réparatrice l'affiche de cette décision, tant dans le lieu où a été prononcée la condamnation reconnue mal fondée, que dans celui du domicile du condamné (3) ». Par là s'explique également que les pourvois formés contre les arrêts et jugements ayant fondé sur l'article 1036 l'ordre de publication sont rejetés, toutes

(1) Garraud, *Traité de droit pénal*, t. II, n° 661, p. 439.

(2) Cass, crim., 11 novembre 1869, Lelouarn et Buffet, D. 1870. 1. 284.

(3) Un amendement déposé lors de la discussion, en 1867, d'un projet de loi relatif à la révision, proposait de rendre obligatoire la publication de la décision d'innocence. Cet amendement fut repoussé sur cette observation que l'article 1036 C. pr. civ. laissait aux juges un pouvoir suffisant pour leur permettre d'assurer la réparation du dommage causé à la victime d'une erreur judiciaire.

les fois que la publication a été ordonnée soit dans l'intérêt de la partie civile et sur ses conclusions (1), soit dans l'intérêt de la partie défenderesse (2). La Cour de Lyon eut même à réprimer une extension abusive de cette interprétation, en réformant un jugement qui avait fondé sur l'article 1036 une réparation pécuniaire du préjudice subi (3).

Observons que l'application de l'article 1036 C. pr. civ. quel que puisse être d'ailleurs le motif rationnel ou juridique qui sert de base à cette disposition, est en effet susceptible de fournir à celle des parties qui a eu à se plaindre à l'occasion d'un procès une certaine réparation du dommage éprouvé (4). Il est vrai que cette réparation, lorsqu'elle est accordée d'office et en dehors de toute demande de la partie lésée, pourrait parfois aller à l'encontre du désir et des intérêts bien compris de celle-ci, au cas notamment où le jugement ne lui donnerait pas gain de cause sur tous les points.

La thèse qui se dégage des arrêts que nous venons de rapporter soulève de graves objections. Si la disposition de l'article 1036, en tant qu'elle permettrait aux juges d'ordonner d'office, à leur gré, la publication du juge-

(1) Cass. crim., 25 avril 1862, affaire Delécluse, B. 117 ; D. 1863. 5. 123 ; Cass. crim., 24 novembre 1864, Gloux c. Lacombe, B. 264.

(2) Cass. req., 17 août 1875, Wacquez c. Tête et de Vige, S. 1875. 1. 406 : « Attendu qu'aux termes de l'article 1036, C. pr. civ., les tribunaux, suivant la gravité des circonstances, peuvent dans l'intérêt civil des parties, ordonner l'affiche et l'impression de leurs jugements ».

(3) Lyon, 8 juillet 1893, Manus, Ferrière et autres c. Syndic Noilly, D. 1894. 2. 257 : « Considérant que le tribunal s'est basé à tort pour prononcer sa condamnation en 3.000 francs de dommages-intérêts sur l'article 1036 du Code de procédure civile ; que cet article n'autorise même pas le juge à allouer des dommages-intérêts.

(4) V. Demogue, *De la réparation civile des délits*, p. 46.

ment paraît incompatible avec le principe qu'il n'y a pas de peine sans disposition législative l'édicant spécialement, elle ne serait pas moins incompatible, d'autre part, avec ce principe de notre droit que toute réparation civile doit être demandée expressément par la partie lésée (1). Cette considération devait amener la jurisprudence, et l'a effectivement amenée, à chercher pour l'article 1036 une autre base d'interprétation.

Divers arrêts ont pensé la trouver dans cette idée que la publication du jugement, ordonnée d'office par les juges, constituerait une « mesure d'ordre public », et la « réparation d'un scandale public ». C'est la thèse soutenue par M. le Conseiller Réquier dans son rapport sur l'affaire Boulon et Lepic, à la date du 16 mai 1873 (2) : « Lorsque les tribunaux usent de la faculté que leur accorde cet article, ce n'est pas une peine qu'ils prononcent, c'est une juste réparation du scandale produit par le fait de la partie condamnée. Aussi la loi n'a pas, comme en matière pénale, déterminé les cas dans lesquels l'impression et l'affiche pourraient être ordonnées. Elle a laissé aux tribunaux le soin de prescrire cette mesure d'ordre public dans toutes les circonstances où elle leur paraîtrait utile ». Et l'arrêt décide de son côté, presque dans les mêmes termes : « que la mesure d'intérêt public que l'article 1036 permet d'ordonner, même en matière civile, n'est pas prononcée à titre de peine, mais comme

(1) V. Garçon, *Code pénal annoté*, article 36, n° 17.

(2) Cass. crim., 16 mai 1873, et rapport de M. le Conseiller Réquier, aff. Boulon et Lepic, B. 130 ; D. 1873. 1. 441 ; S. 1873. 1. 235 ; J. P. 1873. 551 ; Cass. crim., 23 mai 1874, aff. Turck et Perrot, B. 144 ; D. 1875. 1. 233.

une réparation du scandale public produit par le fait de la partie condamnée ». Ainsi envisagée, la publication du jugement pourrait être ordonnée d'office par les juges, non seulement à leur gré, dans toute cause qui leur serait soumise, mais indépendamment de toute autre sanction prévue par l'article 1036 (1). Il ne serait pas besoin, par exemple, que le tribunal prononçât par le même jugement une injonction, ou supprimât un écrit en le déclarant calomnieux.

Cette jurisprudence ne s'est pas maintenue, et la Cour suprême paraît l'avoir définitivement abandonnée (2). Le pouvoir absolu qu'elle conférait aux tribunaux d'apprécier souverainement les circonstances de la cause en vue de décider s'il y avait, ou non, lieu de publier leurs jugements, heurtait la rigidité des principes qui, dans notre droit, régissent l'application de la peine et l'octroi de la réparation (3). « Comment admettre, en effet, qu'une législation qui prend soin de déterminer avec précision les cas dans lesquels les tribunaux de répression pourront, à titre exceptionnel, ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements comme complément de pénalité, autorise dans un texte général tous les tribunaux quels qu'ils soient, et sur quelque matière qu'ils soient appelés à statuer, à ordonner la même mesure, non plus sans doute à titre de peine, mais à titre de réparation du scandale

(1) Le Neuf de Neufville, *France judiciaire*, 1877-1878.

(2) Cass. crim. 8 décembre 1894 et le rapport de M. le conseiller Accarias, S. 1895, 1, 298 ; D. 1899, 1, 429 ; *Revue critique* 1895, p. 166, examen doctrinal de jurisprudence criminelle, par M. le professeur Laborde.

(3) V. Garçon, *Code pénal annoté*, article 36, n° 17.

public produit par le fait de la partie condamnée (1) ? » La Cour de cassation, dans l'arrêt Autran, de 1894, est revenue à une autre thèse, antérieurement soutenue par quelques arrêts, et qui trouve un appui dans le texte même de l'article 1036, à savoir : que la dernière partie de ce texte ne constitue pas « une disposition absolument distincte et indépendante de ce qui précède », et qu'il faut « rattacher la publication du jugement à la répression des écarts de la parole ou de la plume commis devant les tribunaux et ne l'autoriser que lorsqu'ils prononcent des injonctions, suppriment des écrits, ou les déclarent calomnieux (2). » La publication prendrait ainsi le caractère d'une sorte de mesure disciplinaire, complément de la répression qu'auraient nécessitée les écarts de la défense. Cette interprétation avait déjà été admise par un arrêt en date du 28 août 1854 (3). « Attendu, en ce qui concerne l'article 1036 du Code de procédure civile, qu'il n'a d'autre objet que d'assurer la modération et la convenance des débats judiciaires, et de protéger la dignité de la Justice et de ses audiences, et que c'est en détourner le sens et la portée que de l'appliquer à des faits qui ont bien pu motiver l'action disciplinaire, mais qui sont étrangers à la forme et au caractère des débats écrits ou oraux... » Un autre arrêt de la Chambre criminelle, en date du

(1) V. Garraud, *Traité de droit pénal*, t. II, n° 661 ; Barbier, *Code expliqué de la presse*, t. II, n° 797, pp. 222 et suiv.

(2) V. Laborde, *Examen doctrinal de jurisprudence criminelle*, 1895, p. 166, et *Cours élémentaire de droit criminel*.

(3) Cass. civ. 28 août 1854, M^e Darrieux c. Minist. pub. ; S. 1854, 1, 616 ; D. 1854, 1, 321 ; Cass. req. 14 juin 1854, D. 1854, 1, 389 ; Cass. crim. 7 février 1857, B. 51 ; Cass. crim. 25 avril 1862, B. 117 ; Cass. crim. 24 novembre 1864 ; B. 264.

28 juillet 1870 (1), déclare de son côté que « sans présenter le caractère légal de la diffamation ou de l'injure, (auquel cas l'article 41 § 4 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse serait spécialement applicable), un écrit quelconque versé au procès peut paraître excessif, irrévérencieux ou inconvenant, et que, dans tous les cas, la règle générale posée par l'article 1036 permet aux juges saisis de la cause d'en prononcer la suppression et d'ordonner l'impression et même l'affiche du jugement. » Ils sont armés pour cela d'un « pouvoir de police souverain. » Mentionnons encore l'arrêt Henry, rendu par la Cour de Nancy, à la date du 27 avril 1875 (2), et aux termes duquel les diverses mesures prévues au texte de l'article 1036 « ne sont autorisées que pour réprimer les écarts de la défense, dans le cas où les écrits produits, renfermant des expressions inconvenantes ou irrévérencieuses pour le magistrat, diffamatoires ou injurieuses envers les parties, il y aurait un scandale à faire cesser ou un dommage à réparer. » C'est cette thèse que la Cour de cassation a de nouveau fait triompher, en 1894, dans l'arrêt Autran (3), après un magistral rapport de M. Accarias. Ayant tout d'abord constaté que l'article 1036 C. Pr. C. est applicable en matière criminelle parce que « la portée d'une disposition légale se détermine beaucoup moins par la place qu'elle occupe que par les motifs d'où elle procède », le savant rapporteur présente une critique

(1) Cass. crim. 28 juillet 1870. B. 155 ; D. 1872, 1, 156.

(2) Nancy, 27 avril 1875 ; aff. Henry ; S. 1876, 2, 80 ; D. 1876, 2, 20.

(3) Cass. crim. 8 décembre 1894, aff. Autran, et rapport de M. le conseiller Accarias, S. 1895, 1, 298.

très serrée des arrêts de 1873 et 1874, qui voient dans la publication du jugement ordonnée d'office par les tribunaux une mesure d'ordre public. Et d'abord, ces arrêts « ont pour résultat évident de rendre inutiles des textes assez nombreux qui, dans des cas spéciaux, autorisent les tribunaux à ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements... ». Ce n'est pas tout, et il importe de « faire ressortir ce que la doctrine de ces arrêts présente de contradictoire et de dangereux. Que lisons-nous dans l'arrêt de 1873 ? « la mesure d'intérêt public que l'article 1036 permet d'ordonner n'est pas prononcée à titre de peine, mais comme une réparation du scandale public produit par le fait de la partie condamnée. » Allons au fond des choses. Si cette mesure était ordonnée à titre de peine, en quoi consisterait l'élément pénal ? En ce que le condamné paierait les frais d'impression et d'affiche et subirait avec toutes ses conséquences le déshonneur résultant de la publicité ? La peine serait donc double, à la fois pécuniaire et morale. Eh bien ! la publicité est ordonnée comme réparation du scandale ; qu'y aura-t-il de changé ? N'est-ce pas encore le condamné qui paiera l'impression et l'affichage ? Et ne sera-t-il pas également frappé dans son honneur et dans sa considération ? Nous aurions beau lui dire qu'il ne subit pas une peine mais qu'il répare un scandale, la distinction lui paraîtra subtile et le public ne la comprendra pas. Il faut donc le reconnaître. Appliquer au condamné l'article 1036, c'est bien lui infliger un supplément de peine ; ou, si l'on répugne à l'emploi de ce mot, sous prétexte que nous ajoutons à l'énumération des

peines telle qu'elle est donnée au Code pénal (art. 6 et suiv.), c'est tout au moins, et cela revient au même, aggraver sa situation, et les cas ne manqueront pas où cette aggravation lui sera plus dure que l'amende et même que la prison. Mais nous avons ajouté que la doctrine de ces arrêts nous paraît dangereuse. Il y a, en effet, beaucoup de procès, c'est même le plus grand nombre, dont l'instruction et les débats ne donnent lieu à aucun incident scandaleux. Et cependant les juges auraient dans tous les cas le droit d'ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements; ce droit appartiendrait même à un tribunal composé d'un seul juge et statuant sans appel. »

Nous avons cité textuellement, pour ne pas risquer d'affaiblir l'autorité de cette argumentation décisive. Le rapport détermine ensuite la portée réelle de l'article 1036. Les derniers mots du texte ne doivent pas, fait-il observer, être isolés de ceux qui les précèdent. C'est seulement lorsqu'un tribunal prononce des injonctions, supprime un écrit ou le déclare calomnieux qu'il peut, comme complément de sa décision, ordonner la publication du jugement. Ainsi interprétée, la disposition de l'article 1036 prend un sens raisonnable, car tout en permettant de réprimer les scandales qui viendraient à se produire au cours d'un procès, elle ne heurte plus « la théorie si juridique et si sage d'après laquelle l'impression et l'affiche d'un jugement ne peuvent être ajoutées à la peine que dans les cas spécialement prévus par la loi. »

L'arrêt rendu a fait complètement sienne la doctrine

du rapporteur : « Attendu que, hors les cas où l'impression et l'affichage des jugements sont demandés à titre de dommages et intérêts par la partie civile, les tribunaux de répression ne peuvent légalement les ordonner qu'autant qu'un texte formel les y autorise ; qu'en droit, la vérité de cette règle est démontrée par les nombreuses lois spéciales qui contiennent une autorisation de ce genre et qui ne s'expliqueraient pas sans elle ; et que rationnellement, elle se fonde sur ce que l'impression et l'affiche du jugement, bien que n'étant pas des peines, ont néanmoins pour effet nécessaire d'aggraver la situation du condamné, qu'elles frappent dans sa fortune et dans sa considération... » Attendu, que si l'article 1036 C. Pr. Civ. reconnu applicable à toutes les juridictions permet aux tribunaux d'ordonner, même d'office, l'impression et l'affiche de leurs jugements, c'est seulement dans les cas où ils prononcent des injonctions, suppriment des écrits ou les déclarent calomnieux, car alors il y a lieu à une réparation spéciale du scandale que la partie condamnée a causé dans le cours du procès. »

Avec cette interprétation, qu'il y a quelque raison de juger définitive, la publication du jugement fondée sur la disposition de l'article 1036 C. Pr. Civ. prend donc, comme nous l'avons laissé pressentir au début de nos développements, le caractère d'une sanction disciplinaire, en donnant d'ailleurs à cette expression la signification la plus large qu'elle puisse comporter.

4° PUBLICATION DANS L'INTÉRÊT DE LA BONNE ADMINISTRATION
DE LA JUSTICE

Nous rangerons sous cette rubrique un certain nombre d'hypothèses prévues au Code d'Instruction criminelle et dans diverses lois. C'est ainsi que l'article 22 de la loi du 20 avril 1810 sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice ordonne de publier par affiches « l'ordonnance portant fixation du jour de l'ouverture de la séance de la Cour d'Assises, ou l'arrêt qui indiquera le lieu et le jour de cette ouverture ». De même, l'ordonnance du premier président portant nomination, pour une session ultérieure, du président de la Cour d'Assises doit, aux termes des articles 252 C. Instr. Crim. et 80 décret du 6 juillet 1810, être « publiée au plus tard le dixième jour qui suivra la clôture de l'assise ».

Nous considérerons également comme inspirées par le souci d'assurer la bonne administration de la Justice les publications prescrites, en cas de contumace, par le Code d'instruction criminelle (1). L'article 465 de ce code décide que la mise en état de contumace résulte du fait, de la part d'un accusé, de ne s'être pas présenté devant la justice dans le délai de 10 jours qui suit la publication de l'ordonnance de contumace. Cette publication est réglée par l'article 466, dans les termes suivants : « Cette

(1) V. Toutefois, sur le caractère de la publication en cas de contumace dans notre ancien droit, le texte, précédemment cité, de la déclaration du Roi, du 11 juillet 1749,

ordonnance sera publiée à son de trompe ou de caisse, le dimanche suivant, et affichée à la porte du domicile de l'accusé, à celle du maire et à celle de l'auditoire de la Cour d'assises ». La Cour de cassation, par un arrêt du 29 juin 1833 (1), a jugé « que ces formalités sont d'ordre public, et, par suite, substantielles, en sorte que l'omission de l'une d'elles suffit pour entraîner la nullité de l'instruction ». Elle a cassé, en conséquence, un arrêt de la Cour d'assises du département d'Ille-et-Vilaine, qui n'avait pas déclaré nulle l'instruction d'une contumace, alors que cinq affiches avaient été « placardées à la porte des mairies au lieu de l'être à celle du domicile des maires ».

Dix jours après l'accomplissement du dernier acte de publication, constaté par un procès-verbal, l'accusé devient un contumax. Il est alors jugé par la Cour d'assises « sans assistance ni intervention de jurés » (article 470, C. Instr. cr.). L'exécution du jugement, si une condamnation est prononcée, est l'occasion de nouvelles formalités de publication. Autrefois, cette exécution se faisait par effigie. Elle impliquait, si la peine de mort était encourue, le simulacre du supplice. Pour les autres condamnations, le bourreau se contentait d'« attacher dans la place publique un tableau contenant la copie du jugement », ou, s'il s'agissait de peines moins graves, il suffisait de « bailler copie de la condamnation au domicile ou résidence du condamné, si aucune il avait dans le lieu de la juridiction » ; sinon, le jugement était affiché à la

(1) Cass. crim., 29 juin 1833; Minist. pub. c. de Courson, S., 1833, 4, 789.

porte de l'auditoire (1). La législation révolutionnaire et le code d'instruction criminelle avaient conservé l'exécution par effigie, sous la forme du moins de l'affichage en place publique par la main de l'exécuteur, pour toutes les condamnations par contumace à une peine criminelle. Mais, à la suite d'incidents survenus en 1849 (2), une loi du 2 janvier 1850, modifiant l'article 472 C. Instr. cr., vint substituer aux procédés antérieurs de l'exécution par effigie, une procédure de publication moins rigoureuse pour le condamné, qui, jusqu'à l'expiration des délais requis pour la prescription de la peine, peut toujours, en se représentant, faire tomber la condamnation. Cette publication consiste (art. 472) : 1° dans l'insertion d'un extrait du jugement opérée dans l'un des journaux du département du dernier domicile du condamné ; 2° dans l'affichage du même extrait à la porte : du dernier domicile du condamné, de la maison commune du chef-lieu d'arrondissement où le crime a été commis, et du prétoire de la Cour d'assises. L'accomplissement des formalités d'affichage est constaté par un procès-verbal, dont la date servira de point de départ aux « effets que la loi attache à l'exécution par effigie », c'est-à-dire notamment à l'application de la peine de la dégradation civique (art. 28, C. pén.) et de diverses incapacités (art. 3, loi du 31 mai 1854).

C'est encore dans l'intérêt de la bonne administration de la justice que le législateur a, par divers textes,

(1) Ordonnance de 1670, titre XVII, article 16.

(2) V. Garraud, *Traité de Droit pénal*, t. II, p. 452.

ordonné et organisé la publication des arrêts de la Cour de cassation. C'est d'abord l'article 22 de la loi organique des 27 novembre-1^{er} décembre 1790 qui décide : « Tout jugement du tribunal de cassation sera imprimé et inscrit sur les registres du tribunal dont la décision aura été cassée. » C'est ensuite l'arrêté du Directoire du 28 vendémiaire an V qui, dans son article 1^{er}, règle la publication en créant un bulletin in-8° de même format que le *Bulletin des Lois*. Ce bulletin (art. 3) sera divisé en deux séries, l'une intitulée : Bulletin des jugements de cassation rendus en matière civile ; l'autre, Bulletin des jugements du tribunal de cassation rendus en matière criminelle, correctionnelle et de police. Puis, un arrêté du deuxième jour complémentaire de l'an VI vient décider que devront être insérés dans le *Bulletin*, non plus seulement les arrêts de cassation, mais ceux de rejet et de règlement de juges, et que, désormais, le dispositif des jugements reproduits devra être précédé seulement d'une analyse succincte et exacte des faits présentant la question à décider.

Quant à la pensée qui a inspiré le législateur, en organisant cette publication officielle, l'exposé des motifs de l'arrêté directorial du 28 vendémiaire an V nous la fait connaître nettement. En constatant que la substitution au mode de publication antérieurement appliqué (affiches en placards à Paris et impression en feuilles in-quarto) de l'insertion dans un bulletin in-8° permettra de réaliser une économie très sensible, il ajoute « que de ce changement il résultera un moyen aussi simple que facile d'adresser les jugements du tribunal de cassation à tous

les tribunaux civils et militaires de la République, ce qui sera infiniment plus utile pour l'instruction des juges et pour extirper une foule de procès sans cesse renaissants sur les mêmes questions que de publier ces jugements par la voie d'affiches dans la seule commune de Paris ».

5° PUBLICATION DANS L'INTÉRÊT DES TIERS

Nous prenons ici le mot « tiers » dans le sens où on l'entend à propos de l'article 1351 du Code civil, pour l'application de la règle : *Res inter alios judicata aliis neque nocet, neque prodest*. Rentrera dans la catégorie des tiers toute personne qui n'aura pas figuré comme partie au procès, bien qu'étant intéressée à son résultat. Le principe de la relativité de la chose jugée s'opposerait à ce que le jugement rendu fût opposable à cette personne. Mais ce principe comporte, dans l'application, certaines exceptions. On admet parfois que la décision rendue sur le procès soutenu par un des intéressés est opposable à tous les autres. Il en est ainsi, tout d'abord, lorsque le jugement, au lieu d'être simplement déclaratif de droits, est constitutif d'un état juridique nouveau. Tel sera, par exemple, le cas d'un jugement prononçant un divorce, ou frappant d'interdiction un aliéné. Un semblable jugement donne à celui qu'il concerne une situation juridique nouvelle. C'est moins la solution d'un litige qu'un acte d'autorité accompli par le magistrat en vertu d'un pouvoir spécial, un acte créateur de droits, et comme tel, oppo-

sable à tous, ainsi que le serait « un décret de naturalisation ou un acte d'émancipation (1) ».

L'autorité relative de la chose jugée ne s'impose, d'autre part, qu'aux jugements rendus après un débat contradictoire et ayant par suite un caractère contentieux. Il faut, au contraire, reconnaître une autorité absolue, *erga omnes*, aux autres qui, comme l'homologation d'une adoption, ont le caractère d'actes de juridiction gracieuse, parce qu'ils revêtent seulement « la forme extérieure d'une décision judiciaire et ne constituent en réalité qu'une formalité nécessaire à la régularité d'un acte juridique » (2). Ce sont plutôt des actes d'administration que des jugements.

Dans ces divers cas, où l'on s'accorde à reconnaître à une décision judiciaire une autorité absolue, il faut que les tiers, qui pourront se voir opposer cette décision, aient été mis à même de la connaître. Et ainsi se justifie, pour diverses catégories de jugements rendus en matière civile ou commerciale, la publication prescrite par le législateur.

Nous en trouvons des exemples relativement au divorce, à la séparation du corps, à la séparation de biens.

C'est la publication relative à la séparation de biens qui a servi de modèle. L'article 872 du Code de procédure civile l'a réglementée dans les termes suivants : « Le jugement de séparation sera lu publiquement, l'audience tenante, au tribunal de commerce du lieu, s'il y en a : extrait de ce jugement, contenant la date, la désignation du tribunal où il a été rendu, les noms, prénoms, pro-

(1) V. Planiol, *Traité de droit civil*, t. I, n° 482.

(2) V. Colin et Capitant, *Cours de droit civil*, 2^e édition, t. II, p. 234.

fession et demeure des époux, sera inséré sur un tableau à ce destiné et exposé pendant un an, dans l'auditoire des tribunaux de première instance et de commerce du domicile du mari, même lorsqu'il ne sera pas négociant ; et s'il n'y a pas de tribunal de commerce, dans la principale salle de la maison commune du domicile du mari. Pareil extrait sera inséré au tableau exposé en la Chambre des avoués et notaires, s'il y en a . . . Le tout sans préjudice des dispositions portées en l'article 1445 du Code civil. » L'article 1445 du Code civil n'est guère, au surplus, que le résumé de l'article 872 du Code de procédure civile. La publicité qu'organisent ces deux textes a pour but de faire connaître aux tiers le changement survenu dans la capacité juridique de la femme par suite du jugement de séparation de biens.

Le divorce, en dissolvant le mariage, produit également des effets qui intéressent au plus haut point les tiers. Il fallait donc que le jugement le prononçant fût publié. Antérieurement à 1886, le législateur ne l'avait prescrit, cependant, que pour le cas où l'un des époux serait commerçant. L'article 66 du Code de commerce renvoyait, dans cette hypothèse, aux formalités prescrites par l'article 872 du Code de procédure civile. La loi du 18 avril 1886 (art. 250, C. civ.) a généralisé l'application de la publicité à tout jugement de divorce. Cette publicité consiste d'abord dans un affichage par extrait sur les tableaux exposés tant dans l'auditoire des tribunaux civils et de commerce que dans les Chambres des avoués et notaires. Elle implique en outre des insertions

dans un journal du lieu, ou, s'il n'y en a pas, dans l'un des journaux publiés dans le département.

Au cas où, la procédure s'étant poursuivie contre un défendeur défaillant, le jugement prononçant le divorce n'aurait pu être signifié à personne, la loi de 1886 (article 247 C. Civ.) décide que, sur simple requête, le président ordonnera la publication par extrait de ce jugement dans les journaux qu'il désignera.

En ce qui concerne la séparation de corps, l'article 66 du Code de commerce renvoie, comme pour le divorce, aux formalités de publicité prescrites par l'article 872 du Code de procédure civile pour le cas où un des époux aurait la qualité de commerçant. L'article 880 C. Pr. C., plus général dans son application, décide de son côté que le jugement de séparation sera inséré par extrait aux tableaux exposés tant dans l'auditoire des tribunaux que dans les chambres d'avoués et notaires, ainsi qu'il est dit à l'article 872. Enfin, l'article 308 du Code civil, modifié par une loi du 14 juillet 1909, étend à la séparation de corps l'application des formalités édictées par l'article 247 au cas de jugement prononçant le divorce contre un défendeur défaillant.

En matière d'adoption, l'article 358 du Code civil prescrit que l'arrêt d'homologation émanant de la Cour, acte de juridiction gracieuse, sera prononcé à l'audience, et affiché en tels lieux et en tel nombre d'exemplaires que le tribunal jugera convenables (1). Nous sommes ici en

(1) Seul, l'arrêt qui prononce l'adoption est publié. Si la demande d'adoption est rejetée, l'arrêt de rejet rendu en chambre du conseil n'est l'objet d'aucune publicité.

présence d'une publication judiciaire obligatoire. L'affichage du jugement est encore prescrit, dans l'intérêt des tiers, au cas d'interdiction ou de dation d'un conseil judiciaire. Il est, en effet, particulièrement important pour les tiers d'être promptement informés d'un tel événement, qui supprime ou réduit sensiblement la capacité juridique de celui qu'il atteint. Faute de le connaître, ils courraient le risque d'être ultérieurement lésés par suite de l'annulation des contrats par eux passés avec l'incapable. Le Code civil s'était contenté, dans l'article 501 § 1, de prescrire l'affichage du jugement dans l'auditoire du tribunal et dans les études des notaires de l'arrondissement. A cette publicité, qui pouvait être inopérante si, pour passer un contrat, l'interdit ou le prodigue sortait des limites de son arrondissement, une loi du 16 mars 1893, complétant l'article 501 Code Civ. a ajouté l'obligation, pour l'avoué qui aura obtenu le jugement, de le faire transcrire sur un registre spécial, tenu au greffe, et dont toute personne pourra prendre communication et se faire délivrer copie. Il y a là, pour les jugements, un mode nouveau de publication particulièrement intéressant, mais dont l'étude sortirait du cadre de notre travail.

Mentionnons encore la procédure de publication organisée par le Code civil pour les jugements en matière d'absence. Le tribunal, avant de déclarer l'absence, doit, par un premier jugement, ordonner une enquête. C'est un jugement que la loi elle-même qualifie, peut-être sans une exactitude doctrinale absolue, jugement préparatoire. Un an après ce jugement pourra intervenir un autre juge-

ment, que la loi qualifie de définitif, et qui déclarera l'absence. L'article 118 du Code civil prescrit que ces deux jugements soient, par les soins du procureur de la République, envoyés aussitôt rendus au Ministre de la Justice, chargé de les rendre publics. Cette publicité a évidemment pour but de renseigner toutes les personnes qui pourraient avoir des droits à faire valoir, et notamment les héritiers présomptifs de l'absent. Elle a lieu aussi, principalement peut-être, dans l'intérêt de l'absent lui-même, qui n'a pas figuré personnellement à l'instance. C'est ce qui résulte nettement des travaux préparatoires du Code civil. La publication des deux jugements rendus pour déclarer l'absence a été réclamée avec instance par le Premier Consul et introduite dans le projet de loi malgré les résistances de plusieurs des membres du Conseil d'Etat, qui prétextaient que l'individu éloigné de son pays peut toujours, à raison de l'activité des relations commerciales, donner facilement de ses nouvelles. L'exposé des motifs présenté par Bigot-Préameneu allègue qu'il faut « donner à la déclaration d'absence une telle publicité, que tous ceux qui, en France, pourraient avoir des nouvelles de l'absent soient provoqués à en donner, et que l'absent lui-même puisse connaître par la renommée les conséquences fâcheuses de son long silence (1) ».

Le Code civil a laissé le mode de publication des deux

(1) Exposé des motifs du titre IV, du projet de Code civil. Procès-verbaux du Conseil d'Etat contenant la discussion du Code Napoléon, t. II, p. 469 et suiv.

jugements à la discrétion du Ministre de la justice. Il avait été indiqué cependant dans l'exposé des motifs que le Ministre de la justice devrait « employer non seulement la voie des papiers publics, mais provoquer encore dans les places de commerce les correspondances avec toutes les parties du globe ». En fait, cette publication a lieu par voie d'insertion au *Journal Officiel* (1), et le Ministre de la justice, usant de la latitude que lui laisse le texte de l'article 118, a décidé qu'elle aurait lieu simplement par extraits, ceux-ci devant mentionner « les noms, prénoms, qualités, profession et domicile, tant des parties qui poursuivent la déclaration d'absence, que de l'absent, l'époque de la disparition ou des dernières nouvelles, et les motifs présumés de l'absence ». Les circulaires ministérielles prescrivent que les formalités de publication aient lieu sans délai, les magistrats du parquet devant réclamer aux greffiers les extraits des jugements à insérer, sans attendre les diligences des intéressés. Une loi du 13 janvier 1817 avait organisé une procédure spéciale afin de faciliter la constatation du décès ou la déclaration de l'absence des militaires disparus au cours des guerres de la Révolution et de l'Empire. Les dispositions de cette loi ont été déclarées, par une autre loi du 9 août 1871, applicables aux victimes de la guerre de 1870. La publicité prescrite au *Journal Officiel* ne s'appliquait d'ailleurs qu'à la requête introductive d'instance et non au

(1) Décis. min. just. 22 mai et 8 juin 1877. *Bull. Off. Min. just.* 1877, p. 61 ; et 1881, p. 156. V. également la circulaire du 1^{er} juillet 1893. *Bull. min. just.* 1893, n° 71.

jugement déclarant l'absence ou le décès des militaires disparus (1). La loi du 25 juin 1919, qui règle la situation des militaires disparus au cours de la guerre de 1914, s'est inspirée de ces précédents. Elle décide, dans son article 3, que la demande tendant à obtenir la déclaration d'absence sera rendue publique par les soins du Ministre de la justice qui la fera insérer en extrait au *Journal Officiel* dans le mois de la réception de la requête. Cette publication sera le point de départ d'un délai de six mois avant l'expiration duquel ne pourra intervenir le jugement définitif portant déclaration d'absence.

De la matière de l'absence, il convient de rapprocher, au point de vue qui nous occupe, une autre matière très voisine, celle des successions en déshérence. L'article 770 du Code civil décide que le tribunal ne peut statuer sur la demande formée par le conjoint survivant ou l'administration des domaines en vue d'obtenir l'envoi en possession « qu'après trois publications et affiches dans les formes usitées ». Il semble d'après le texte même, que ces formalités ne soient prescrites que pour la demande, et non pour le jugement à intervenir. Dans la pratique cependant, il intervient deux jugements successifs (2), l'un ordinairement qualifié « jugement d'envoi en possession provisoire », qui autorise le conjoint survivant ou l'administration des domaines à remplir les formalités de publication et à administrer provisoirement l'hérédité,

(1) V. notamment les circulaires des 3 mai 1825 et 2 mars 1874, Recueil officiel des instructions et circulaires du Ministère de la Justice, t. I. p. 186 et t. III, p. 292.

(2) V. la circulaire précitée du 1^{er} juillet 1893.

l'autre, dit « jugement d'envoi en possession définitive », qui accorde au demandeur, après publications et affiches, l'envoi en possession. Les trois publications prescrites par le code ont lieu par voie d'insertion dans un journal d'annonces judiciaires de l'arrondissement ou du département. Quant à l'affichage, il est opéré suivant le mode prescrit, dans d'autres cas, par les dispositions du Code civil ou du Code de procédure civile. Une Instruction concertée entre les ministres des finances et de la justice, à la date des 23 janvier-20 février 1806, a recommandé de procéder immédiatement aux formalités de publication, et de les renouveler régulièrement de trois mois en trois mois, pour que l'envoi en possession définitive puisse être ordonné au plus tard un an après le premier jugement. La même Instruction prescrit l'insertion au *Journal Officiel* d'un extrait du jugement donnant acte à l'Administration des domaines de sa demande d'envoi en possession, étant donné que cette mesure ne doit pas s'imposer aux requêtes d'envoi en possession présentées au nom du conjoint survivant. Mais « le jugement qui renvoie cette Administration en possession définitive de l'hérédité en déshérence n'est soumis à aucune publicité....., ce qui marque la différence existant à cet égard entre les jugements rendus en matière d'absence et ceux relatifs aux successions dévolues à l'Etat ». Observons d'ailleurs que ce système de publication, résultant simplement de circulaires et instructions ministérielles, n'a aucune valeur légale, et qu'il ne saurait par suite s'imposer avec une force impérative au tribunal saisi de la demande d'envoi

en possession. Celui-ci peut donc, en s'en tenant aux termes très larges de l'article 770 C. civ. prescrire des mesures de publication dans des formes et délais différents de ceux indiqués ci-dessus (1).

La publication légale des jugements, en tant qu'elle est inspirée par l'intérêt des tiers, trouve une application importante dans la disposition de l'article 442 du Code de commerce (2) aux termes duquel tout jugement qui prononce la faillite ou la liquidation judiciaire doit, ainsi que celui qui fixe la date de la cessation des paiements, être affiché et inséré par extrait dans les journaux, tant du lieu où la faillite aura été déclarée que de tous les lieux où le failli aura des établissements commerciaux, suivant le mode établi par l'article 42 du même code. Le texte ne paraît viser expressément que la faillite, mais son application à la liquidation judiciaire n'est pas douteuse puisque, aux termes de l'article 4 de la loi du 4 mars 1889, le jugement qui déclare ouverte la liquidation judiciaire est publié conformément à l'article 442 du Code de commerce. Quant à l'article 42, qui, bien qu'abrogé par la loi du 24 juillet 1867, est considéré comme étant resté en vigueur pour l'application au jugement déclaratif de faillite du régime de publicité qu'il organise, il prescrit l'affichage dans la salle des audiences du tribunal de

(1) Colin et Capitant, *Cours de droit civil*, 2^e édition, t. III, p. 485.

(2) V. sur cette question Thaller et Percerou, *Traité général de droit commercial, des faillites et banqueroutes et des liquidations judiciaires*, t. I, p. 357.

commerce et l'insertion dans un ou plusieurs des journaux chargés des annonces judiciaires.

La publication des divers jugements auxquels se réfère l'article 442, C. com., paraît bien inspirée par le souci de protéger les intérêts des tiers. Il faut que les créanciers soient mis à même de produire leurs titres, et, s'ils le jugent à propos, de contester la date assignée par le tribunal à la cessation des paiements. Il faut, d'autre part, que le public soit informé rapidement des modifications survenues dans la capacité juridique du débiteur. Ces considérations justifient la publicité du jugement pour la liquidation judiciaire comme pour la faillite. On avait proposé cependant, au cas de liquidation judiciaire, de réduire cette publicité à la lecture du jugement à l'audience, afin de ménager le crédit du débiteur. Ce système fut avec raison écarté, parce qu'il eût abouti à sacrifier à l'intérêt du liquidé les intérêts des tiers, qui sont pour le moins aussi respectables. Il est intéressant de constater une fois de plus que les jugements soumis par l'article 442, C. com., à un régime de publication légale ont autorité de chose jugée à l'égard de tous. Il en est ainsi, non seulement parce que la liquidation judiciaire et la faillite sont des procédures collectives, dont les effets ne sauraient, par suite, être déclarés opposables à quelques-uns seulement des intéressés, à l'exclusion des autres, mais parce que les jugements qui ouvrent ces procédures sont des actes constitutifs d'un état nouveau. Et c'est pourquoi, à l'inverse, le jugement qui rejette la faillite ou la liquidation judiciaire, ne modifiant en rien la situation

juridique antérieure, n'a force de chose jugée que d'une manière relative, *inter partes*, et est, en conséquence, dispensé de toute publication.

L'application des mêmes principes eût dû, semble-t-il, conduire le législateur à ordonner la publication des jugements d'annulation, en matière de sociétés de commerce. Les mêmes raisons d'indivisibilité existent que pour le jugement déclaratif de faillite. Une société ne saurait être considérée comme nulle à l'égard des uns, et valable à l'égard des autres. Le jugement d'annulation est, d'autre part, un acte constitutif d'état nouveau, puisqu'il anéantit une personnalité juridique (1). Aussi, bien qu'il y ait eu sur ce point des controverses très vives, admet-on en général qu'un semblable jugement a une autorité absolue *erga omnes*. La loi n'en prescrit cependant pas la publication. C'est là une lacune que certains auteurs souhaitent à bon droit voir disparaître, tout en faisant observer que le jugement d'annulation de société, s'il ne doit pas être directement publié, l'est du moins indirectement, en tant qu'il entraîne dissolution du pacte social (art. 61, loi du 24 juillet 1867). Cette publicité consistera, indépendamment d'un dépôt effectué au greffe, dans la publication par extrait du jugement dans l'un des journaux d'annonces légales du lieu où est établie la société, ainsi que de tous les autres arrondissements où elle aurait des maisons de commerce.

(1) V. Hémard, *Théorie et pratique des nullités de sociétés et des sociétés de fait*, 1912 ; Thaller et Pic, *Des Sociétés commerciales*, 1914, t. II, pp. 418 et suiv.

Nous signalerons enfin, comme inspirée par l'intérêt des tiers, la publication du jugement d'expropriation pour cause d'utilité publique, prescrite par l'article 15 de la loi du 3 mai 1841. Ce jugement est, en effet, attributif de droits (1), et, comme tel, opposable à tous. La publication a lieu par affiches et à son de trompe ou de caisse (article 6) dans la commune de la situation des biens. Le jugement doit être, en outre, inséré par extrait dans l'un des journaux publiés dans l'arrondissement, ou, s'il n'en existe aucun, dans l'un de ceux du département.

(1) V. Berthélemy, *Traité de droit administratif*, 4^e édition, p. 572.

CHAPITRE II

Formes, conditions d'application et sanctions de la publication des décisions judiciaires opérée en vertu d'une disposition de la loi ou d'un jugement.

Nous étudierons dans ce chapitre les formes diverses que peut revêtir la publication des jugements, lorsqu'elle résulte d'un ordre direct du législateur ou d'une disposition expresse de la décision elle-même. Nous aurons à nous demander dans quelle mesure, et suivant quelles règles, il est permis de recourir à telle ou telle de ces formes. Nous rechercherons ensuite à quelles personnes, suivant les cas, il appartient d'assurer la publication prescrite par la loi ou par le jugement. Nous déterminerons les conditions de cette publication, au point de vue des lieux où elle doit être effectuée. Nous aurons encore à rechercher quelle peut être son étendue d'application et comment se répartissent les charges pécuniaires qu'elle entraîne. Il ne nous restera plus enfin qu'à déterminer les sanctions que comporte, le cas échéant, la violation des prescriptions légales ou judiciaires relatives à cette publication.

1^o FORMES DE LA PUBLICATION LÉGALE OU JUDICIAIRE
DES JUGEMENTS

Il est tout d'abord un certain nombre de cas où aucune question ne peut se poser, relativement aux formes de la publication ; c'est lorsque la loi elle-même a déterminé expressément et limitativement ces formes, soit qu'elle ordonne l'affichage de la décision, comme dans l'article 36 du Code pénal, ou son insertion dans certains journaux, comme dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Directoire du 28 vendémiaire an V, soit qu'elle impose aux tribunaux, comme dans les articles 358 du Code civil et 600 du Code de commerce, l'obligation de recourir à tel ou tel mode déterminé de publication. Dans la première série d'hypothèses, il ne saurait être question pour les juges de substituer une forme de publication à une autre, puisque, ainsi qu'on l'a très justement fait observer (1), ils n'ont pas à s'en occuper dans leur sentence. Et, lorsque la loi elle-même leur fait obligation de prononcer l'affichage ou l'insertion dans les journaux, ils sont liés par le texte et ne sauraient, sans commettre un excès de pouvoirs, substituer l'un à l'autre ces deux modes de publication.

La question se pose, au contraire, lorsque la publication du jugement est facultative pour le juge, soit qu'elle lui soit demandée à titre de réparation civile, par les conclusions de la partie lésée, soit que, comme dans le cas de l'article 1036 du Code de procédure civile, et dans

(1) V. Garraud, *Traité de droit pénal*, t. II, n^o 662, p. 440.

le plus grand nombre des hypothèses où cette publication a le caractère de peine complémentaire, le texte autorise simplement le tribunal à ordonner « l'impression et l'affiche de son jugement ». En pareil cas, il est de jurisprudence constante, depuis un arrêt de la Cour de cassation en date du 14 juin 1854 (1), que les juges peuvent, dans leur jugement, prononcer aussi bien l'insertion que l'affichage, et substituer l'un à l'autre ces deux modes de publication : « Attendu que les tribunaux tiennent de l'article 1036 C. pr. civ. le droit d'ordonner l'impression, avec ou sans affiche, des jugements par lesquels ils prononcent la suppression d'un écrit diffamatoire ; que cette impression ne peut avoir d'autre but que de rendre le jugement public, et qu'il est par conséquent nécessaire qu'elle soit faite dans les journaux lorsqu'il n'y a pas affiche ; que l'on se plaint mal à propos que ce mode de publication, substitué à l'affiche constitue une aggravation de peine. . . ». La même solution devrait être admise, à notre avis, lorsque la publication est ordonnée à titre de réparation civile, sous la seule réserve que le juge doit se maintenir dans les limites de la demande ; et nous ne pensons pas, pour notre part (2), que l'on doive considérer comme contradictoire à la règle « *ultra petita* » le seul fait que le jugement aurait, à titre de dommages-

(1) Bass. req. 14 juin 1854, Déchamps c. Joly et autres, D. 1854, a 1, 389 ; S. 1854, 1, 611.

(2) Nous renvoyons, pour la comparaison de l'affichage et de l'insertion comme modes de publication, aux développements de notre première partie. Nous devons noter cependant que l'arrêt précité, du 14 juin 1854, dans un de ses attendus, paraît considérer l'affiche, par rapport au journal, comme une aggravation de pénalité.

intérêts, substitué l'affichage à la publication par le journal.

Nous ne saurions, à l'inverse, accepter la thèse contenue dans un arrêt du 25 mars 1813 (1), suivant lequel, lorsque la loi permet d'ordonner l'affichage d'un jugement, elle autorise implicitement le juge à ordonner qu'il en sera fait publiquement lecture, cette lecture n'étant pas une aggravation de peine, mais seulement la conséquence de la publicité que la loi, en ordonnant l'affiche, a voulu donner au jugement de condamnation. A notre avis, alors même que la lecture publique du jugement ne devrait pas être considérée dans certains cas (art. 1036, C. pr. civ., par exemple), comme une véritable peine, elle n'en aurait pas moins pour effet, suivant les termes de l'arrêt Autran ci-dessus rapporté (2), d'« aggraver la situation du condamné », et cela suffit pour que le juge ne puisse, arbitrairement, l'ajouter à l'affichage lorsque la loi prévoit seulement celui-ci comme mode de publication. En ce sens, par un arrêt du 17 pluviôse an X (3), la Cour de cassation avait jugé « que la proclamation d'un jugement de police dans des réunions publiques n'étant autorisée par aucune disposition de la loi, le tribunal de police, en ordonnant cette publication, avait commis un excès de pouvoir ».

Suivant les cas, la publication doit avoir lieu *in extenso*, ou par extrait. Lorsque ce point n'a été précisé ni par la

(1) Cass. crim., 25 mars 1813, Gaillard c. Ministère public. S. chr.; Dalloz, répert., v. Affiche, n° 96.

(2) Cass. crim., 8 décembre 1894, Autran, S. 1895, 1, 298.

(3) Cass. crim., 17 pluviôse an X, B. 110.

loi ni par le jugement, on considère que celui au profit de qui la publication a été ordonnée purement et simplement a le choix entre publier le jugement par extrait ou dans son intégralité. L'insertion par extrait d'un jugement, lorsque la loi elle-même n'a pas réglé son contenu, ne comprend pas les motifs de la décision. La publication *in extenso* peut, au contraire, s'appliquer à la totalité du texte porté sur la feuille d'audience, y compris les qualités du jugement (1). La Cour de Lyon a jugé en ce sens par un arrêt du 17 mars 1875 (2) : « Attendu que le jugement ni l'arrêt n'ont ordonné l'insertion et l'affiche par extrait ou par simple reproduction des motifs et du dispositif ; que D. était donc autorisé à publier le texte entier de l'arrêt, et que les circonstances justifient d'ailleurs cette publication intégrale ».

2° A QUELLES PERSONNES IL APPARTIENT D'ASSURER LA PUBLICATION LÉGALE OU JUDICIAIRE DES JUGEMENTS

Le législateur a parfois déterminé expressément les personnes auxquelles incombe la mission de publier le jugement, en exécution de la disposition légale ou judiciaire qui l'ordonne. C'est ainsi qu'aux termes de l'article 501 du Code civil, c'est à la diligence des deman-

(1) V. Barbier, *op. cit.*, t. I, n° 161 *bis*, p. 153 et Chassan, *op. cit.*, t. II, n° 1896, p. 447. Nous rappelons que, dans la première partie de notre travail, nous avons cru devoir admettre, pour la libre publication des décisions judiciaires, la même solution. En ce qui concerne la publication par extrait, v. Bordeaux, 27 mars 1895, D. 1895, 2, 444.

(2) Lyon, 17 mars 1875, Brossier c. David, S. 1877, 2, 42 ; J. P. 1877, 224

deurs que le jugement portant interdiction, ou nomination d'un conseil, doit être, non seulement levé et signifié à partie, mais inscrit sur les tableaux destinés à être affichés dans la salle de l'auditoire et dans les études de notaires de l'arrondissement. De même la publication des jugements, tant préparatoire que définitif, en matière de déclaration d'absence est confiée par l'article 118 du Code civil aux soins combinés du procureur de la République et du ministre de la justice, le premier devant transmettre sans retard au second le jugement qui sera inséré au *Journal Officiel*.

En dehors de ces hypothèses, où le texte de la loi a lui-même réglé la question qui nous occupe, c'est aux principes généraux du droit qu'il faut s'en référer. Ainsi, c'est au ministère public qu'il appartient d'assurer la publication du jugement, lorsque celle-ci est ordonnée, soit directement par la loi, soit par le tribunal, sur les réquisitions du procureur de la République, ou d'office (1). La Cour de cassation a jugé, en conséquence, qu'en ordonnant la publication à titre de peine, une Cour d'appel n'avait pu légalement abandonner à la partie civile le choix entre les journaux dans lesquels serait faite l'insertion, ce choix ne pouvant appartenir « qu'au ministère public, chargé de l'exécution (2) ». Et le décret du 18 juin 1811, dans ses articles 106 et 107, décide, pour l'affichage prescrit en matière criminelle, que les procureurs géné-

(1) V. Garçon, *Code pénal annoté*, article 36, n° 45.

(2) Cass. crim., 19 mai 1860, Larbaud c. Collas-Vallery, D. 1860, 1, 363 ; S. 1860, 1, 827.

raux détermineront, suivant les localités, le nombre d'exemplaires des placards, et que ces placards seront transmis aux maires, qui les feront apposer dans les lieux accoutumés (Cf. art. 119 du décret réglementaire du 5 oct. 1920).

Si, au contraire, la publication est ordonnée à titre de réparation civile, c'est à la partie lésée à assurer l'exécution du jugement rendu sur ses conclusions (1). De même, quand la publication est prescrite dans l'intérêt des tiers, le soin d'assurer cette publication appartient aux parties en cause ou à leurs représentants, à l'époux qui a obtenu le divorce, par exemple (2), ou au syndic de la faillite, pour le jugement déclaratif (3). Au cas de succession en déshérence, les circulaires et instructions du ministère de la justice imposent à l'Administration des Domaines l'obligation de procéder à l'exécution des formalités prescrites par les articles 769 et 770 du Code civil. La même Administration doit transmettre au ministère de la Justice, par les soins du procureur de la République, un extrait du jugement lui donnant acte de sa demande d'envoi en possession afin que cet extrait soit inséré au *Journal Officiel* (4).

Une question beaucoup plus délicate se pose au cas où l'insertion du jugement dans un journal déterminé aurait

(1) Lyon, 17 mars 1875, Brossier c. David, S. 1877, 2, 42.

(2) Colin et Capitant, *op. cit.*, t. I, p. 230.

(3) Thaller et Percerou, *op. cit.*, t. I, n° 372.

(4) V. circulaire du 1^{er} juillet 1893, *Bulletin officiel* du Ministère de la Justice, 1893, n° 71, juillet-septembre.

été ordonnée par les juges. Le gérant de ce journal peut-il être contraint d'accueillir cette insertion ? La question doit être résolue, à notre avis, par une distinction (1). S'agit-il d'un journal qui a été partie au procès et contre lequel a été prononcé le jugement ordonnant l'insertion ? Le gérant ne pourrait pas plus se refuser à effectuer cette insertion qu'il ne pourrait se refuser à payer des dommages-intérêts, s'il y avait été condamné. Le jugement a, vis-à-vis de lui, force de chose jugée ; il peut être contraint à l'exécuter, soit sous forme d'équivalent pécuniaire, toute obligation de faire se résolvant, au cas d'inexécution, en dommages-intérêts, soit même d'une manière effective, sous la sanction d'une astreinte, si le jugement en avait ainsi décidé. Rappelons que, dans un cas où l'insertion d'une réponse était refusée dans un journal, sous prétexte que ce journal avait cessé de paraître, la Cour de Metz (2), se fondant sur l'article 26 de la loi du 26 mai 1819, alors en vigueur, avait décidé que son arrêt ordonnant ladite insertion serait, si elle n'était pas effectuée dans les trois jours, « imprimé au nombre de cent exemplaires, pour être affiché tant à Metz, aux lieux accoutumés, que dans les chefs-lieux d'arrondissements et de cantons du département de la Moselle, le tout au frais du gérant ». Sans doute, sous l'empire de la loi du 29 juillet 1881, le gérant qui se

(1) V. Garraud. *Traité de droit pénal*, t. II. n° 662, p. 440 ; Garçon, *Code pénal annoté*, article 36 n°s 35 et 56 ; Code expliqué de la Presse, t. I, n° 461, p. 152 ; Dutruc, *Explication pratique de la loi du 29 juillet 1881*, n°s 84 et 88.

(2) Metz, 23 mai 1850, Mérentié, c. Danèse. D. 1851, 2, 55.

refuserait à l'insertion ordonnée ne s'exposerait à aucune peine, faute d'un texte prévoyant ce cas, mais il resterait tenu de l'obligation naissant à sa charge du jugement, conformément aux principes du droit commun.

S'agit-il, au contraire, d'un journal qui n'a pas été partie au procès, et dont le gérant se refuse à laisser exécuter dans ses colonnes le jugement ordonnant l'insertion, la situation est toute différente. Il peut se faire tout d'abord que l'insertion soit requise par la partie lésée, au profit de laquelle elle a été prescrite à titre de réparation. Nul doute que le gérant puisse se refuser à l'insertion, alors même que son journal aurait été désigné nominativement dans le jugement. Cette disposition du jugement est, en effet, pour lui « *res inter alios judicata* », et ne saurait lui être opposée ; elle ne produit effet, aux termes de l'article 1351 du Code civil que dans les rapports des parties. Et, d'autre part, le journal fait l'objet d'une propriété qui ne doit subir aucune atteinte par le fait d'un jugement auquel le gérant est resté étranger : « de même que le propriétaire d'un édifice a le droit de refuser ses murs à l'affichage d'un placard quelconque, de même le propriétaire d'un journal ne peut être obligé de faire insérer un jugement dans ses colonnes (1) ». Ce point de droit était déjà nettement affirmé dans un arrêt de la Cour de Paris, en date du 16 novembre 1839 (2) et n'a plus été discuté depuis :

(1) V. Garraud, *op. cit.*

(2) Paris 16 novembre 1839, Mothès et Compagnie, c. le gérant du journal de Pharmacie, J. P. 1839, 2, 485.

« Attendu . . . que, lorsque le tribunal ordonne l'insertion de son jugement dans un journal désigné par celui qui a obtenu cette décision, ce qui a eu lieu dans l'espèce, ce n'est que dans l'intérêt privé de la partie qu'il le décide ainsi, et dans la supposition qu'elle a su par avance se concilier la bonne volonté du journaliste ; car celui-ci peut toujours refuser de faire un acte qui ne peut dériver que de son libre arbitre, puisque nul n'est tenu de faire un autre usage de sa propriété que celui qui convient à ses intérêts ou à sa volonté, dont personne ne peut se constituer juge, hors des cas prévus par la loi .. »

La question devient beaucoup plus délicate lorsque c'est le ministère public qui prend l'initiative de l'insertion, et qui la requiert dans un cas où le tribunal l'a ordonnée en se fondant, par exemple, sur l'article 1036 C. pr. civ. Le gérant dont le journal a été désigné dans l'arrêt peut-il se refuser à effectuer cette insertion ? La controverse était très vive sous l'empire de la législation sur la presse antérieure à la loi du 29 Juillet 1881. L'article 19 du décret du 17 février 1852, reproduisant la disposition de l'article 13 de la loi du 27 juillet 1849, décidait en effet que « tout dépositaire de l'autorité publique a le droit de faire insérer en tête d'un journal les documents officiels, relations authentiques, renseignements, réponses et rectifications qui lui sont adressés ». Le jugement qui ordonne une insertion n'est-il pas un document officiel ? Ne doit-on pas considérer, d'autre part, le représentant du ministère public comme un dépositaire de l'autorité publique ? D'où il suivrait que le gérant d'un journal ne saurait léga-

lement se refuser à l'insertion d'un jugement, lorsque cette insertion lui serait demandée par le ministère public. La Cour suprême, en cassant, malgré les conclusions de M. l'avocat général Chevrier, un arrêt de la Cour d'Alger qui avait admis la solution opposée l'avait ainsi décidé, à la date du 13 août 1880 (1). « Attendu... que l'on ne peut méconnaître qu'un arrêt de cour souveraine est un document officiel, les décisions rendues par les magistrats qui ont mission de faire respecter la loi et d'en imposer l'obéissance ayant évidemment ce caractère ; ... Attendu qu'il ne peut être contesté que le ministère public est un depositaire de l'autorité publique ; ... Attendu que de ce qui précède, il résulte que l'arrêt rendu par la Cour d'Alger à la date du 17 septembre 1877 était un document dont le procureur de la République avait qualité pour requérir l'insertion en vertu de l'article 19 du décret du 17 février 1852, et que G. en se refusant d'obtempérer aux réquisitions qui lui étaient adressées, a contrevenu aux dispositions dudit article et que la cour, en le relaxant des poursuites, a formellement violé l'article 19 du décret du 17 février 1852 ... ». Cette jurisprudence était d'ailleurs fort contestable à l'époque même où elle intervenait. Sans discuter la question de savoir si un jugement est, ou non, un document officiel, on pouvait observer, ainsi que le faisait dans ses conclusions M. l'avocat général Chevrier, que si l'on fondait sur l'article 19

(1) Cass. crim., 13 août 1880, Procureur général d'Alger c. le journal *l'Atlas* ; France judiciaire, 1880-1881, 2^e partie, p. 4 et les conclusions de M. l'avocat général Chevrier ; 1881, 4, 93.

du décret de 1852 l'interdiction, pour le gérant d'un journal, de refuser l'insertion d'un jugement lorsque cette insertion lui était demandée par le procureur de la République, il fallait, conformément au même texte, décider que cette insertion obligatoire était gratuite. Or, c'est là une solution inadmissible lorsqu'il s'agit d'un jugement rendu dans un procès auquel le journal est resté étranger. Et si, d'autre part, on se réfère, pour interpréter l'article 19 du décret du 17 février 1852, à une circulaire contemporaine du ministre de la justice, on a l'impression que ce texte avait pour but d'armer le gouvernement d'un simple droit de réponse, de rectification, et non d'un droit de publication forcée. Le texte même de l'article, tout au moins dans sa dernière partie, semble confirmer cette interprétation restrictive.

Quoiqu'il en soit, la question ne se pose plus aujourd'hui dans les mêmes termes. Le décret du 27 février 1852 n'est plus en vigueur. Lors de la discussion du projet qui devait devenir la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, un député, M. Trarieux, avait déposé un amendement aux termes duquel « les insertions de jugements dont la publicité aura été ordonnée seront obligatoires pour les journaux requis de les faire et leur seront réglées d'après le tarif des annonces légales ». Mais d'accord avec la commission, cet amendement fut abandonné par son auteur, qui lui substitua une autre disposition mettant simplement aux frais de la partie condamnée le coût de la publication, et réglant ce coût d'après le tarif des annonces judiciaires. Et il semble bien que cet

abandon, sanctionné par le vote de la loi, implique la reconnaissance, au profit du journaliste, du droit de refuser toute insertion de jugement, lorsqu'il n'a pas été partie au procès. On ne trouve plus, d'autre part, dans la loi de 1881 de disposition reproduisant l'article 19 du décret de 1852, et le seul droit que l'article 12 de cette loi reconnaisse aux dépositaires de l'autorité publique est celui d'exiger des journalistes l'insertion gratuite des rectifications relatives à des actes de la fonction, lorsque ces actes ont été inexactement rapportés par le journal. Il s'agit ici, incontestablement d'un droit de réponse, et nullement du droit d'imposer une insertion ordonnée par jugement.

3° Où, DANS QUELLE MESURE ET AUX FRAIS DE QUI DOIT ÊTRE EFFECTUÉE LA PUBLICATION LÉGALE OU JUDICIAIRE DES JUGEMENTS.

Lorsque la loi ordonne l'affichage ou l'insertion d'un jugement, elle détermine le plus souvent, avec précision les lieux où doit être faite cette publication. Il en est ainsi notamment en vertu des articles 36 C. Pén. pour les condamnations à des peines criminelles, 472 C. Instr. Crim. pour l'arrêt de contumace, 442 C. Com. pour le jugement déclaratif de faillite, et dans un grand nombre d'autres cas. D'autres fois, le législateur, tout en ordonnant la publication, laisse au tribunal saisi de l'affaire le soin de déterminer les lieux où cette publication sera

effectuée. C'est ainsi que l'arrêt d'adoption doit, aux termes de l'article 358 du Code civil, être affiché en tels lieux que le tribunal jugera convenables. Dans les cas où la publication constitue une peine complémentaire facultative, ou est ordonnée à titre de réparation sur les conclusions de la partie lésée, c'est au tribunal, libre de l'ordonner, d'en régler les conditions d'application, au point de vue notamment des lieux où les affiches pourront être apposées, et des journaux dans lesquels les insertions pourront être effectuées. Le législateur intervient cependant quelquefois pour vaincre les résistances légitimes auxquelles pourrait se heurter l'application du jugement de la part du propriétaire sur l'immeuble duquel on voudrait procéder à l'affichage. Nous en avons vu des exemples dans les dispositions des lois des 1^{er} août 1905, 23 octobre 1919 et 25 juin 1920, relatives à la répression des faits de spéculation illicite et des fraudes commerciales et fiscales, qui permettent au tribunal d'ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il indiquera, et « notamment aux portes du domicile, des magasins, usines et ateliers du condamné ». Parfois aussi, l'insertion du jugement doit avoir lieu dans certains journaux, chargés des annonces légales et judiciaires. Sous l'empire du décret du 17 février 1852, il appartenait aux préfets de désigner les journaux dans lesquels devaient être insérées les annonces légales et judiciaires. Ce texte n'est plus en vigueur ; il a été abrogé par un décret du 28 décembre 1870 qui, dans son article unique décide : « Provisoirement, et jusqu'à ce qu'il en ait été autrement

décidé, les annonces judiciaires et légales pourront être insérées, au choix des parties, dans l'un des journaux publiés en langue française dans le département ». Cette abrogation a été confirmée lors de la discussion de la loi du 29 juillet 1881. La Commission et le Gouvernement se sont trouvés d'accord pour retirer aux préfets « le droit exorbitant qui leur avait été conféré dans un but politique, de désigner les journaux qui auraient le monopole des annonces judiciaires ». — « Nous abrogeons, a dit M. Ribot, par le fait même que nous ne la reproduisons pas, cette disposition du décret de 1852 ». D'où il résulte que, malgré son caractère provisoire, le décret du 28 décembre 1870 est, sur ce point, le seul texte actuellement applicable.

En dehors des multiples hypothèses où, sous diverses formes, le législateur intervient dans la détermination des lieux où doit être effectuée la publication, le principe admis est que les tribunaux sont appréciateurs souverains des conditions et des modes d'exécution qu'il convient d'ordonner pour l'impression et l'affiche de leurs jugements. Ce principe, maintes fois appliqué dans les arrêts, a été nettement exprimé par la Cour de cassation à la date du 23 mai 1874 (1) : « Attendu que les dispositions des articles 26 de la loi du 26 mai 1819 et 1036 C. pr. civ. autorisent les juges à ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugements ; qu'aux termes du dernier de ces articles, cette mesure peut être ordonnée même d'office ;

(1) Cass. crim.. 23 mai 1874, Turck et Perrot, B. 144 ; D. 1875, 1, 233.

que c'est là un principe général et absolu en vertu duquel les tribunaux sont armés d'un pouvoir de police souverain ; qu'il leur appartient donc de déterminer les conditions de temps et de lieu et les modes d'exécution qui leur paraissent les plus efficaces pour assurer l'exécution de leurs décisions et leur donner tout l'effet qu'ils ont entendu y attacher. » En conséquence, il a été jugé que le tribunal pouvait, en fixant limitativement le nombre des affiches, décider qu'elles seraient apposées, non seulement dans certains lieux déterminés, mais partout où besoin serait, afin d'assurer à la partie lésée une réparation légitime (1). Jugé également que le jugement peut laisser à la partie qui triomphe le choix des journaux où seront opérées les insertions et celui des villes où sera effectué l'affichage, sans même que le nombre de ces villes soit limité, cette limitation ayant été appliquée seulement au nombre des affiches (2). Observons d'ailleurs que si le jugement avait limité le nombre des journaux dans lesquels doit être opérée l'insertion, rien n'empêcherait la partie qui a obtenu ce jugement de le publier en outre dans d'autres journaux, mais à ses frais et à titre de libre publication. Et nous admettrions la même solution au cas où la publication aurait été ordonnée sous forme d'affichage, sous réserve, dans l'un et l'autre cas, du risque pour celui qui fait opérer cette libre publication d'encourir des dommages-intérêts au cas d'abus.

(1) Grenoble, 20 août 1838, Ancillon c. Navelle, S. 1839, 2, 413 ; J. P. 1839, 1, 423.

(2) Lyon, 17 mars 1875, Bressier c. David, S. 1877, 2, 42 ; J. P. 1877, 224.

Une difficulté particulière se présente en ce qui concerne l'emplacement où peut être, dans chaque localité, effectué l'affichage des jugements. L'article 15 de la loi du 29 juillet 1881 distingue, à ce point de vue, entre les affiches particulières et les affiches des actes de l'autorité publique. Pour ces dernières, le maire, dans chaque commune, désignera par arrêté les lieux exclusivement destinés à les recevoir. Les affiches particulières ne pourront être apposées dans ces lieux privilégiés ; leur affichage sera possible partout ailleurs, sous réserve du consentement exprès ou tacite du propriétaire de l'immeuble. Reste à savoir si les affiches des jugements doivent être considérées comme rentrant dans la catégorie des affiches d'actes de l'autorité publique et peuvent, en cette qualité, prétendre à des emplacements privilégiés, auquel cas elles seraient, ainsi que nous le verrons, protégées contre la destruction d'une manière toute particulière. Il ne paraît guère contestable que les jugements soient des actes de l'autorité publique. Il semble par suite que, par affiches d'actes de l'autorité publique, il faille entendre non seulement les affiches des textes de lois, mais celles relatant des décisions de l'autorité judiciaire aussi bien que de l'autorité administrative ou militaire. C'est ce qu'a décidé la Cour de cassation par un arrêt du 16 juillet 1870 (1), dans une espèce, il est vrai, un peu spéciale. La liberté de l'affichage n'existant pas à cette époque, il fallait une autorisation administrative pour placarder dans les rues,

(1) Cass. crim. 16 juillet 1870, aff. Lelarge, S. 1872, 4, 90.

places ou autres lieux publics. Exception était faite cependant pour la publication des actes de l'autorité publique. La Cour suprême décide qu'une affiche annonçant une vente, dans laquelle est reproduit le jugement du tribunal de commerce l'autorisant, rentre dans cette exception. Un autre arrêt, du 23 mai 1874 (1), considère comme légale la disposition du jugement ordonnant l'affichage de la décision dans les cadres des mairies des communes. Il s'agissait, dans l'espèce, d'une application de l'article 1036 C. pr. c. ; nous pensons que les mêmes raisons justifient, lorsque l'affichage est ordonné à titre de réparation, une solution identique (2).

(1) Cass. crim. 23 mai 1874, Turck et Perrot, D. 1875, 1, 233.

(2) La question devient beaucoup plus délicate lorsque l'affichage du jugement, au lieu d'être ordonné par la loi ou par la justice, est effectué spontanément, librement, par une des parties ou par un tiers. Cet affichage peut-il avoir lieu dans les emplacements réservés, par application de l'article 15 de la loi de 1881 ? La difficulté n'existe pas pour les auteurs qui soutiennent que l'on ne peut recourir à l'affichage des jugements, en dehors des cas où l'emploi de l'affiche est expressément ordonné par la justice ou par la loi. La question se pose pour nous, au contraire, puisque nous avons admis, dans la première partie de notre travail, que l'affichage ne constitue pas nécessairement en lui-même, et abstraction faite des circonstances qui l'accompagnent, un abus du droit de publication. Nous sommes amenés, dans le même esprit large d'interprétation, à penser qu'un particulier qui voudra spontanément publier un jugement, en usant de la faculté que lui confère l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881, pourra légitimement se prévaloir de l'article 15 de cette loi, et, s'il recourt à l'affiche, prétendre aux emplacements désignés par arrêté du maire de la commune. Dans ce cas comme dans les autres, en effet, le jugement, objet de la publication, est un « acte de l'autorité publique ». Et la force de cet argument de texte s'accroît encore de ce fait que, dans l'article 17, il est question, non plus des « affiches des lois et autres actes de l'autorité publique » mais « des affiches apposées par ordre de l'administration dans les emplacements à ce réservés », ce qui est chose toute différente et de compréhension beaucoup moins étendue. Notre solution peut paraître excessive, bien que l'interprétation logique des textes paraisse l'imposer. On la trouvera moins choquante si l'on admet, et nous avons montré qu'il était difficile de ne pas le faire, que l'affichage du jugement, lorsqu'il est ordonné à titre de réparation civile, sur les conclusions de la partie lésée, peut prétendre aux emplacements réservés par l'article 15 de la loi de 1881.

Au cas où la publication est ordonnée par le jugement, celui-ci précise fréquemment, non seulement les lieux où doivent être effectués l'affichage et les insertions, mais le nombre des affiches qui peuvent être apposées et celui des journaux qui doivent recevoir les insertions, les dimensions des affiches, les caractères d'imprimerie à employer, la place que l'insertion doit occuper dans le journal, toutes conditions qui auront pour résultat d'influer sur les frais de la publication (1). Lorsque celle-ci a été ordonnée à titre de réparation, la partie lésée par les soins de laquelle est effectué l'affichage ou l'insertion, et qui doit en avancer les frais, ne pourra les recouvrer sur l'autre partie qu'à la condition de se conformer strictement aux indications du jugement. Tout ce qui dépasserait, comme dépense, le chiffre correspondant à ces indications resterait à sa charge. D'ordinaire, et afin d'éviter des abus, les tribunaux fixent, en même temps que le nombre des affiches et des insertions, le coût maximum de la publication. Il en est ainsi, non seulement lorsque la publication est ordonnée à titre de réparation civile, mais, de plus en plus fréquemment, lorsqu'elle a lieu à titre de peine complémentaire. La loi du 1^{er} août 1905, sur la répression des fraudes commerciales, décide notamment que l'affichage et l'insertion du jugement seront effectués aux frais du condamné dans les journaux et les lieux que le tribunal indiquera, mais « sans toutefois que les frais de cette publication puissent

(1) V. notamment l'article 2 § 2 de la loi du 23 octobre 1919, sur la spéculation illicite.

dépasser le maximum de la peine encourue. » De même la loi du 23 octobre 1919 sur la spéculation illicite. La loi du 20 avril 1916, sur la taxation des denrées et substances, fixe pour les frais de publication un maximum de 500 francs, et la loi du 25 juin 1920, pour le cas de fraude fiscale, un maximum de 5.000 francs. Mais en dehors des cas où la loi leur en fait une obligation, les juges, bien qu'ils le fassent le plus ordinairement, ne sont pas tenus de limiter, dans leur jugement, le coût de l'impression ou de l'affichage qu'ils ordonnent. La Cour de cassation l'a ainsi décidé, à la date du 18 août 1882 (1), dans une espèce où un arrêt s'était borné à indiquer les journaux qui devaient recevoir l'insertion ordonnée : « Attendu qu'à la vérité la Cour n'a pas fixé le prix maximum auquel chaque annonce pourrait s'élever, mais qu'il pourrait seulement y avoir lieu à une question d'exécution de l'arrêt dont la Cour aurait à connaître, mais qu'en tout cas il ne peut résulter de ce chef un moyen de nullité. »

Le bien fondé de cette solution ne paraît pas douteux ; elle n'en présente pas moins, cependant, de sérieux inconvénients. Les journalistes, libres de refuser l'insertion qui leur est demandée, peuvent, à plus forte raison, débattre librement le coût de cette insertion. Au cas où le maximum est fixé par le jugement, ce maximum sans doute ne leur est pas opposable, mais il règle les rapports des parties entre elles et limite à son chiffre le recours possible

(1) Cass. crim. 18 août 1882, Genay et divers c. Tourné, D. 1883, 1, 46.

de celle qui a fait l'avance des frais. Lorsqu'au contraire le jugement est muet sur le coût des insertions, aucun frein n'existe plus à l'élévation des dépenses de publication. La partie qui a obtenu le jugement pourra, si son adversaire est solvable, se laisser entraîner aux exigences des journaux dans lesquels doit avoir lieu l'insertion. Et c'est ainsi que l'on a pu citer, lors de la discussion de la loi de 1881 sur la liberté de la presse, des cas dans lesquels les frais de publication du jugement atteignaient 20.000 francs. Pour prévenir le retour de semblables faits, M. Trarieux proposait, dans la deuxième rédaction de son amendement, de décider que « les frais de l'insertion des jugements autorisée par les tribunaux seraient remboursés par la partie condamnée à la partie plaignante d'après le tarif des annonces judiciaires, s'il n'en avait été autrement ordonné ». Bien que ce texte ait été voté par la Chambre des députés, il n'est pas passé dans la loi ; il eût été d'ailleurs inopérant, car aucune disposition législative ni réglementaire ne règle actuellement le tarif des annonces judiciaires (1). L'article 23 du décret du 17 février 1852, qui confiait aux préfets le soin de régler ce tarif, a été, nous l'avons vu, abrogé. De sorte qu'actuellement, le coût de l'insertion d'un jugement, même au cas où elle est ordonnée par justice, doit être débattu entre le gérant du journal et la personne qui demande l'insertion. Ce n'est pas à dire toutefois que celle-ci puisse, dans le choix des modalités de la publication, laisser libre

(1) V. en ce sens Barbier, *op. cit.* t. 1, n° 154. En sens contraire, Fabreguettes, *op. cit.* t. II, n° 471, p. 417 en note.

cours à sa fantaisie. Si par exemple elle avait, de son propre mouvement, exagéré les dimensions de l'affiche, exigé une colonne en première page du journal, ou l'emploi de caractères d'impression inusités, si en un mot elle s'était accordé à elle-même une réparation sans concordance avec la volonté du juge, elle s'exposerait à voir réduire le chiffre des frais dont elle aurait fait l'avance (1), et même au cas d'abus préjudiciable, à se voir réclamer des dommages-intérêts. C'est l'usage, en effet, qui, dans le silence du jugement, règle les modalités de la publication. En ce qui concerne particulièrement l'affichage, si le nombre des placards n'a pas été déterminé par le juge, il doit être restreint, suivant l'usage, à cent exemplaires (2). D'une manière générale, dans tous les cas où l'interprétation des dispositions du jugement peut donner lieu à des difficultés, c'est devant le tribunal qui a rendu le jugement que l'affaire doit être portée (3).

Il nous reste à indiquer la procédure à suivre pour le règlement des frais qu'entraîne la publication des jugements. Lorsque cette publication est effectuée sur l'initiative du ministère public, dans les divers cas précédemment indiqués, les frais sont avancés par l'Etat ou les communes sauf recours ultérieur contre le condamné (4).

(1) Trib. civ. Tarbes, 7 décembre 1893, D. 1894, 2, 516.

(2) V. Merlin, Répert. de droit, v^o Affiche, VII.

(3) V. Fabreguettes, *Traité des délits politiques*, 1901, t. I, p. 30, n^o 9.

(4) Décret du 18 juin 1811, contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle et tarif général des frais, article 2 : Sont compris sous la dénomination de frais de justice criminelle... 12^o les frais d'impression des arrêts, jugements et ordonnances de justice. — Article 3 : Ne sont point compris sous la dénomination de frais de justice criminelle... 3^o Les frais d'apposition des affiches d'arrêts, jugements ou

Lorsque l'affichage ou l'insertion est ordonné à titre de réparation civile, sur les conclusions de la partie lésée, le règlement des frais s'opère « par la voie de la taxe et dans les formes tracées par le décret du 10 février 1807 (1) ». On aurait pu penser qu'il y avait lieu, au contraire, d'appliquer la procédure organisée par les articles 523 et suivants du code de procédure civile pour la

ordonnances de justice, lesquels continueront à être payés par les communes, ainsi qu'il résulte des articles 9 et 10 de l'arrêté du gouvernement du 27 brumaire an VI. — Article 104 : Il ne sera payé des frais d'impression sur les fonds généraux des frais de justice criminelle que pour les objets suivants : 1° pour les extraits d'arrêts de condamnation à des peines afflictives ou infamantes, ainsi qu'il est dit dans l'article 36 du code pénal ; 2° pour les ordonnances portant nomination des présidents et assesseurs des cours d'assises, et les arrêts de convocation des cours d'assises... ; 3° pour les actes dont une loi ou un décret aura ordonné l'impression... V. également Garçon, Code pénal annoté, article 36, n° 45 et les références qui s'y trouvent indiquées.

Le décret du 18 juin 1811 vient d'être abrogé. Ses dispositions relatives aux frais de publication des jugements ont été reproduites, avec quelques modifications, par les articles suivants du décret réglementaire du 5 octobre 1920 :

Article 2. — Les frais de justice criminelle sont :

11° Les frais d'impression des arrêts, jugements et ordonnances de justice : ...

Chapitre IX. Des frais d'impression.

Article 118. — Les seules impressions qui doivent être payées à titre de frais de justice sont :

1° Celle des jugements et arrêts dont l'affichage ou l'insertion ont été ordonnés par la Cour ou le tribunal : ...

3° Celle de l'arrêt ou du jugement de révision d'où résulte l'innocence d'un condamné et dont l'affichage est prescrit par l'article 446 § 9 et 10 du Code d'instruction criminelle.

Article 119. — Les placards destinés à être affichés sont transmis aux maires, qui les font apposer dans les lieux accoutumés, aux frais de la commune.

Article 120. — Les impressions payées à titre de frais de justice criminelle sont faites en vertu de marchés passés pour chaque ressort ou pour chaque arrondissement, par le procureur général ou le procureur de la république, suivant le cas, et qui ne peuvent être exécutés qu'avec l'approbation préalable du ministre de la justice. Toutefois, à défaut d'un tel marché, il peut être traité de gré à gré chaque fois qu'une impression doit être faite. Les imprimeurs joignent à chaque article de leur mémoire un exemplaire de l'objet imprimé, comme pièce justificative.

(1) Lyon 17 mars 1875, Bressier, c. David, S. 1877, 2, 42; J. P. 1877, 224. V. également Grenoble, 30 août 1838, Ancillon, c. Navelle, S. 1839, 2, 473.

liquidation des dommages-intérêts. La Cour de Lyon, dans l'arrêt précité du 17 mars 1875, s'est refusée à accepter cette solution : « Attendu que les dommages-intérêts pour la liquidation desquels l'article 523 C. Pr. Civ. a réglé une procédure particulière sont ceux qui, n'ayant pu être déterminés par le juge dans la décision sur le fond se composent en général d'éléments multiples, compliqués, donnant lieu à une appréciation susceptible d'être débattue en détail par les parties ; attendu qu'il n'en est pas ainsi des frais de publicité d'une décision judiciaire, lesquels sont susceptibles non pas d'une appréciation, mais d'une simple constatation de faits et d'une justification de déboursés ; que s'ils ont à certains égards le caractère de dommages-intérêts, ils présentent une grande analogie avec les frais d'instance qui ont eux-mêmes ce caractère, puisque leur remboursement est la réparation des dépenses que le procès a occasionnées au plaideur ; que cette analogie justifie la pratique constante qui a fait adopter pour le remboursement de ces dépenses la procédure plus simple, plus prompte, et moins coûteuse, réglée par le décret de 1807, pour la liquidation des frais et dépens ». A l'appui de la solution qu'elle admet, la Cour de Lyon tire encore argument de ce que « dans le mémoire dont il s'agit, se trouvaient des procès-verbaux d'affiche rédigés par des huissiers, lesquels devaient être taxés, et qu'il y avait là surabondamment un motif de soumettre au magistrat taxateur la dépense pour laquelle D... requérait exécutoire ». L'arrêt admet en effet qu'en faisant dresser par huissier le procès-verbal

des appositions d'affiches ordonnées par le jugement, la « partie lésée s'est assurée la seule preuve incontestable qu'elle pût donner de ces appositions, et qu'en cela elle n'a point abusé des prescriptions de la justice ». C'est là d'ailleurs un point qui pourrait être discuté (1), et il a été jugé qu'il n'y a pas lieu d'allouer aux huissiers employés par la partie civile pour l'affichage du jugement des frais de procès-verbaux d'affiches; non plus que d'autres émoluments et des droits de voyage réglés par le tarif civil, mais seulement d'arbitrer équitablement la somme moyennant laquelle il a pu être pourvu à la disposition du jugement prescrivant l'affichage. L'arrêt de Lyon décide d'autre part que, les insertions ordonnées dans les journaux n'ayant point été limitées au tarif des annonces légales, la partie lésée, en se servant de l'intermédiaire de la régie des annonces pour faire opérer quelques-unes de ces insertions, n'en a pas augmenté la dépense; et qu'en cela encore elle a exécuté l'arrêt dans les limites de son droit. C'est reconnaître implicitement que si la partie qui a obtenu le jugement faisait, pour sa publication, des dépenses excessives, si, pour employer les termes mêmes de l'arrêt de Lyon, elle « abusait des prescriptions de la justice » et sortait des « limites de son droit », l'excédent des frais ainsi avancés ne devrait pas être admis en taxe. On peut dès lors se demander si, en prévision d'une contestation toujours possible sur le caractère frustratoire ou non du coût de

(1) Trib. Beaume-les-Dames, 10 mai 1878, Journ. Minist. pub. 1879, p. 17, V. également : Lautour, *Code des frais de justice*, p. 117.

la publication, il ne serait pas plus juridique et plus simple d'appliquer au règlement de ces frais la procédure contradictoire organisée par les articles 523 et suivants du Code de procédure civile.

4° SANCTIONS DE LA PUBLICATION LÉGALE OU JUDICIAIRE DES JUGEMENTS

On peut concevoir l'existence de ces sanctions dans deux ordres d'hypothèses : d'une part, lorsque la disposition de la loi ou du jugement ordonnant l'affichage ou l'insertion dans les journaux n'a pas été exécutée ; d'autre part, lorsque les formalités de publication ayant été remplies, certains actes ont été commis, suppression, lacération, altération, dissimulation, qui ont enlevé à la publicité son effet utile. Nous allons étudier successivement, au point de vue des sanctions qu'elles comportent, ces deux catégories d'hypothèses :

1° Lorsque la publication n'a pas été effectuée, il faut distinguer suivant le mobile qui inspirait le législateur ou le juge, lorsqu'il l'a ordonnée. S'agissait-il d'une publication à titre de peine, ou en vertu de l'article 1036, C. pr. civ., qui eût dû être assurée par les soins du ministère public, la sanction du défaut de publication consiste tout naturellement dans la responsabilité disciplinaire du magistrat qui a manqué à l'un des devoirs de sa fonction. L'affichage ou l'insertion du jugement a-t-il été ordonné sur les conclusions de la partie lésée, le défaut de publication ne saurait entraîner aucune sanction, car il dépend

toujours de celui qui a obtenu en justice une réparation de renoncer à s'en prévaloir. Son abstention peut d'ailleurs s'expliquer, non par l'effet de la négligence, mais par des motifs dont il est seul juge, par le désir de ne pas faire l'avance des frais par exemple, ou parce que le jugement, dont la publication lui a été accordée, ne lui donne pas dans ses motifs entière satisfaction. Si la publication a enfin été prescrite dans l'intérêt de la bonne administration de la justice ou dans l'intérêt des tiers la nature des sanctions encourues varie suivant les cas, sans que le système de la loi et de la jurisprudence paraisse toujours très cohérent.

Dans le cas de contumace, la condamnation prononcée doit être publiée par insertions, puis par affiches. L'accomplissement de ces formalités est constaté par des procès-verbaux. L'article 472, C. instr. crim. dispose que le procès-verbal constatant le dernier affichage marque le point de départ des effets que la loi attache à l'exécution par effigie, la dégradation civique, par exemple (art. 28, C. pén.).

En matière d'absence, la jurisprudence considère que la publication du jugement préparatoire prescrite par l'article 118 du Code civil constitue une formalité substantielle, à défaut de laquelle l'absence ne saurait être déclarée (1). Le second jugement qui passerait outre serait entaché de nullité.

(1) V. Cass. civ., 15 juillet 1878, S. 1878, 1, 452 ; D. 1878, 1, 422, et *Bulletin officiel du Ministère de la Justice*, 1877, 1^{re} partie, p. 3 et 1893, n° 71. Juillet-septembre, circulaire du 1^{er} juillet 1893.

En matière de divorce, le législateur s'est, au contraire montré beaucoup moins rigoureux. Il a omis de sanctionner la publication du jugement prescrite par l'article 250 du Code civil, d'où cette conséquence, les nullités ne pouvant être suppléées dans le silence du texte, que le divorce, même non publié, produit effet à l'égard des tiers. Il est vrai que l'article 251 exige, à peine de nullité du divorce, que le dispositif du jugement le prononçant soit à bref délai transcrit sur les registres de l'état civil. Les tiers seront, par là, informés des changements survenus dans la capacité de la femme. Nous savons d'autre part que si le défendeur a fait défaut, le jugement prononçant le divorce doit être, au cas où la signification à personne n'aurait pu être faite, publié par extrait dans les journaux. L'article 247 du Code civil indique la sanction de cette publication : l'opposition dirigée contre le jugement ne cessera d'être recevable que huit mois après le dernier acte de publicité. C'est seulement à cette date que commence à courir le délai d'appel.

Le jugement prononçant la séparation de biens principale doit être également publié par voie d'affiches, à peine de nullité de l'exécution (article 1445 C. Civ.). A défaut de cette publicité, les mesures d'exécution prévues par l'article 1444 ne seront donc pas opposables aux tiers.

La sanction édictée par le législateur pour le cas où le jugement portant interdiction ou nomination d'un conseil n'aurait pas été publié s'inspire d'autres principes. Le législateur semble avoir voulu faire prévaloir, dans une certaine mesure, l'intérêt de l'interdit sur les intérêts des

tiers. L'incapacité résultant de l'interdiction sera donc opposable aux tiers, même en l'absence de toute publication donnée au jugement. La seule sanction consistera dans la responsabilité pécuniaire des personnes auxquelles l'article 501 du Code civil imposait l'obligation d'assurer cette publication. Il en sera ainsi, — en dehors des greffiers et avoués qui, faute d'avoir procédé à l'enregistrement ordonné par la loi du 16 mars 1893, encourraient en outre une amende de 50 francs, — du demandeur en interdiction « à la diligence duquel le jugement doit être inscrit sur les tableaux destinés à être affichés », et des notaires qui, requis de le faire, auraient omis de procéder à l'affichage dans leurs études.

L'arrêt d'adoption doit être lui aussi publié par affiches, et c'est à la Cour que l'article 358 du Code civil laisse le soin de régler les modalités de cette publication. Quelle sera la sanction au cas où elle n'aurait pas été faite ? La loi ne le dit pas, mais l'adoption est un contrat solennel ; d'où on peut conclure que les formalités de publication prescrites par la loi le sont à peine de nullité (1). Il en serait ainsi certainement si l'arrêt prononçant l'adoption n'avait pas été rendu publiquement. Il n'en saurait être autrement au cas où la publication, prescrite par le même alinéa du même texte et dans la même forme impérative, n'aurait pas été effectuée. Le fait que l'article suivant du Code civil sanctionne de la nullité de l'adoption l'absence de transcription opérée dans les trois mois

(1) V. Planiol, *Traité de Droit civil*, 7^e édition, t. I, n^{os} 1592 et 1596.

sur les registres de l'état civil ne saurait, étant donné le caractère de l'adoption, fournir qu'un argument à *fortiori*.

La question est plus controversée quand il s'agit du jugement déclaratif de faillite ou de celui qui fixe la date de la cessation des paiements. On a parfois soutenu que ces jugements, lorsqu'ils n'avaient pas été publiés, n'étaient pas opposables aux tiers. Cette opinion ne saurait prévaloir en présence de l'article 443 du Code de commerce, qui, sans distinguer entre les parties et les tiers, fait partir de la date du jugement déclaratif de faillite le dessaisissement du débiteur avec tous ses effets. Nulle part, d'ailleurs, la loi n'a proclamé l'inefficacité, même relative, du jugement déclaratif qui n'a pas été publié ; or les nullités sont de droit étroit, et ne sauraient être suppléées. Ce n'est pas à dire, au surplus, que la publicité prescrite par l'article 442 C. Com. soit dépourvue de sanction. Cette sanction est double, au contraire. Elle consiste, d'une part dans la responsabilité pécuniaire envers les tiers, des personnes auxquelles incombait l'obligation de publier le jugement, syndic ou liquidateur notamment, peut-être même le greffier, dans certains cas (1) ; elle consiste, d'autre part en ce fait que la faillite ne peut passer en force de chose jugée tant que les formalités de publication n'ont pas été remplies, l'article 580 du Code de commerce ne faisant courir les délais d'opposition au jugement déclaratif que « des jours où les for-

(1) Thaller et Percerou, *Traité de Droit commercial, faillites et banqueroutes*, t. I, n° 372.

malités de l'affiche et de l'insertion énoncées dans l'article 442 auront été accomplies (1) ».

Si, des multiples dispositions que nous venons d'analyser nous cherchons à dégager une vue d'ensemble, nous dirons qu'au point de vue des sanctions, au cas de non publication des jugements, le législateur et la jurisprudence ont, suivant les cas, édicté, soit la nullité des divers actes juridiques que la publication avait pour objet de porter à la connaissance des tiers, soit la suspension des délais à l'expiration desquels ces actes devaient produire certains effets, soit enfin le droit, pour les tiers, à des dommages-intérêts, au cas où la non publication du jugement leur aurait été préjudiciable. Et nous fondant sur le caractère général de la disposition consacrée par l'article 1382 du Code civil, nous sommes amenés à penser que cette dernière sanction, le droit à réparation pécuniaire, doit être considérée comme protégeant les intérêts des tiers dans tous les cas où la publication d'un jugement est prescrite légalement ou judiciairement, à quelque titre d'ailleurs qu'elle puisse être ordonnée, et quelle que soit la qualité des personnes auxquelles incombe l'obligation de publier.

2° Il nous reste à rechercher quelles sanctions sont

(1) Nous avons vu que l'article 15 de la loi du 3 mai 1841 prescrit la publication du jugement d'expropriation pour cause d'utilité publique. La sanction du défaut de publication est indiquée dans l'article 16. C'est seulement après l'accomplissement des formalités de publicité que pourra être transcrit le jugement, et cette transcription marque le point de départ du délai de quinzaine au cours duquel les tiers ont l'obligation, à peine de forclusion, de faire inscrire leurs droits d'hypothèque ou de privilège (article 17).

encourues lorsque, les formalités de publication prescrites ayant été remplies, certains faits ont eu lieu qui ont empêché cette publicité de produire l'effet utile que le législateur ou le juge en attendait. Il s'agit ici, plus particulièrement, de la publication opérée au moyen d'affiches. Il est bien évident que la durée matérielle de ces affiches et leur maintien dans le lieu où elles ont été apposées, doivent avoir un terme plus ou moins rapproché. Très fréquemment, le tribunal, en ordonnant l'affichage de son jugement, limite lui-même la durée de cette publication. La loi lui en fait quelquefois une obligation. Ainsi l'article 7 de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes commerciales, après avoir décidé que le tribunal fixerait les dimensions de l'affiche et les caractères typographiques qui devraient être employés, ajoute : « En ce cas, et dans tous les autres cas où les tribunaux sont autorisés à ordonner l'affiche de leur jugement à titre de pénalité pour la répression des fraudes, ils devront fixer le temps pendant lequel cet affichage devra être maintenu, sans que la durée en puisse excéder sept jours ». Au cas où aucune disposition de la loi ou du jugement n'aurait limité la durée de l'affichage, il est admis que ce mode de publication peut être prolongé pendant un délai raisonnable (1), et que la partie au profit de laquelle le jugement aurait été rendu pourrait assurer la conservation de l'affiche par des moyens appropriés, par exemple en la plaçant sous verre ou à l'abri d'un grillage. Il a même été

(1) Barbier, *op. cit.*, t. I, n^{os} 175 et suiv.

jugé (1) que, dans le silence du jugement, la partie qui a obtenu l'affichage aurait la faculté de prolonger l'existence de l'affiche en la plaçant sur un tableau mobile exposé chaque matin et retiré chaque soir. Mais il ne faut pas perdre de vue que la publication du jugement, même lorsqu'elle est ordonnée par la justice, peut, dans les modalités de son exécution, devenir abusive et exposer celui qui l'exécute à des dommages et intérêts. La disposition de l'article 1382 du Code civil est assez large pour justifier cette solution.

Que la durée de l'affichage ait été, ou non, fixée ou limitée par le jugement, il peut se faire que les affiches apposées en exécution de ce jugement aient été détruites, totalement ou partiellement, recouvertes par d'autres, ou rendues inintelligibles. Ces faits de lacération ou de dissimulation ne sont pas nécessairement des faits illicites, s'ils se produisent à une époque et dans des conditions telles qu'ils ne paraissent pas avoir pour but ou pour résultat de supprimer l'effet utile de la publication ordonnée par la loi ou par le jugement. Mais le contraire peut aussi se produire, et c'est pourquoi le législateur devait se préoccuper de protéger l'affiche contre les atteintes qui peuvent la menacer.

Une distinction essentielle doit d'abord être faite, suivant qu'il s'agit d' « affiches particulières », ou d' « affiches apposées par ordre de l'administration ». Dans le premier cas, l'affiche n'est, en principe du moins

(1) Paris, 21 janvier 1841, *Gaz. trib.*, 22 janvier 1841 ; Garçon, *Code pénal annoté*, article 36, n° 42 et 43.

et en l'absence d'une autre sanction résultant d'un texte spécial, protégée que par l'application des principes du droit commun. Si son altération, sa destruction ou sa dissimulation est préjudiciable à celui dans l'intérêt de qui elle avait été apposée, ce fait exposera son auteur à une action en dommages-intérêts. Le renouvellement de l'affiche prématurément enlevée ou détériorée pourrait même être demandé à titre de réparation civile. Il est toutefois une catégorie d'affiches particulières qui sont plus énergiquement protégées, ce sont les affiches électorales, que la loi assimile aux affiches apposées par ordre de l'administration. Mais nous ne nous occupons ici que des affiches des jugements.

Celles-ci peuvent d'ailleurs rentrer dans la catégorie des « affiches apposées par ordre de l'administration », au cas du moins où il s'agit, non de libre publication, mais de publication légale ou judiciaire. Cette expression est, en effet, traditionnelle. Elle était déjà employée par l'article 479 § 9 du Code pénal, qui punissait d'une amende de 1 à 15 francs la destruction de semblables affiches. La loi du 29 juillet 1881 a abrogé ce texte, mais pour en reproduire les dispositions dans son article 17, aux termes duquel : « Ceux qui auront enlevé, déchiré, recouvert ou altéré par un procédé quelconque, de manière à les travestir ou à les rendre illisibles, des affiches apposées par ordre de l'administration dans les emplacements à ce réservés, seront punis d'une amende de 5 francs à 15 francs. — Si le fait a été commis par un fonctionnaire ou un agent de l'autorité publique, la peine sera

d'une amende de 16 francs à 100 francs, et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement... » On est convenu de donner à ces expressions « affiches apposées par ordre de l'administration » une portée très étendue. « Elles doivent s'entendre, d'abord, évidemment, des affiches ayant pour objet la publication des lois ou des actes de l'autorité publique. On doit également faire rentrer dans cette catégorie d'affiches, les affiches prescrites par la loi et les affiches ordonnées par jugement (1). » Diverses conditions, qui résultent du texte ou des principes généraux du droit, doivent être réunies pour que les affiches des jugements soient protégées par la sanction pénale édictée dans l'article 17 de la loi de 1881. Il faut, d'une part, que ces affiches « enlevées, déchirées, recouvertes ou altérées par un procédé quelconque, de manière à les travestir ou à les rendre illisibles » aient été apposées dans les emplacements à ce réservés (article 15 de la loi de 1881). Il faut, d'autre part, que les actes relevés aient été inspirés par l'intention de nuire, cette intention étant suffisamment caractérisée par la volonté de l'auteur de rendre impossible pratiquement la connaissance des faits mentionnés dans l'affiche. L'article 479 § 9 C. pén. se montrait moins large, en exigeant que la destruction ou lacération eût été commise « méchamment ».

Il n'en est pas moins vrai que dans nombre de cas, soit

(1) V. Barbier, op. cit. n° 490 et suiv. ; et les références citées : Cass. crim. 16 janvier 1886, aff. Lesage, S. 1886, 1, 144 ; Cass. crim. 3 avril 1886, Arondel, Bourdais et Micault, S. 1886, 1, 287 ; Poitiers, 28 mai 1886, Beussant c. Bonneau, S. 1886, 2, 223.

parce que le maire d'une commune n'aura pas pris d'arrêté pour désigner, en conformité de l'article 15 de la loi de 1881, les emplacements réservés aux affiches des actes de l'autorité publique, soit parce que certaines affiches de l'autorité publique auront dû être placardées dans d'autres lieux que les emplacements réservés, la protection spéciale organisée par l'article 17 ne sera pas applicable. Le législateur y a remédié par des dispositions spéciales insérées dans diverses lois. Ainsi, l'article 7, *in fine*, de la loi du 1^{er} août 1905 réprime avec rigueur la suppression, la dissimulation ou la lacération totale ou partielle des affiches ordonnées par le jugement, affiches dont l'emplacement indiqué peut être, nous l'avons vu, la porte du domicile, des magasins, usines et ateliers du condamné. Lorsque l'un des faits punis par la loi aura été commis « volontairement par le condamné, à son instigation ou par ses ordres », la peine encourue sera une amende de 50 à 1.000 francs. En cas de récidive, l'amende sera de 100 francs à 2.000 francs avec, en plus, un emprisonnement de six jours à un mois. Les mêmes dispositions visent les atteintes aux affiches des jugements de condamnation prononcés pour fraudes fiscales, l'article 112 de la loi du 25 juin 1920 ayant déclaré applicables, dans ce cas, les six derniers alinéas de l'article 7 de la loi du 1^{er} août 1905. De son côté, la loi du 23 octobre 1919 sur la spéculation illicite, dans son article 2, décide qu'au cas de suppression, dissimulation ou lacération des affiches, il sera procédé de nouveau à l'exécution intégrale des dispositions

du jugement relatives à l'affichage, sans préjudice des peines d'amende et d'emprisonnement encourues par le condamné lorsque le fait de suppression, dissimulation ou lacération aura été volontairement commis par celui-ci, à son instigation ou par ses ordres.

CONCLUSION

Parvenus au terme de notre travail, nous sommes tout naturellement amenés, dans une vue d'ensemble, à formuler certaines appréciations sur le système législatif et jurisprudentiel qui, dans notre droit, régit la publication des décisions judiciaires.

En ce qui concerne d'abord la libre publication, une première question se pose, qui est une question de principe. L'article 29, § 2 de la loi du 29 juillet 1881 consacre, au profit de toute personne, la faculté de publier les jugements. Ne conviendrait-il pas que le législateur apportât, à l'exercice de cette faculté, certaines restrictions ? Ou, ne serait-il pas préférable, à l'inverse, qu'à la simple faculté de publier les jugements fût substituée une véritable immunité au profit de celui qui publie ?

Les raisons ne manquent pas, à l'appui de cette dernière opinion. Plus encore que le prononcé public du jugement, sa libre publication est, peut-on dire, une garantie pour le justiciable et pour le juge lui-même. Elle protège l'un contre l'iniquité, l'autre contre le soupçon. Mais ne voit-on pas que cette garantie risque de faire défaut si le publiciste est exposé, lorsqu'il reproduit littéralement,

sans même la commenter, une décision judiciaire, à se voir l'objet d'une action en dommages-intérêts, sinon d'une poursuite pour diffamation ? Pourquoi ne pas lui assurer sa complète indépendance en lui conférant, pour la publication du jugement qui est l'œuvre des magistrats, l'immunité que lui accorde la loi pour le compte-rendu des débats qui est son œuvre personnelle. Ce serait pratiquement le meilleur moyen de réaliser avec efficacité le principe de publicité de la justice.

Une telle argumentation ne manque pas de force. Nous ne croyons pas, cependant, devoir nous rallier à l'opinion qu'elle soutient. Transformer en immunité la faculté de publier les jugements nous paraît dangereux dans bien des cas ; les inconvénients les plus graves pourraient en résulter. Ce serait peut-être favoriser des procédés d'intimidation ou des calculs d'intérêt peu avouables. Faut-il permettre à un journaliste, pour satisfaire une rancune ou une ambition personnelle, de jeter le discrédit sur une famille honorablement connue, en reproduisant la condamnation criminelle encourue cinquante ans auparavant par un membre de cette famille et tombée dans l'oubli ? Faut-il, lorsque le condamné a expié sa faute et cherché à refaire sa vie, rendre impossible son relèvement, en conférant à quiconque, sans raisons sérieuses, le droit de rappeler publiquement, sur une affiche ou à la première page d'un journal, la sentence qui l'a frappé ? La publication qui se produirait dans de telles circonstances, ou s'inspirerait de semblables motifs, pourrait-elle à un degré quelconque se réclamer du principe de publicité de la jus-

tice, et serait-il décent de lui conférer une immunité ? On invoque l'immunité dont bénéficie le compte-rendu des débats judiciaires. Mais il faudrait observer, d'une part que ce compte-rendu n'est pas toujours permis, et que, lorsqu'il l'est, il ne saurait avoir auprès du public l'autorité qui s'attache à une décision de justice. Par sa nature même, ce compte-rendu est, d'autre part, contemporain de l'audience, et, pour bénéficier d'une immunité, il faut, en outre, qu'il soit fidèle et de bonne foi, ce qui confère aux tribunaux un pouvoir d'appréciation et protège les parties en cause contre une publicité abusive. Toutes garanties qui n'existeraient pas pour l'immunité qui serait accordée à la publication des jugements, puisque la disposition de l'article 39, § 2 de la loi de 1881 ne fait entre ceux-ci aucune distinction, et ne subordonne à aucune condition le droit qu'elle confère à quiconque de les publier. Tout au plus pourrait-on, sans grande utilité d'ailleurs, conférer une immunité aux grands recueils judiciaires et aux quelques journaux qui, professionnellement, se sont spécialisés dans la publication et le commentaire des décisions de justice. Pour les autres, mieux vaut, à notre avis, que la disposition de l'article 39 conserve le caractère d'une simple faculté.

Mais ne conviendrait-il pas, alors, que le législateur intervînt pour déterminer avec précision dans quels cas la publication d'un jugement devient illicite ou abusive, et pour mettre un terme aux controverses de doctrine et de jurisprudence que soulève cette question délicate ? Nous ne le pensons pas davantage. Nous avons, en analysant

les arrêts, essayé de démontrer qu'aucun critérium certain ne peut être cherché, pour caractériser l'abus de publication, ni dans le mode de publication lui-même, ni dans la date à laquelle a lieu la publication, ni dans la qualité de la personne qui publie. Et nous avons dégagé la tendance actuelle de la jurisprudence à tenir compte, suivant les cas, de tel ou tel de ces éléments, ou cumulativement de plusieurs d'entre eux, en se réservant, en tout état de cause, la plus grande latitude d'appréciation. C'est, à notre avis, la solution la plus défendable, du moment que le principe supérieur de la publicité de la justice impose la libre publication des jugements. Dira-t-on que cette solution consacre l'arbitraire du juge ? Mais, beaucoup plus exactement que le législateur, le juge peut tenir compte des circonstances qui vicient l'exercice de la faculté consacrée par l'article 39, § 2 de la loi de 1881. C'est là une question qui ne saurait être réglée convenablement par une disposition d'ordre général. Distinguer entre l'usage et l'abus d'un droit est essentiellement affaire d'appréciation, et cette appréciation nous paraît rentrer tout naturellement dans les pouvoirs du juge. Nous ferions seulement cette concession ; en présence d'une jurisprudence peu précise et discutable, le législateur pourrait utilement intervenir pour décider si le recours à l'affiche constitue, ou non, un mode licite de libre publication. Il serait d'autre part désirable qu'une exception nouvelle fût apportée à l'application du principe de libre publication, en ce qui concerne les jugements rendus par le tribunal civil après débats en chambre du conseil, dans les

cas de mineurs âgés de moins de treize ans (loi du 22 juillet 1912). Tout au moins faudrait-il, si cette publication restait soumise au principe consacré par l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881, que le jugement publié ne pût contenir que l'initiale du nom du mineur, ainsi qu'il a été décidé par l'article 19, § 5 de la loi de 1912, pour les jugements rendus par le tribunal pour enfants et adolescents de treize à dix-huit ans.

La publication légale ou judiciaire des jugements suscite d'autres observations. Nous avons eu l'occasion de constater la tendance du législateur à user de plus en plus de l'affichage, à titre de peine complémentaire. Tendance facilement explicable d'ailleurs, surtout lorsqu'il s'agit d'infractions telles que les fraudes commerciales, alimentaires ou fiscales, dont la répression doit être de nature à donner satisfaction à l'opinion ou à faire impression sur elle. Mais tendance qui, à certains points de vue, peut provoquer des appréhensions légitimes et entraîner de fâcheux résultats. La publication par affiches du jugement de condamnation sera, dans bien des cas, une pénalité particulièrement efficace et exemplaire. Elle risque, parfois, d'être disproportionnée à la gravité de l'infraction, car il est difficile d'en mesurer par avance et exactement la portée. Publier la condamnation, c'est aggraver singulièrement la situation du condamné ; ainsi que le faisait observer très justement M. le conseiller Accarias, dans son beau rapport sur l'affaire Autran, « les cas ne manqueront pas où cette aggravation lui sera

plus dure que l'amende et même que la prison ». L'affichage du jugement de condamnation à la porte du domicile ou des magasins d'un commerçant aura fréquemment pour effet la ruine du condamné par la perte de sa clientèle. La publication ne constituera plus seulement, dès lors, une peine humiliante, elle sera devenue, en outre, la plus rigoureuse des sanctions pécuniaires. Ce n'est peut-être pas un motif suffisant pour y renoncer ; c'est du moins une raison suffisamment sérieuse pour que le législateur, et surtout le juge, ne se laissent pas aller trop facilement à la tentation d'en user sans modération.

Lorsque la publication du jugement est ordonnée par le tribunal sous forme d'insertion dans les journaux, nous avons vu que le journaliste, dont on veut emprunter l'organe, a toujours le droit de s'y refuser. Peut-être est-il regrettable que l'amendement de M. Trarieux à la loi de 1881, tendant à rendre l'insertion obligatoire lorsqu'elle était requise en exécution d'une prescription du jugement, n'ait pas été voté, tout au moins pour les cas où la publicité aurait été ordonnée à titre de peine ou en vertu de l'article 1036, C. pr. civ. Il peut se produire en effet telles circonstances où tous les journaux d'une ville, d'un département, d'une région, refusent l'insertion d'un jugement, soit à raison de la nature de l'affaire suscitant par exemple une question de patriotisme local, soit à raison de la personnalité condamnée. De telle sorte que, par l'effet de cette coalition d'un genre spécial et malgré l'intérêt public engagé, l'exécution de la décision judiciaire deviendrait, en fait, impossible. La menace de cette éven-

tualité n'échappera sans doute pas, d'ailleurs, au tribunal qui trouvera le moyen d'y parer toutes les fois du moins que le texte de la loi l'autorisera à prescrire indifféremment l'impression et l'affiche de son jugement.

Il serait enfin des plus désirables, au cas où la publication est ordonnée à titre de réparation, que le législateur, par une prescription impérative et générale, décidât que le jugement devra toujours indiquer le chiffre maximum des frais de publication qui pourront être recouvrés contre la partie condamnée. Ce serait le moyen de prévenir des abus et de mettre un terme aux contestations que soulève parfois l'exécution même du jugement.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu :

Le Président de la thèse,

A. LE POITTEVIN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

BIBLIOGRAPHIE ⁽¹⁾

- G. Barbier. — *Code expliqué de la Presse*, 2^e édition, 1911.
- Bertin. — *Chambre du Conseil, en matière civile et disciplinaire*, avec introduction de M. le président de Belleyne, 3^e édition, 1894.
- Chassan. — *Traité des délits et contraventions de la parole, de l'écriture et de la Presse*, 2^e édition, 1846.
- Colin et Capitant. — *Cours de Droit civil français*, 2^e édition, 1919-1921.
- Demogue. — *De la réparation civile des délits*, 1898.
- Duport. — *La publicité des décisions pénales*, thèse Lyon, 1899.
- Dutruc. — *Explication pratique de la loi du 29 juillet 1881 sur la Presse*, d'après les travaux parlementaires et la jurisprudence, 1883.
- Esmein. — *Histoire de la procédure criminelle en France*, 1882.
- Fabreguettes. — *Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la Presse*, 2^e édition, 1901.
- Garçon. — *Code pénal annoté*, 1901-1911.
- Garraud. — *Traité théorique et pratique du Droit pénal français*, 3^e édition, 1913.
- Garraud. — *Traité théorique et pratique d'Instruction criminelle et de Procédure pénale*, 1907-1912.

(1) Il n'a été fait état, dans cette Bibliographie, que des ouvrages généraux et spéciaux le plus fréquemment consultés. Un certain nombre d'autres font l'objet, dans le corps de notre travail, de références et de notes.

- Garsonnet et Cézair-Bru. — *Traité théorique et pratique de Procédure : organisation judiciaire, compétence et procédure en matière civile et commerciale*, 3^e édition, 1912-1915.
- Gazin. — *De la publicité de la justice criminelle*, travaux de la Conférence de Droit pénal de la Faculté de droit de Paris, n^o 10, 1914.
- Glasson, Colmet-Daage et Tissier. — *Précis théorique et pratique de Procédure civile*, 2^e édition, 1908.
- Hémar. — *Théorie et pratique des nullités de Sociétés et des Sociétés de fait*, 1912.
- L. Hugueney. — *L'idée de peine privée en Droit contemporain*, thèse Dijon, 1904.
- G. Le Poittevin. — *Traité de la Presse*, 1902-1904.
- Lyon-Caen et Renault. — *Traité de Droit commercial*, 4^e édition, 1908-1916.
- Massoné. — *La juridiction du barreau*, préface de M. A. Le Poittevin, 1912.
- Nézard. — *Les principes généraux du Droit disciplinaire*, thèse Paris, 1903.
- Planiol. — *Traité de Droit civil*, 7^e édition, 1915-1918.
- Thaller et Percerou. — *Des faillites et banqueroutes et des liquidations judiciaires*, 1913-1916.
- Thaller et Pic. — *Des Sociétés commerciales*, 1914.
-

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION.	1
PREMIÈRE PARTIE	
Libre publication des décisions judiciaires . .	9
CHAPITRE PREMIER	
Caractère et sanctions du principe de libre publication des décisions judiciaires.	11
CHAPITRE DEUXIÈME	
Portée d'application du principe de libre publication des décisions judiciaires.	61
DEUXIÈME PARTIE	
Publication des décisions judiciaires en vertu d'une disposition de la loi ou d'un jugement.	123
CHAPITRE PREMIER	
Dans quels cas, et à quelles conditions, la publication d'une décision judiciaire peut être effectuée en vertu d'une disposition de la loi ou d'un jugement. . . .	125
1° Publication à titre de peine	126
2° Publication à titre de réparation.	142
3° Publication à titre de peine privée, ou de sanc- tion disciplinaire	155
4° Publication dans l'intérêt de la bonne adminis- tration de la justice	181
5° Publication dans l'intérêt des tiers	185

CHAPITRE DEUXIÈME

	Page
Formes, conditions d'application et sanctions de la publication des décisions judiciaires opérée en vertu d'une disposition de la loi ou d'un jugement	198
1° Formes de la publication légale ou judiciaire des jugements	199
2° A quelles personnes il appartient d'assurer la publication légale ou judiciaire des jugements.	202
3° Où, dans quelle mesure et aux frais de qui doit être effectuée la publication légale ou judiciaire des jugements	210
4° Sanctions de la publication légale ou judiciaire des jugements	223
CONCLUSION	235
BIBLIOGRAPHIE	243
TABLE DES MATIÈRES	245

